

M. Martin, au camp d'Auschwitz:

“Les Canadiens feront tout pour conjurer la notion de guerre...”

VARSOVIE — M. Paul Martin, ministre des affaires extérieures du Canada qui séjourne en Pologne depuis samedi, s'est rendu hier à Auschwitz où il a visité l'ancien camp de concentration. M. Martin a déposé une gerbe au «mur de la mort» qui est le monument provisoire à la mémoire des 3 millions de personnes qui furent exterminées dans le camp pendant l'occupation.

Après cette visite d'Auschwitz, a écrit le ministre dans le livre d'or du musée, je ne puis surmonter mes sentiments d'effroi et d'horreur devant les méthodes nazies. Le peuple canadien fera tout ce qu'il peut et tout ce qu'il faut pour conjurer la notion de la guerre considérée comme instrument de la politique nationale. Nous devons travailler de toutes nos forces pour maintenir dans le monde une paix durable.

M. Paul Martin a été, dans l'après-midi, l'hôte de la municipalité de Cracovie. Il a souligné, dans un toast, la «volonté commune de la Pologne et du Canada d'œuvrer pour la cause du progrès et de la sécurité».

Si les journaux constatent que le Canada «est d'accord avec les Etats-Unis sur les causes du conflit vietnamien», ils notent en revanche qu'Otawa a «appelé le président Johnson à arrêter les bombardements, en dépit du protocole bilatéral qui enjoignait aux deux parties de ne pas faire de critique publique de la politique du partenaire».

Enfin, M. Martin a salué la volonté du Canada d'approfondir ses relations avec les pays socialistes, la presse rappelle que les deux nations sont membres de la Commission de contrôle instituée au Vietnam en vertu des accords de Genève.

Les échanges commerciaux entre le Canada et la Pologne font apparaître un solde en faveur du Canada: le volume des importations polonaises a atteint, en 1965, la somme de \$26,342,000, dont \$19,000,000 pour les seules céréales, celui des achats polonais au Canada, \$10,342,000.



LÉVESQUE DEVANT LES GASPÉSIENS:

Le plan du BAEQ, ce n'est pas pour demain!

par Evelyn DUMAS-GAGNON

Tout indique que le présent gouvernement du Québec ne donnera pas suite immédiatement au plan d'aménagement régional de la Gaspésie proposé par le BAEQ, a déclaré hier soir M. René Lévesque au banquet de l'Association des Gaspésiens de Montréal.

Parlant pendant une heure trente devant un auditoire qu'une très mauvaise acoustique et l'envie de passer rapidement à la partie «dansante» de la soirée rendaient de plus en plus impatient, le député a insisté sur l'urgence de mettre en oeuvre les recommandations du BAEQ et le danger que cela ne se fasse pas sous le régime actuel.

Après cinq mois, ça commence à faire un portrait d'un gouvernement», a-t-il dit, après avoir choisi trois exemples pour prouver sa thèse: que le Québec a présentement un régime conservateur, foncièrement anti-plan, formé d'hommes qui «sont comme poisson dans l'eau, par tempérament et par conviction dans un climat de parfait laissez-faire». Ces exemples sont ceux de:

- M. Gosselin, ministre des terres et forêts, qui n'a eu rien de plus pressé après son accession au pouvoir que de rassurer les compagnies forestières sur le maintien du statu quo, alors que le plan du BAEQ exigeait qu'on les mette au pas;

- M. Dozois, ministre des affaires municipales, qui favorise le regroupement municipal «vers l'an 2000» alors que le plan du BAEQ place ce regroupement parmi les priorités de la région Bas-St-Laurent - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine;

- M. Bellemare, ministre du travail «qui est à peu près aussi préparé à appliquer une politique de main-d'œuvre moderne qu'à devenir pape» et qui «sauf erreur, a laissé nommer ou a poussé — à la direction générale de la fonction publique son sous-ministre adjoint qui était venu au ministère du travail uniquement pour mettre sur pied cette politique».

Quant au premier ministre Johnson «il a le droit d'exister, pour le malheur du Québec», mais tandis qu'il ne perd pas une chance de glorifier la «free enterprise» traditionnelle, «il n'a rien trouvé à dire de marquant, en cinq mois, sur les intérêts communs et les criants besoins de promotion collective du peuple québécois».

Les hommes du nouveau régime, dit encore M. Lévesque, promettent de faire une politique à la fois harmonieuse et progressiste, sans avoir l'air de se rendre compte qu'il y a «une contradiction absolue entre les deux termes».

En réalité, ils sont captifs de leur clientèle «recrutée en grande partie chez les éléments les plus poudjades de nos notables de canton», captifs aussi de leur nationalisme verbal dont ils n'ont mesuré ni les échecs, ni les exigences.

Ce nationalisme verbal, M. Lévesque en voit des preuves dans le livre de M. Johnson, «Égalité ou indépendance» («un simple ramassage de déclarations échevelées») et dans les commentaires de M. Jean-Noël Tremblay sur la récente conférence fédérale-provinciale («l'important pour lui c'est si quelqu'un a parlé plus ou moins fort, plus ou moins souvent, et plus ou moins grammaticalement»).

Ce genre de nationalisme conduira le nouveau gouvernement, affirme M. Lévesque, à refuser ou négliger de conclure les ententes indispensables avec Ottawa pour la mise en oeuvre du plan du BAEQ, sous prétexte de conserver son indépendance à l'égard du fédéral.

Un gouvernement qui voudrait vraiment donner suite à ce plan, qui représente un «départ historique» pour le Québec, devrait immédiatement passer des accords avec les divers «morceaux» du fédéral qui sont impliqués (ARDA, transports, main-d'œuvre); créer immédiatement et assurer parallèlement la déconcentration de l'administration provinciale et le regroupement municipal; entreprendre une action intensive du côté de l'information et de l'animation, par exemple en vulgarisant la prose «savante mais extraordinairement pesante» du plan.

Phénomène rare dans son cas, M. Lévesque avait préparé des notes écrites et a justifié la durée de son discours en disant: «Une fois que je m'étais donné la peine de faire ce travail là, je voulais le donner en entier».

Il a fait au début une évocation émouvante de son passé gaspésien: on vient toujours de la Gaspésie d'abord, même si l'on est de Montréal... les premières images sont celles qui restent le plus longtemps dans la mémoire».

M. Lévesque a ajouté que ses souvenirs de la Gaspésie ont souvent été à l'origine de ses campagnes politiques, que c'est en grande partie à cause d'une population «pauvre injustement, maltraitée injustement, parce qu'elle était loin...» qu'il a commencé à s'intéresser à la nationalisation de l'électricité.

Deux livres de saucisses: \$2.93

EDMONTON. — Stan Daniels a l'intention de se rendre à Ottawa, «sur le pouce» si nécessaire, pour montrer au premier ministre Pearson deux livres de saucisses de boeuf.

La viande, a-t-il achetée à la réserve indienne de Fox Lake, à 350 milles au nord-ouest d'Edmonton, au prix de \$2.98. A Edmonton, la saucisse en question n'aurait coûté que \$0.39 la livre.

Un employé de la Compagnie de la Baie d'Hudson a remporté M. Daniels jeudi en déclarant que la saucisse sur la viande avait été involontairement achetée. Mais M. Daniels a expliqué

La N.-Ecosse appuie Diefenbaker qui entend rester chef du parti

HALIFAX — Stimulé par l'accueil chaleureux qu'il a reçu des conservateurs de la Nouvelle-Ecosse, M. Diefenbaker a signifié son intention de conserver la direction du parti: «J'y resterai aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour empêcher ce parti de retourner à l'époque de la Réaction», s'est-il écrié devant quelque mille partisans qui l'ont ovationné au congrès annuel de l'Association conservatrice de la Nouvelle-Ecosse.

Au terme d'un discours presque entièrement consacré à fustiger les politiques du gouvernement libéral, le leader de l'opposition a abordé le problème qui le touche de plus près: «Ils disent: retournons à la bonne vieille époque... mais qu'advient-il aux républicains de Goldwater aux Etats-Unis... lorsqu'ils tentent de ramener le pays au 19e siècle? Voulez-vous retourner à la bonne vieille époque où nous avions quatre leaders, en cinq campagnes électorales et que nous tentions d'accroître nos effectifs de 41 députés à la Chambre?»

M. Diefenbaker se trouvait ici en milieu sympathique et il a tenu à remercier ceux qui l'ont aidé: «Je veux rendre hommage à votre immense loyauté», a-t-il dit à ses conservateurs qui ont balayé 10 des 12 sièges de la Nouvelle-Ecosse aux élections de 1965. «Nul dans ce pays n'a fait plus pour le parti national que le premier ministre Robert Stanfield. M. Stanfield et le premier ministre de l'île du Prince-Edouard ont démontré ce qu'il était possible de faire».

Rappelons que les quatre sièges fédéraux de l'île du Prince-Edouard sont allés aux conservateurs en 1965. Mais le premier ministre Walter Shaw a essuyé la défaite aux élections provinciales, l'été dernier.

M. Diefenbaker a reçu un appui d'une autre nature en fin de semaine par la réélection de M. Maurice Flemming à la présidence de l'Association des conservateurs de la Nouvelle-Ecosse. Ordinaire-

ment, les présidents sont élus par acclamation mais, cette année, M. Finlay MacDonald brigua les suffrages à la présidence et s'était publiquement engagé à appuyer le régime préconisé par M. Dalton Camp, président national, en faveur d'une révision régulière du leadership du parti. On sait que cette question divise présentement le parti. Aussi, la défaite de M. MacDonald est-elle interprétée comme un appui à M. Diefenbaker et aux adversaires de M. Camp.

Dans le discours qu'il a prononcé avant son élection à la présidence, M. Flemming a déclaré qu'il s'était délibérément abstenu d'évoquer des questions d'envergure nationale. «Nous pouvons assurément favoriser la croissance de ce parti sans recourir à l'assassinat politique».

Le congrès a adopté à l'unanimité une résolution présentée par le comité exécutif et exprimant «sa reconnaissance et sa confiance à l'égard de M. Diefenbaker, de M. Stanfield, des députés fédéraux et des députés à l'Assemblée législative».

Fort de cet appui, M. Diefenbaker a attaqué les libéraux dans plusieurs secteurs, notamment la défense, l'inflation, les soins médicaux et ce qu'il appelle la «républicanisme rampant».

«Pensez-vous que ce parti en viendra à favoriser l'abolition de la Couronne?» a-t-il demandé à l'assemblée qui, à l'unanimité, lui a répondu NON.

«Les libéraux, a-t-il dit, s'emploient à saper notre héritage: ils ont retranché le mot royal de la Marine royale du Canada; ils ont éliminé le mot royal de l'aviation du Canada. Ils ont fait un gâchis digne de M. Hellyer («They've made a Hellyer of a mess»). M. Diefenbaker a ajouté: «Nous entendons assurer le maintien de nos liens étroits avec la Couronne. Nous n'admettrons pas le minage clandestin de notre héritage et de nos traditions».

Au sujet de l'unification des forces armées, le chef de l'opposition a poursuivi en ces termes: «Je suis opposé à l'idée de réorganiser nos forces armées à l'état de brigade in-

ternationale en uniforme vert olive». La nouvelle loi de la défense, a-t-il dit, précise que tout officier ou soldat peut être attaché à la force armée d'un autre Etat. «Or, cela ne s'est jamais vu dans l'histoire».

A propos du coût de la vie, M. Diefenbaker a déclaré: «Nous nous rapprochons dangereusement d'une situation qui s'est produite en 1955 et 1956. Nous avions alors averti qu'il y aurait une récession, mais le gouvernement libéral affirmait qu'il n'en serait pas ainsi. Aujourd'hui, les libéraux ont d'abord prétendu qu'il n'y avait pas d'inflation, puis disent maintenant que les consommateurs ne savent pas faire leurs achats».

Au chapitre de l'assurance-maladie, M. Diefenbaker a dit: «M. MacEachen a promis l'assurance-maladie pour le 1er juillet 1967, mais le ministre des finances a dit NON et le premier ministre a dit qu'il était en accord avec le ministre des finances. Je sympathise avec le ministre de la santé. Il n'est pas agréable de sentir à la Chambre que le tapis nous glisse sous les pieds».



McNamara envisage une réduction de l'effort américain au Vietnam

JOHNSON CITY (Texas) — Réduction substantielle du nombre d'Américains envoyés combattre au Vietnam, baisse de moitié du nombre d'appels sous les drapeaux, réduction de la production de bombes et de leur achat par l'armée américaine, telles sont les prévisions optimistes pour 1967 que vient de faire le secrétaire à la défense, Robert McNamara.

M. McNamara qui fit ces déclarations au cours d'une brève conférence de presse à l'issue d'un entretien avec le président Johnson au ranch de

ce dernier, déclare se baser pour ces prévisions sur l'étude de la situation militaire qui, selon lui, s'est «stabilisée et s'est considérablement améliorée».

M. McNamara a cependant assorti ses déclarations de conseils de prudence: «Il ne faut pas oublier que nous continuons à faire face à un ennemi obstiné, a-t-il dit, pour combattre cet ennemi, il nous sera nécessaire d'envoyer 400,000 hommes supplémentaires au Vietnam avant la fin de l'année».

En ce qui concerne le nombre des futurs appels, M. McNamara a rappelé que 200,000 jeunes Américains avaient été recrutés cette année et a prédit que l'année 1967 ne verrait peut-être que 160,000 appels ou même moins. Il a également déclaré qu'au cours de la conférence de presse à l'issue de l'entretien avec le président Johnson au ranch de

Ho Chi Minh écrit à un Américain

HANOI — «Le peuple vietnamien tient en haute estime le peuple américain qui, par tradition, est épris de justice, de liberté et de paix, et souhaite s'associer à sa lutte pour les droits démocratiques et contre la guerre d'agression au Vietnam», écrit le président Ho Chi Minh en réponse à la lettre qui lui a été adressée par un citoyen américain, M. Jeff Turner, résident à Fremont, en Californie.

Dans cette réponse, diffusée par l'agence nord-vietnamienne d'information, le président Ho Chi Minh déclare être convaincu que la «lutte pour la justice» menée par le peuple américain sera couronnée par «la victoire». «Par leur guerre au Vietnam et leurs crimes contre le peuple vietnamien, déclarent-ils, les impérialistes américains ont gravement entaché l'honneur des Etats-Unis et ont infligé de lourdes pertes au peuple américain. Le peuple vietnamien est résolu, quant à lui, à lutter pour son indépendance et sa liberté, menacées par les agresseurs».

L'agence nord-vietnamienne d'information précise que, tout comme M. Jeff Turner, de «nombreux citoyens américains ont envoyé au président Ho Chi Minh des lettres exprimant leur sympathie au peuple vietnamien et leur sincère regret devant le fait que les deux pays soient en guerre».

Nixon accuse McNamara de créer une fausse impression

NEW YORK — M. Richard Nixon, ancien vice-président des Etats-Unis, a déclaré dimanche dans une interview télévisée que la réduction des effectifs américains combattant au Vietnam et la baisse du nombre d'appels sous les drapeaux annoncés samedi par M. Robert McNamara à l'issue d'un entretien avec le président Johnson créaient la «fausse impression» que l'effort américain sera réduit dans la guerre.

En fait, a-t-il dit, cette déclaration signifie que le nombre d'Américains au Vietnam sera porté à 500,000 hommes l'année prochaine.

M. Nixon a accusé le secré-

taire à la défense et le président Johnson de vouloir tromper l'opinion publique américaine. Il a reproché à M. McNamara d'être devenu le «pan-tin politique» du président et à M. Johnson de se livrer à de la «démagogie au grand marché» en refusant d'accepter les objections faites à sa politique au Vietnam.

M. Nixon a demandé que le niveau des forces combattantes (de terre) au Vietnam soit limité à 400,000 hommes, et que, par contre, un plus grand effort soit porté sur les actions aériennes et navales contre le Nord-Vietnam, ainsi que l'a suggéré l'ancien président Eisenhower.

A la suite des postiers, les facteurs approuvent la grève

Le front commun des employés des postes (9,000 facteurs et 11,000 postiers) a maintenant tout en main pour déclencher une grève, vers le

15 novembre. Samedi, le président de l'Union des facteurs, M. Roger Décarie, a rendu public le résultat d'un vote favorable à la grève dans une proportion de 90 pour cent; 7,760 pour, 842 contre, 22 bulletins annulés.

Il y a quelques semaines, l'Union des postiers avait autorisé son exécutif à déclencher la grève n'importe quand après le 15 novembre, si les négociations sur les salaires n'aboutissaient pas. Les deux unions ont fait front commun et déclencheront la grève en même temps si les choses en viennent là.

Les deux unions réclament une augmentation de 50 cents l'heure rétroactivement au 1er octobre, soit 20 pour cent, et veulent négocier une autre augmentation de 19 pour cent l'an prochain.

La Commission du service civil a recommandé une augmentation provisoire de six pour cent pour les postiers (de même que pour 30,000 autres fonctionnaires fédéraux, qui eux réclament une augmentation provisoire de 8 pour cent).

La Chine réclame ses «territoires perdus»

PEKIN — M. Tuan Lo-Fu, vice-ministre chinois de l'enseignement supérieur, a réclame la restitution à la Chine des «territoires perdus», au cours du meeting anti-soviétique qui s'est déroulé samedi en l'honneur des étudiants chinois expulsés d'URSS, annonce l'agence Chine Nouvelle.

«Nous, Chinois, avons l'esprit de lutte jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Nous sommes décidés par nos propres efforts, à récupérer notre territoire perdu et à nous remettre sur pied dans la famille des nations, a déclaré l'orateur qui n'a toutefois pas précisé de quels territoires il s'agissait.

Tout en continuant de s'opposer aux décisions des évêques, les mouvements d'A.C. leur feront des contre-propositions

par Jean FRANCOEUR

L'aumônier national songe à démissionner

STE-THERÈSE-DE-BLAINVILLE. — L'aumônier national de l'Action catholique canadienne, Mgr Roland Potvin, qui a été confirmé dans ses fonctions à la mi-octobre dernier par l'épiscopat canadien, a décidé de remettre sa démission, avons-nous appris, dimanche, de sources sérieuses.

Mgr Potvin a fait part de cette intention à l'issue d'une réunion de tous les aumôniers (ou directeurs ecclésiastiques) des comités diocésains d'Action catholique qu'il avait lui-même convoqués dans le but de les consulter au sujet des difficultés qui sévissent présentement dans ce secteur.

Invités à commenter cette nouvelle, les porte-parole des mouvements d'Action catholique de milieu ont déclaré que ce geste de la part de l'aumônier «pourrait être un commencement de solution à certains problèmes».

«Ce n'est pas une démission que nous aurions souhaitée. Il y a à peine trois mois, alors

STE - THERÈSE - DE - BLAINVILLE. — Les mouvements d'Action catholique de milieu ont maintenu en fin de semaine leur ferme opposition aux décisions prises par l'épiscopat canadien touchant le financement et les structures de l'Action catholique du secteur français.

Il y ont, par contre, décidé de ne pas rompre les ponts et d'accueillir favorablement le geste de conciliation que constitue la création par les évêques d'un «comité de liaison» dont la présidence a été confiée à M. l'abbé Jean-Marie Lafontaine.

C'est en ce sens qu'ils ont formulé, samedi et dimanche, un groupe de contre-propositions qu'ils entendent soumettre aux membres du comité de liaison au cours d'une réunion prévue pour mercredi soir.

Tels sont les points principaux qui se dégagent d'une conférence de presse à laquelle ont pris part cinq des six mouvements concernés, et que préside M. Jacques Champagne, secrétaire national du Mouvement des travailleurs chrétiens.

Cette conférence avait été convoquée à l'issue d'une réu-

nion de deux jours des conseils nationaux des mouvements, qui ont tenu simultanément leurs assises au séminaire de Sainte-Thérèse.

Seule, la J.E.C. manquait à ce rendez-vous avec la presse, les membres de son conseil n'ayant pu disposer assez tôt d'un ordre du jour passablement plus chargé; mais tout indiquait que les positions qu'adopterait ce mouvement ne différaient pas substantiellement de l'orientation générale prise par les autres.

Dans l'ensemble, et à quelques nuances près, les conseils nationaux de tous les mouvements, composés de trois délégués de chacun des diocèses, ont endossé les positions prises par leurs dirigeants nationaux depuis le début de la crise provoquée par les décisions de l'épiscopat.

Cet appui des conseils, a précisé M. Jacques Champagne, porte aussi bien sur les protestations que nous avons élevées contre ces décisions que sur le fait que nous ayons eu recours à l'opinion publique pour faire valoir notre point de vue.

Au sujet du «comité de liaison», créé la semaine dernie-

re par la commission épiscopale d'Action catholique et d'apostolat laïc, les porte-parole des mouvements ont déclaré qu'il s'agissait là «d'une heurieuse initiative» et d'un geste susceptible de favoriser la reprise d'un dialogue avec l'épiscopat.

Tous les conseils se sont déclarés prêts à collaborer avec ce comité dans le but de trouver des solutions satisfaisantes à l'impasse actuelle.

La semaine dernière, les mêmes porte-parole avaient laissé entendre qu'un tel comité de liaison serait inutile si les membres qui le composent n'étaient que des «commissaires» et qu'il valait mieux en pareil cas discuter directement avec les évêques.

Un premier contact a été établi, en fin de semaine, avec les membres du comité, qui, outre l'abbé Jean-Marie Lafontaine, comprend également M. Louis Lamontagne, avocat, et Charles-Edouard Lebrun, homme d'affaires.

Il nous est apparu que le mandat des membres du comité est plus large que ne le

LES 4 EX-DIRIGEANTS:

“Nous avons bel et bien été congédiés”

En réponse à un communiqué récent du secrétaire de l'épiscopat, les quatre membres du secrétariat national de l'Action catholique canadienne, Denyse Gauthier, Céline Roy, Réginald Grégoire et Jean-Claude Leclerc, ont affirmé en fin de semaine qu'ils avaient bel et bien tous été «mis à pied».

Dans son communiqué, l'abbé Charles-E. Mathieu se demandait quelles pouvaient être les raisons qui avaient poussé les quatre dirigeants à quitter leur travail «du jour au lendemain», sans en parler à personne.

«Notre réponse à cette question est claire, répondent les principaux intéressés: nous avons été relevés de toute fonction et de toute responsabilité au secrétariat national de l'A.C.»

Voir p. 2: Tout en continuant

Voir page 2: Les dirigeants

Ryan est réélu à Montréal-Nord

Marcel Robidas, élu à Longueuil, Dufresne, défait à Trois-Rivières

M. Yves Ryan a été réélu hier maire de Montréal-Nord pour un deuxième mandat. Il a recueilli 5,529 voix contre 2,839 à son adversaire, M. Gérard Chartrand. Au total, 8,500 des 17,969 inscrits se sont présentés au scrutin de vote.

Dans le quartier Ouest, MM. Ernest Chartrand (809 voix) et Laurence Myers (831 voix) ont été élus échelons. MM. P. Lachapelle et P. Bourassa ont respectivement recueilli 791 et 764 voix.

Dans le quartier Centre, MM. Roland Dupont (1,612 voix) et André Elliott (2,008 voix) ont été élus échelons. MM. Léo Blondin et C. Delisle ont recueilli respectivement 1,690 et 1,471 voix.

Dans le quartier Est, MM. Jean-Paul Lessard (2,161 voix) et Maurice Brunelle (2,227 voix) ont été élus échelons. MM. Raymond Desroschers et M. Boisvert ont respectivement obtenu 951 et 902 voix.

Tous les élus sont membres du Renouveau municipal, équipe de M. Ryan.

A LONGUEUIL

Le candidat du Parti civique, M. Marcel Robidas, a été élu hier maire de Longueuil en l'emportant sur son unique adversaire, le Dr Pierre Jodoin, par une majorité de 239 voix. Fonctionnaire provincial, M. Robidas succède à M. Paul Pratt qui a été maire de cette ville de la rive sud pendant 32 ans. M. Pratt ne s'est pas représenté. Il avait défait le nouveau maire aux élections de 1963. Hier, M. Robidas a obtenu 2,040 voix et M. Jodoin 1,771.

Le parti de M. Robidas a aussi fait élire trois candidats aux postes de conseillers: MM. Jean-Jacques Lemieux, Gilles Gravel et Jacques Bouchard. Deux autres conseillers élus font partie de l'équipe du Dr Jodoin: MM. Jean-Pierre Renaud et Henri Joncas. Le sixième, M. Léo Lafrance, se présentait comme indépendant; le parti civique ne lui avait pas opposé d'adversaire.

Voici les résultats par quartiers: Quartier no 1: M. Jean-Jacques Lemieux 333, M. Paul Martel 237; Quartier no 2: M. Gilles Gravel 417, M. Armand Lachapelle 291; Quartier no 3: M. Jean-Pierre Renaud 398, M. Joseph Paré 296; Quartier no 4: M. Henri Joncas 472, M. Jean-Paul Beaulieu 389; Quartier no 5: M. Léo Lafrance 233, M. Paul Viau 212, M. Léo Thivierge 194; Quartier no 6: M. Jacques Bouchard 410, M. Roger Boisvert 157.

Voir page 2: Ryan

Les dirigeants

(Suite de la première page)

Ils précisent que les membres du comité exécutif de l'A.C.C. eux-mêmes, au cours d'une réunion tenue le 13 octobre, ont été saisis de la décision de l'assemblée plénière des évêques, ont immédiatement et unanimement compris que l'organisme sur lequel ils siégeaient n'existait plus.

C'est également au cours de cette réunion que l'exécutif en est arrivé à la conclusion que les membres du secrétariat étaient renvoyés.

"Aucune des personnes présentes, y compris l'aumônier national, Mgr Roland Potvin, et le président national, M. Renaud Châpdelaine, n'a formulé la moindre doute sur cette conclusion", ajoutent les dirigeants.

Il avait même été question d'une indemnité de licenciement au cours de cette rencontre. L'aumônier et le président, tous deux confirmés dans leur fonction par l'épiscopat, avaient alors déclaré que cette question serait réglée "avec humanité", mais qu'il fallait d'abord attendre l'avis de la commission épiscopale de l'Action catholique et de l'apostolat laïque.

C'est par la voie des journaux, poursuivirent-ils que nous avons appris, avec quelque surprise, que les gestes posés n'avaient pas, dans l'esprit de la commission épiscopale, une valeur "officielle".

"Il nous semble superflu toutefois de nous attarder sur le sens et la portée que le communiqué de l'abbé Mathieu donne à certains mots, étant donné que les gestes posés, "officiels" ou pas, étaient tout à fait réels et, placés dans leur contexte, revêtaient une signification évidente pour toutes les personnes impliquées", concluent les dirigeants.

Le communiqué du secrétaire général de l'épiscopat canadien que LE DEVOIR résumait dans son édition de jeudi dernier affirmait notamment que les mouvements d'Action catholique spécialisés avaient déjà donné par écrit un avis favorable à une réduction du personnel et admis la possibilité de limiter le secrétariat national à un seul membre.

"Mais les membres de la commission épiscopale, désireux de respecter les personnes, et se réservant le droit légitime d'interpréter eux-mêmes l'application de leurs décisions et d'en mesurer les conséquences, avaient décidé d'étudier plus tard la situation concrète avec les personnes concernées, en prenant à cet effet le temps et les moyens (financiers et autres) nécessaires".

Le communiqué de l'épiscopat ajoutait qu'au moment de la promulgation des décisions des évêques, la commission épiscopale avait déjà précisé quelques propositions concrètes de maintien d'emploi à être présentées à deux des quatre dirigeants en question, M. Réginald Grégoire et Mlle Denise Gauthier.

"La commission comptait également étudier la situation avec les deux autres responsables. Mais tout cela fut rendu impossible par le soudain arrêt de travail et le départ précipité des intéressés", concluait l'abbé Mathieu.

Ryan

(Suite de la première page)

Tous ces résultats sont complets mais il y aura recomptage officiel aujourd'hui.

TROIS-RIVIÈRES. — Les premiers résultats de l'élection municipale de Trois-Rivières hier indiquaient la défaite pour le maire sortant, M. Gérard Dufresne, et son équipe. Les résultats des 37 bureaux de scrutin sur 76 donnaient à l'adversaire du maire sortant, M. René Matteau, une majorité de 701 voix, et aucune majorité aux candidats de M. Dufresne. Le maire sortant a concédé vers 9h. 30 la victoire à son adversaire.

A 9h. 30, le maire sortant avait obtenu 1.066 voix et son adversaire M. Matteau, 2.867. Il y avait 18.343 électeurs. Pour la première fois, les électeurs votaient à tous les postes de conseillers et à celui de maire. Comme il y avait 8 postes de conseillers, les électeurs ont voté pour neuf des 28 candidats.

Revitalisez-vous

VITTEL
GRANDE SOURCE

DU SOLEIL EN BOUTEILLE

Agent général pour le Canada: J. Alfred Ouellet, Montréal

Trois morts

(Suite de la page 3)

"L'ironie du sort veut que les travaux de réfection des glissières de sécurité (balustrades) sur ce pont soient entrepris dès demain (lundi) par Sauvé Construction Ltée. On a fait grand état en certains milieux du genre de glissières de sécurité actuellement en place sur ce pont.

Je crois donc de mon devoir de rétablir les faits. Quand ce pont fut dessiné en 1957, il est admis que les ingénieurs ont respecté les normes de l'art et toutes les règles à leur disposition, soit celles établies par l'American Association of States Highway Officials". A la suite de recherches faites par le ministre de la voirie, il a été suggéré des améliorations de sécurité.

"L'Office a décidé, dès janvier, d'accepter les modifications suggérées et autoriser ses ingénieurs à préparer des plans en vue d'accroître la sécurité des glissières de ses ponts. En conséquence, on accepta à la fin d'avril les plans et devaient suivre les appels d'offres furent lancés par voie de soumissions publiques, comme l'exige la loi. Finalement, à la fin du mois de juin, on accepta l'offre la plus basse. On était sur le point de donner l'ordre de commencer les travaux, lorsqu'on apprit que les travaux entrepris par la Ville de Montréal et le ministère provincial de la voirie sur les ponts de Cartierville et Viau créaient des embouteillages que seul notre pont pouvait alléger.

"Il fut donc décidé, après avoir appris que cette situation ne durait qu'une trentaine de jours, de retarder nos propres travaux de réfection. Nous avons alors décidé de maintenir les limites réduites de vitesse imposées durant l'hiver et d'accroître la surveillance. Les sommations aux infractions, trois fois plus nombreuses depuis, prouvent l'efficacité des précautions prises.

"Ce n'est qu'en septembre dernier que la situation redevenait normale. Nous pouvions alors entreprendre les travaux de réfection. Toutefois, cette date tardive nous oblige à renégocier avec l'entrepreneur choisi à cause de l'exécution de ces travaux par temps froid. Cette entente ayant été approuvée de part et d'autre, nous avons demandé les autorisations nécessaires au Conseil de la trésorerie, comme le veut la loi.

"Cette autorisation nous parvint le 28 octobre dernier et comme je l'ai dit au début des travaux doivent commencer dès demain, lundi le 7 novembre."

Tout en continuant

(Suite de la première page)

précisait le communiqué de l'épiscopat annonçant sa création: il semble que ceux-ci ont vraiment le mandat de chercher avec nous des solutions aux problèmes actuels", a souligné M. Champagne.

Quelles sont les propositions, élaborées en fin de semaine, que les mouvements soumettront mercredi aux membres du comité de liaison des évêques?

— Les mouvements d'Action catholique de milieu demanderont d'abord qu'il leur soit permis de continuer de travailler ensemble à l'intérieur de la structure de coordination nationale, et non d'être fondus dans le vaste "comité provisoire" décrété par les évêques;

— que cette structure de coordination soit pourvue d'un secrétariat avec un secrétaire à temps plein;

— que la première tâche de ce secrétariat soit de terminer le travail d'une commission mise sur pied, il y a un an, dans le but de préciser la nature et le champ d'action de l'Action catholique de milieu.

Les porte-parole des mouvements ont précisé que leurs contre-propositions ne signifiaient pas le rejet total de toute forme de coordination avec les autres mouvements d'apostolat laïque (notamment les mouvements connus jusqu'à tout récemment sous les noms de "Ligue du Sacré-Cœur" et de "Dames de Sainte-Anne").

Les mouvements d'Action catholique de milieu, tout en repoussant le "comité provisoire" créé par l'épiscopat, dans sa composition aussi bien que dans son mandat, ont affirmé qu'ils accepteraient volontiers de participer à une recherche visant à préciser les modalités d'une coordination à l'échelle de tout l'apostolat des laïcs.

Au cours de leurs assises de fin de semaine, les mouvements ont également maintenu leur demande d'aide financière supplémentaire pour le présent exercice. Seule, la Jeunesse rurale catholique a réussi à effectuer dans son budget, des coupures s'élevant au total à quelque \$2.000. La demande la plus forte vient de la JEC; elle est de l'ordre de \$37.000.

Une fois épuisée une première pointe d'agressivité à l'ouverture des assises, samedi matin, les conseils nationaux des mouvements, comme on pu le constater les journalistes qui pouvaient y circuler librement (sauf à la JEC qui a décrié pendant quelques heures le huis-clos), se sont déroulés dans une atmosphère de modération et de maturité remarquable.

Si la discussion a pu paraître laborieuse, austère même à certains moments en raison de la nature des questions en cause, elle s'est constamment terminée dans la ligne d'une recherche positive de solution de la crise qui déchire les mouvements depuis la mi-octobre.

Les Américains

ont lancé hier Lunar Orbiter 2

CAP KENNEDY. — Une fusée "Atlas-Agena" porteuse d'un futur satellite photographique de la lune a été lancée dimanche du Cap Kennedy.

Il s'agit du "Lunar Orbiter 2" qui pèse 350 livres. A partir du 18 novembre, ce véhicule doit prendre environ 400 photographies de la lune. Ces clichés seront pris entre une altitude de 28 milles — périlueuse — et de 1.150 milles — apollone.

Le premier "Orbiter" lancé au mois d'août, a transmis à la terre 215 bonnes images de la lune. Ces dernières concernent neuf sites de débarquement possibles de cosmonautes américains, entre les derniers mois de l'année prochaine et la fin de 1969. Beaucoup plus perfectionné que son prédécesseur le deuxième Orbiter tentera de filmer une bande de terrain lunaire située dans la partie centrale de l'astre entre l'océan des tempêtes à l'ouest et la mer de Fécondité à l'est. Cette région contient notamment plusieurs "mers" que des photographies prises par "Orbiter 1" ont révélé virtuellement exemptes de cratères et particulièrement propices à l'atterrissage des futurs pilotes "Apollo".

Un premier allumage du second étage "Agena" de la fusée porteuse de "Orbiter 2" doit mettre le véhicule "Agena-

McNamara

(Suite de la première page)

croisement substantiel du nombre de ces missions.

En outre M. McNamara, qui s'était rendu au Texas pour discuter avec le président des prévisions au sujet des crédits alloués à la défense au cours de l'année prochaine, point le plus important du futur budget américain qui risque de déterminer s'il sera nécessaire ou non d'augmenter les impôts a laissé entendre qu'une telle augmentation ne sera peut-être pas obligatoire.

MM. Johnson et McNamara n'ont pas voulu préciser si l'administration demandera ou non une augmentation des impôts pour financer l'effort de guerre. "Il est encore trop tôt pour évaluer en termes de dollars l'influence qu'aura sur le budget américain la décision de M. McNamara de réduire l'effort de guerre", a souligné le président Johnson. Cependant, il semble certain que ce projet s'il se matérialise rendra une augmentation d'impôts inutile.

La situation change

M. McNamara a précisé au cours de sa conférence de

Orbiter" sur une orbite terrestre. Il s'agira en réalité d'une orbite de stationnement jusqu'à ce que, 40 minutes plus tard, une seconde mise à feu de l'Agena imprime à la caméra lunaire une vitesse de près de 25.000 milles à l'heure, l'arrache de ce fait, à l'emprise de l'attraction terrestre et la lance vers sa cible astrale à 230.000 milles de là.

presse ce qu'il entendait par "la situation s'est stabilisée et considérablement améliorée au Vietnam".

Une rapide extension des forces américaines a évité un désastre au cours de l'été 1965, a-t-il dit, maintenant la situation a changé et nous pouvons nous préparer à réduire notre effort. La stabilisation de la situation permet d'envisager également de mettre un nouvel accent sur la reconstruction rurale et la sécurité des villages au Sud-Vietnam, a-t-il ajouté, les forces régulières sud-vietnamiennes sont maintenant capables de se livrer à ce travail.

M. McNamara a d'autre part affirmé qu'il était "maintenant évident que la victoire n'était plus possible pour les communistes au Vietnam". Les interrogatoires des prisonniers ennemis ont prouvé que leur moral a été sérieusement affecté par les opérations sur le terrain et les raids aériens, leurs pertes au combat atteignent 1.000 hommes par semaine et enfin les Nord-Vietnamiens ont été obligés d'envoyer près de 300.000 combattants réparer les routes et les voies de communications bombardées. D'autre part, la nourriture et les médicaments commencent à leur manquer, ils souffrent tous de diverses maladies, notamment la malaria.

Tournant décisif

WASHINGTON. — La guerre au Vietnam semble actuellement s'achever vers un tournant décisif.

C'est l'impression que l'on recueille, en cette fin de semaine, dans certains milieux du Pentagone, où l'on met en

relief que les effectifs dont le Vietnam et le Nord-Vietnam disposent sur le terrain n'ont subi aucune augmentation dans les trois ou quatre derniers mois.

On indique, dans ces milieux que quelque 250.000 hommes s'opposent au début de l'année, aux forces américaines et sud-vietnamiennes. Par la suite, en raison de nouvelles infiltrations, ce nombre a légèrement augmenté et, à la fin du mois de juillet, on évaluait à 280.000 combattants. Depuis lors, ajoute-t-on dans les milieux du département de la défense, il a été établi que la puissance combattive de l'adversaire au Vietnam n'avait pas évolué et s'était maintenue à ce niveau.

Tout en s'abstenant de toute manifestation d'optimisme, on est convaincu, au Pentagone, que le Vietnam et le Nord-Vietnamiens se heurtent en ce moment à de telles difficultés d'approvisionnement qu'il leur est pratiquement impossible de jeter de nouvelles forces dans la bataille.

L'aumônier

(Suite de la première page)

que la plupart d'entre nous n'avions que d'excellents rapports avec Mgr Potvin. Mais, dans les circonstances, c'est peut-être préférable qu'il ait offert de quitter son poste", ont dit les dirigeants.

Avec la démission de l'aumônier national, il ne resterait plus que le président, M. Renaud Châpdelaine, de Nicolet, pour mettre en oeuvre les décisions de l'assemblée des évêques.

Les professeurs de religion des écoles normales favorisent la confessionnalité ouverte

Réunis en congrès spécial samedi et dimanche, les professeurs de religion des écoles normales se sont interrogés sur le statut confessionnel des institutions assurant la formation des maîtres dans la province. Venus de toutes les régions du Québec, ils ont manifesté sans équivoque leur volonté de ne pas imposer, en ce domaine, des modalités d'application uniformes. C'est pourquoi ils proposent à qui de droit que les écoles normales respectent dans leurs structures et leur esprit, les données socio-démographiques réelles du milieu ou de la région.

Particulièrement soucieux du respect des personnes, ils demandent que le système des écoles normales soit conçu de sorte qu'aucun citoyen ne soit privé de recevoir, dans sa région, la formation de maître pour des raisons religieuses. Ils recommandent également que le brevet d'enseignement ne serve plus à identifier la personnalité religieuse de son détenteur.

Tels sont les éléments principaux d'une optique ouverte dans le domaine de la confessionnalité des écoles. De cette façon, même si l'école normale, en raison du milieu sociologique, demeure confessionnelle, elle se doit cependant d'accepter des étudiants et des

professeurs ayant une autre option religieuse.

Déjà, au début du congrès, le Père Augustin Simard, o.p., professeur à l'École normale Jacques-Cartier et à l'École normale Cardinal-Léger, signalait l'importance pour l'Eglise de nouveaux modes de présence dans la société actuelle et plus précisément dans le monde scolaire.

C'est un fait, déclarait-il, que le monde d'aujourd'hui se démocratise de plus en plus et qu'il faut en tenir compte dans les orientations à prendre au niveau de la confessionnalité. La même idée avait été exprimée par M. Jean-Yves Richard, président de l'Association des professeurs de religion des écoles normales du Québec, qui a invité les membres présents à faire preuve de créativité afin de respecter la justice, la réalité démographique, les attentes de la communauté et les exigences d'évangélisation d'aujourd'hui.

A la lumière de ces données, les congressistes, dans une première démarche, se sont entendus sur des principes généraux qui ont servi de base aux résolutions adoptées par la suite dans les comités régionaux.

Ce congrès avait lieu au Scolasticat central de Montréal et groupait quelque soixante-quinze participants.

PROFESSEURS DEMANDÉS

Professeurs qualifiés demandés pour enseigner la chimie aux niveaux 10e et 11e scientifiques.

Excellentes conditions de travail. Salaire allant jusqu'à \$11.000, selon qualifications. Localité située à 20 milles au nord de Montréal.

S'adresser à: Case Postale 33, Ste-Thérèse-de-Blainville.

COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DES MILLE-ÎLES

PERSONNEL DEMANDE HOMME OU FEMME

Un professeur demandé pour enseigner à l'enfance exceptionnelle, au niveau primaire, connaissant la méthode Cuisenaire.

Veuillez vous adresser à:

M. RAYMOND GENDRON, Directeur du Personnel, 216, boul. Laval, Ste-Rose, Ville de Laval, P.Q.

REPRÉSENTANTS DEMANDÉS

PAR MAISON D'ÉDITION ET DE LIBRAIRIE

Pour chacune des régions suivantes: Montréal, l'Estrie, l'Outaouais, la Mauricie

LE TRAVAIL: Visiter les directeurs d'études des commissions scolaires, collèges, etc., afin de faire adopter nos manuels scolaires.

Visiter les commissions scolaires et les maisons d'enseignement pour la vente des livres de bibliothèque.

QUALIFICATIONS REQUISES: Age: 25 à 40 ans; personnalité dynamique; tempérament de vendeur; connaissance des livres.

CONDITIONS: Bon salaire, assurance-groupe, avancement possible pour bons candidats.

Pour une entrevue, communiquez avec Roger Brissette.

LIBRAIRIE DUSSAULT Tél.: 526-3795

DIRECTRICE, BUREAU DE LA MAIN-D'OEUVRE FÉMININE

Le ministère fédéral du Travail, à Ottawa, offre un poste intéressant et enrichissant aux diplômées d'université qui possèdent une longue expérience dans des postes supérieurs du domaine de l'éducation, de l'emploi, des relations ouvrières, des services sociaux, ou dans un domaine connexe.

Vu que l'économie du Canada continue de croître à un rythme sans précédent, le rôle de la femme dans notre expansion industrielle deviendra de plus en plus important. Ce poste stimulant permettra donc à la directrice d'apporter une contribution valable à la croissance de notre pays.

Les responsabilités du poste sont les suivantes: recherche sur les conditions de travail, le rôle et l'apport des travailleuses; conseiller sur des questions de main-d'œuvre féminine; entretenir des relations avec les ministères et organismes fédéraux et provinciaux, les groupements féminins et les organisations ouvrières; prendre la parole lors de réunions publiques et de conférences; rédiger des articles pour fins de publication, et assister à des congrès nationaux et internationaux.

Ce poste supérieur commande un traitement attrayant dont le maximum atteindra environ \$15.000, et comporte de généreux congés et un excellent régime de pension de retraite.

Pour occuper ce poste, il faut savoir l'anglais, mais la connaissance de l'anglais et du français constituera un avantage pour les candidates.

Il est urgent de pourvoir à ce poste. Les intéressées doivent s'inscrire immédiatement.

Veuillez présenter votre demande sur la formule CSC 100F, AU PLUS TARD LE 30 NOVEMBRE 1966, en mentionnant le numéro de concours 66-3664, et faites-la parvenir au

DIRECTEUR DES CADRES ADMINISTRATIFS COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA OTTAWA 4, (ONTARIO)

A l'attention de M. E.B. MEREDITH

On peut obtenir des détails et des formulaires d'inscription en s'adressant à un bureau régional de la Commission du service civil du Canada, et au bureau central de la Commission du service civil, à Ottawa (téléphone 992-4829).

CARRIÈRES ET PROFESSIONS
CARRIÈRES ET PROFESSIONS
CARRIÈRES ET PROFESSIONS
CARRIÈRES ET PROFESSIONS

SURVEILLANT D'ENTRETIEN

Notre client est une importante compagnie de procédés chimiques ayant des usines dans trois provinces. On recherche un ingénieur expérimenté pouvant assumer la responsabilité complète de l'entretien de l'usine et de la salle des chaudières à son usine principale à Montréal.

Ce poste intéressera un ingénieur gagnant présentement dans les environs de \$10.000. Le bilinguisme sera considéré un atout très important.

Dossier 125M.



Discrétion et réponse assurées.

LE CONSEIL DE

PLACEMENT PROFESSIONNEL

Edifice du Square Dominion, Montréal 2, UN 6-2807

Conseillers en sélection professionnelle depuis 1927

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

à des emplois vacants pour

célibataires de 18 à 38 ans,

dont la taille est d'au moins

5'8", qui ont une onzième année

complétée ou plus et remplissent

les conditions physiques

requises. Les intéressés

s'adresseront au bureau de la

Gendarmerie, le plus rapproché

ou au commissaire de la

Gendarmerie royale du Canada,

Ottawa 7, Ontario.

AIR CANADA

RECHERCHE DES

HOTESSES DE L'AIR

Si cette carrière vous intéresse et que vous remplissez les conditions suivantes:

• célibataire

• âgée de 20 à 25 ans révolus

• une taille d'au moins 5'2" sans dépasser 5'8"

• un poids proportionné à votre taille soit de 105 à 135 livres

• une vue de 20/50 minimum avec ou sans verres de contact. Le port des lunettes est éliminatoire

• un degré d'instruction du niveau secondaire

• parlant le français et l'anglais couramment.

Ecrivez à:

BUREAU DE L'EMPLOI,

AIR CANADA

1 Place Ville-Marie,

Montréal.



VENTES TECHNIQUES

Un bureau de conseillers en personnel recherche un représentant bilingue qui s'adressera aux bureaux d'études et maisons d'ingénieurs-conseils afin d'obtenir les demandes de personnel technique.

TECHAID LTD.

866-8661

SECRETAIRES

Possédant plusieurs années d'expérience. Les postulantes devront être compétentes en sténographie. Il serait préférable d'être bilingue pour remplir ces positions.

Nous offrons un salaire intéressant basé sur les qualifications et l'expérience.

Pour prendre rendez-vous, s.v.p. téléphoner

M. R. ROBIDOUX, à:

744-1511, poste 5384

CANADAIR LIMITED

St-Laurent, Qué.

SECRETAIRE DE COMITE

Université de Montréal

Fonctions: rédiger les procès-verbaux d'assemblées de comités permanents d'une importante institution d'enseignement et transmettre aux intéressés les décisions qui en découlent.

Qualifications: Minimum 11e année, connaissance supérieure du français écrit; connaissance suffisante de l'anglais; sténographie, dactylographie, quelques années d'expérience connexe dans milieu administratif.

Veuillez communiquer au:

SERVICE DU PERSONNEL,

733-9951, poste 531

CONSEILLERS SENIORS ÉDUCATION ET SCIENCES SOCIALES

TRAITEMENT JUSQU'À \$17,400

OTTAWA

Le nouveau ministère de la Main-d'œuvre et de l'immigration demande des conseillers seniors pour le programme des entreprises pilotes de formation, qui contribueront à la mise au point de mesures visant à intéresser et à préparer à un emploi des adultes désavantagés. Il y a onze postes à pourvoir, dont cinq exigent une connaissance de l'anglais et du français.

Deux conseillers en recherches (dont l'un bilingue) pour diriger et conseiller le personnel supérieur en recherches sur l'évaluation des résultats des projets pilotes de formation.

Deux conseillers en éducation de base (dont l'un bilingue) pour servir de conseillers à l'égard des entreprises pilotes de formation sur les problèmes de l'éducation de base, y compris le perfectionnement des programmes et des méthodes de formation.

Deux conseillers en organisation communautaire (dont l'un bilingue) pour servir de conseillers et fournir des renseignements sur les meilleurs moyens d'obtenir l'appui de la collectivité aux entreprises pilotes de formation.

Deux conseillers en recrutement, en motivation et en orientation (dont l'un bilingue) afin de dégager la mentalité, les aptitudes ainsi que les habitudes d'étude et de travail des personnes désavantagées; ces spécialistes seront chargés d'intéresser les stagiaires éventuels à suivre de nouveaux cours de formation et de les orienter afin qu'ils obtiennent un emploi et le conservent.

Deux conseillers chargés de la formation et du perfectionnement des professeurs et des conseillers (dont l'un bilingue) pour organiser les programmes de formation et de perfectionnement du personnel dans le cadre du Programme des entreprises pilotes, et pour évaluer les programmes de formation par rapport à l'évolution des besoins.

Un conseiller en formation professionnelle (la connaissance de l'anglais est exigée pour ce poste; d'autre part, la connaissance du français sera à l'avantage du candidat) pour servir de conseiller à l'égard des entreprises pilotes de formation pour ce qui est de la formation professionnelle, y compris le perfectionnement des programmes et des méthodes de formation.

Si vous voulez obtenir de plus amples renseignements, ainsi que des formulaires de demandes, veuillez vous adresser à la

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA

OTTAWA 4

ou au centre de main-d'œuvre du Canada le plus proche (Section du marché du travail intellectuel)



SELON SON PRESIDENT, ANDRÉ BEDARD

Le syndicat des pharmaciens n'a rien à voir avec le "plan pharmaceutique du Québec"

M. André Bedard, président de l'Association professionnelle des pharmaciens du Québec, s'est dit indigné à la suite d'un article paru samedi dans LE DEVOIR et qui traite du "Plan pharmaceutique du Québec."

M. Bedard a fait parvenir un télégramme au gouvernement du Québec dans lequel il résume la position de l'association. "Nous sommes indignés du procédé utilisé par M. Jean Côté, conseiller technique de l'Union internationale de l'industrie des produits chimiques, qui associe le nom du syndicat des pharmaciens à son plan pour mieux le mousser aux yeux du gouvernement."

Le président de l'Association professionnelle des pharmaciens du Québec a avisé le premier ministre, le ministre de la santé, M. Jean-Paul Cloutier, et M. Claude Castonguay, président du comité de recherches sur l'assurance-santé, que son mouvement n'a participé d'aucune façon à l'élaboration de ce plan.

M. Bedard a expliqué par la suite que les pharmaciens étant groupés en syndicat, n'accepteront jamais que leurs honoraires soient déterminés unilatéralement, qu'un formulaire de médicaments soit établi sans leur participation et que l'administration d'un plan d'assurance-médicaments s'effectue sans représentation réelle du milieu.

"A l'instar des soins médicaux et chirurgicaux, dit-il, les médicaments pour les assistés sociaux devraient être sous la responsabilité immédiate du gouvernement et non entre les mains d'organismes privés."

L'emprisonnement à vie pour Leblanc

Roland Leblanc, un comptable de 29 ans de Halifax, a été condamné à l'emprisonnement à vie pour le meurtre non qualifié de deux jeunes Montréalaises qui avaient été étranglées en août dernier.

Leblanc, qui s'était reconnu coupable des deux crimes vendredi, n'a montré aucune émotion au moment du prononcé de la peine par le juge

Maurice Archambault, de la Cour du banc de la reine.

Les victimes de l'assassin se nommaient Ginette Martineau, 20 ans, vendeuse de cigarettes dans un bar de la métropole, et Charlotte Doucet, 20 ans, secrétaire dans une entreprise de photographie.

Leblanc avait été arrêté en Ontario quelques jours après le second meurtre.

Le boycottage des super-marchés n'a pas fait baisser le prix des aliments

Une enquête effectuée par la Presse Canadienne la semaine dernière démontre que les prix des denrées alimentaires n'ont pas baissé pendant les trois dernières semaines, malgré le boycottage des super-marchés par les ménagères irritées du pays.

On remarque quelques fluctuations mais aucun changement constant.

La pendaison, aux frères Poirier

Jacques et Roland Poirier, deux frères dans la trentaine, ont été condamnés vendredi à être pendus le 11 juin, pour le meurtre d'une danseuse de boîte de nuit, commis le 24 août 1964.

Les douze membres d'un jury de la Cour du banc de la reine ont délibéré pendant cinq heures avant de déclarer les frères Poirier coupables du meurtre qualifié de Margot Turner, âgée de 37 ans. Ils ont recommandé les condamnés à la clémence.

Le juge François Caron a prononcé la sentence de mort obligatoire.

La preuve de la poursuite, présentée au cours des deux semaines du procès, a démontré que la danseuse et son ami avaient été attaqués dans un club de nuit de l'est de la métropole. Ils avaient été entraînés dans une automobile puis battus de nouveau.

Le compagnon de Mlle Turner a survécu à l'agression et il a été le principal témoin de la poursuite au procès.

Il y a sept mois les frères Poirier avaient été déjà condamnés à mort pour le même crime, mais ils avaient interjeté appel et avaient obtenu la tenue d'un second procès.

A Regina, presque toutes les denrées, y compris les viandes, les oeufs, le jus d'orange congelé, ont augmenté de quelques cents depuis la mi-octobre. Une livre de saucisse de porc coûte actuellement 86 cents, soit 27 cents de plus, et une douzaine d'oeufs de première qualité 75 cents, soit une augmentation de 10 cents.

On ne remarque cependant aucune variation à Toronto, Montréal, Winnipeg, Vancouver et à Halifax-Dartmouth, cependant que les prix ont connu une légère baisse à St-Jean, au Nouveau-Brunswick.

Le boycottage a commencé en octobre dans plusieurs centres urbains du Canada, lorsque les ménagères ont voulu marquer leur opposition à l'augmentation constante du coût de la vie dont la cause première serait, selon elles, l'augmentation du prix des denrées alimentaires.

Certains groupements de ménagères ont soutenu que les "gimmicks", telles que les timbres-primés et l'emballage de fantaisie, sont responsables de la hausse du coût de la vie tandis que d'autres ont porté le blâme sur les dirigeants des chaînes de super-marchés qui, disent-ils, changent arbitrairement le prix de produits déjà étalés.

Le bureau fédéral de la statistique pour sa part rapporte dans un rapport de l'indice des prix au mois de juin 1966 que les prix ont augmenté de façon sensible depuis le mois de juin de l'année précédente.

Une douzaine d'oeufs de première qualité, par exemple,



Même s'il fait trop chaud dans les wagons, le métro ne perd pas d'adeptes. Photo prise samedi, dans une des stations.

Pour tempérer le métro, inverser les ventilateurs

La chaleur excessive dans les wagons de métro proviendrait d'une mauvaise conception du système de ventilation. Comme les prises d'air sont situées dans le plancher, elles font entrer dans les wagons la chaleur produite par la friction des roues et des freins. Si les prises d'air étaient situées dans le toit, il semblerait bien que le problème serait éliminé.

Selon les renseignements obtenus par le "Montreal Star", samedi, les autorités du métro songent justement à pratiquer des ouvertures dans le toit des wagons et à inverser le mouvement des ventilateurs. De cette façon, le mouvement de l'air serait lui-même inversé, et ce ne serait plus de l'air surchauffé qui entrerait dans les wagons.

On a déjà commencé des expériences sur quelques wagons pour voir quelles modifications on pourrait apporter. Il semble que l'opération ne serait pas trop compliquée ni trop coûteuse. En même temps, les autorités du métro se proposent d'accroître la capacité des ventilateurs qui poussent l'air frais dans les tunnels et les stations du métro.

Trois morts dans deux accidents sur l'autoroute des Laurentides

Une double tragédie est survenue hier matin sur le pont de l'autoroute des Laurentides qui enjambe la rivière des Prairies. A cinq heures trente une auto appartenant à M. La Zio (3410 Bedford, appartement 4, Montréal), a foncé dans les glissières de sécurité et est tombée dans la rivière.

Trois heures plus tard, malgré la présence de nombreux policiers qui avaient installé des cônes de sécurité et la signalisation d'urgence sur toute la longueur du pont, une deuxième voiture, conduite par Mme Georgette Roy de Laval-des-Rapides, a foncé dans une voiture de la radio-police, grimpé par-dessus l'auto de la police (on voit des traces de pneus sur le toit), heurté un camion d'entretien de l'autoroute, coupé un lampadaire en acier et plongé dans la rivière à 75 pieds du premier accident.

On a vu Mme Roy amenée avec elle son bébé de 8 mois. L'équipe de plongée sous-marine de la Police provinciale a commencé ses recherches à 11h30 du matin et a retrouvé la voiture de Mme Roy à midi trente et celle de M. La Zio à 4h25. La première a été retirée de la rivière hier après-midi, tandis que la seconde doit l'être ce matin. Dans les deux cas, on n'a trouvé aucun corps.

Tous les congés des agents de l'autoroute des Laurentides ont été annulés hier et de neuf heures du matin à quatre heures de l'après-midi, 25



Aussi pure que Célestins

Aussi pure et rafraîchissante dans sa bouteille qu'à sa sortie de la source à Vichy, France, l'eau de Vichy Célestins est une eau diététique appréciée qui convient à tous, aux enfants comme aux adultes. Aidez votre digestion en buvant quotidiennement VICHY CÉLESTINS. IMPORTÉE DE FRANCE, CÉLESTINS est la seule authentique EAU DE VICHY vendue au Canada.

Méfiez-vous des imitations, exigez toujours

VICHY CÉLESTINS

l'eau qui fait... du bien!

32 OZ. 59¢ — 16 OZ. 39¢ — 8 OZ. 2 pour 49¢



Pensez à vos clients...

Cet homme d'affaires se doit toujours de porter des complets impeccables... et le secret, de dire ses clients... c'est JOLICOEUR!

Appelez aujourd'hui!

Jolicoeur LA. 1-2161

Depuis 1907

Succursale au centre d'achats Rockland

100 camions bleu et blanc pour mieux vous servir

(suite à la page 2)

Des inondations et des tempêtes sèment la mort et la désolation dans plusieurs pays

Deux cents morts en Italie, une vingtaine dans le Tyrol oriental, en Autriche, plus de cinquante à Panama, des cataclysmes au Portugal, et en Colombie, tel était en gros le tableau des inondations et des tempêtes qui ont frappé un peu partout dans le monde, ces derniers jours.

En Italie

ROME. — Les inondations ont fait 17 morts en Italie, selon un bilan établi par les services de la radio-télévision italienne.

Une eau boueuse noircie de pétrole coule dans les rues du quartier historique de Florence, transformée en canaux. Elle entraîne voitures, débris, objets hétéroclites. En certains points, seuls émergent les panneaux de signalisation routière, indiquent des informations parvenues à Rome par radio. Le maire est bloqué dans le palais de la Seigneurie (Palazzo Vecchio). Le palais Riccardi Medici, à 300 pieds de là, une vingtaine de familles se sont réfugiées sur les toits, attendant les secours.

Sur la place du Dôme, le flot heurté avec violence la "Porte du Paradis" du baptistère. Il s'agit de la double porte de bronze, chef-d'oeuvre de Lorenzo Ghiberti. Les bureaux de l'état civil sont inondés, et l'on voit des dossiers partir au fil de l'eau.

Envahie par les eaux de l'Arno, privée d'électricité et d'eau potable, Florence est pratiquement isolée du reste de l'Italie. On ne reçoit de la ville que des nouvelles fragmentaires par pont radio. Il faudra longtemps pour évaluer les dommages subis

par le patrimoine artistique de Florence du fait des inondations. D'ores et déjà on considère que les dégâts sont d'une gravité exceptionnelle.

C'est ainsi que les fresques d'Andrea del Sarto et tous les tableaux du XVIe siècle du cénacle de San Salvi sont noyées sous quatre mètres d'eau. Toutes les collections d'armes du musée du Bargello sont ensevelies par un couche de 50 centimètres de boue. Les coraux du musée de la cathédrale ont été dispersés par les flots et la maquette de la coupole de Brunelleschi a été détruite. Les archives du fameux palais Strozzi ont été également détruites, et les fresques de la cour, réalisées par Benedetto da Majano, sont détériorées par l'eau dont la hauteur a atteint trois mètres.

Il a été impossible d'atteindre le musée de Santa Croce, où la situation est considérée comme "très grave". Les collections d'instruments de musique du musée Bardini sont couvertes par plusieurs mètres d'eau.

La "Porte du paradis" du baptistère de St-Jean a gravement souffert. Les panneaux représentant la création d'Adam et Eve, le péché originel et l'histoire de Cain et Abel se sont détachés. On les a retrouvés dans la fange. La porte réalisée par Andrea Pisano, a été démolie par les flots boueux.

Le Ponte Vecchio, reconstruit en 1345 par Neri da Fioravante après l'inondation de 1333 — le seul que les Allemands en retraite n'aient pas fait sauter en 1944 — a résisté à la furie des eaux. Mais les boutiques des orfèvres qui le rendaient si caractéristique

ont été dévastées. Leurs propriétaires fouillent la Ase dans l'espoir de récupérer une partie de leurs biens.

A tout cela il faut ajouter les dommages subis par 8.000 tableaux qui se trouvaient dans les caves du "musée des offices" envahies par les eaux.

A Naples, la tempête a ouvert une brèche de 10 pieds dans la digue extérieure du port. Tout le trafic portuaire a été arrêté. Le phare de Morgellina — à la suite de la rupture de la digue — s'est incliné sous la pression des eaux. Dans la ville même, une profonde crevasse s'est ouverte dans une rue du quartier du Vomero, qui est maintenant privé d'eau et de gaz. Tempête également sur le Sud de l'Adriatique à Bari, le vent souffle à 60 milles à l'heure et sur la Sicile.

Tout l'axe ferroviaire qui relie la Sicile à Milan par Rome et Florence est interrompu. Le trafic est dévié par Ancone, sur l'Adriatique. L'autoroute du Soleil disparaît en plusieurs endroits sous les eaux, et notamment en Toscane et près de Reggio Emilia. Elle a dû être fermée sur d'importants tronçons du parcours. Les services aériens sont très perturbés: les avions des lignes internationales ont jusqu'à deux heures de retard, et plusieurs vols nationaux au départ de Rome ont dû être annulés.

VIENNE. — Les inondations en Carinthie et dans le Tyrol oriental ont fait au moins 22 morts dont dix enfants. Plusieurs personnes sont portées disparues.

Dans le Tyrol oriental, la Croix Rouge et des radios amateurs ont établi un "pont radiophonique" qui les relie aux habitants de certaines localités complètement isolées. On a pu ainsi évaluer les besoins de ces sinistrés.

A partir de dimanche matin, des équipes de secours s'efforcent de progresser en direction des localités isolées pour ravitailler la population en vivres, médicaments et vêtements.

RI. 8-6188

Maxime Nettoyeurs
1415 BOIS FRANC ST. LAURENT

L'EAU DÉGOUTTE ?

Faites installer les **GOUITTIÈRES "PRIMEAU"**
GALVANISÉES • ALUMINIUM
OUIVRE
Estimation gratuite
* MONTREAL — 322-4160
* QUEBEC — 872-9244
PRIMEAU METAL INC.

Duvernay ne veut plus de carrières

LAVAL. — Plusieurs citoyens et membres de la Ligue des propriétaires du quartier Duvernay se rendront ce soir à l'assemblée du conseil municipal de la ville de Laval pour protester contre la présence de certaines carrières qui incommode les citoyens. Les citoyens se plaignent du danger que représentent les carrières pour la population. Ils soutiennent que le dynamitage est un danger permanent pour les propriétés. Ils ajoutent que le bruit, le travail de nuit et les poussières qui émanent des carrières incommode la population à plusieurs milles à la ronde.

ANNONCE

Je me suis réveillé à 35 ans!



Jusqu'à 3 ans passés j'étais endormi. Je pensais en salaire. J'étais cheminot. Je me sentais limité, j'étais malheureux. Je croyais ne jamais pouvoir réaliser mes ambitions. Je pensais que le bonheur et la prospérité étaient pour les autres.

J'ai alors décidé de suivre le cours de culture humaine de l'Institut de Personnalité. Les résultats furent merveilleux. Maintenant je suis à mon compte. J'ai deux employés. Je sais que bientôt j'aurai de 15 à 20 contrats. J'ai presque triplé mes revenus moins d'un an après la fin du cours. Mon horizon s'est agrandi. Je vois la vie en rose. La vie est belle. Je suis heureux et prospère.

Cette exemple est typique. Si vous pensez que ce cours s'adresse seulement aux instruits, aux timides, aux jeunes et aux riches, vous vous trompez.

Il aide toute personne, homme ou femme, de 18 à 75 ans.

La seule condition requise est d'avoir l'ambition de s'améliorer sans cesse pour réussir toujours de mieux en mieux. C'est un cours sérieux dirigé par des professeurs spécialisés, qui considèrent leur profession comme une vocation. C'est un cours pratique de 15 semaines, un seul soir par semaine, ne comportant aucun travail à la maison. C'est un cours de qualité recommandé depuis 1954 par près de 10.000 diplômés enthousiastes. Pourquoi ne pas consacrer seulement une soirée de votre vie pour en juger vous-même la méthode et les résultats? Soyez des nôtres, venez assister à une démonstration gratuite mercredi le 9 novembre à 8 h. p.m. au Palais du Commerce, suite 219, (entrez par 1600, rue Berri et prenez l'ascenseur). Pour plus de détails signalez immédiatement 842-8186.

Les enjeux véritables de la lutte au sein du parti libéral

Depuis quelque temps, il est devenu difficile de suivre la piste des démarches des deux groupes qui s'affrontent au sein du parti libéral du Québec.

Selon les derniers renseignements, M. Eric Kierans et ses amis ont accepté de tempérer passablement la teneur du fameux amendement Kierans dont nous discutons ici même il y a un mois. La nouvelle version de l'amendement précise que celui-ci n'a aucunement pour objet "de conférer au Comité directeur du parti une autorité sur les matières que les lois ou la coutume parlementaire réservent à la compétence du chef du parti ou des députés à l'Assemblée législative". De même, en ce qui touche le comité des finances, le groupe Kierans a mis de l'eau dans son vin; le comité comprendrait trois membres au lieu de cinq; l'un de ces membres serait le chef du parti et les deux autres membres devraient être désignés avec l'accord du chef.

On ne savait rien, hier encore, de l'attitude de M. Lesage à l'endroit de cette nouvelle formulation. On ignorait également quelle serait l'attitude des éléments que représentent des hommes comme M. Bernard Pinard. Le groupe traditionaliste, apparemment assuré d'une supériorité numérique aux assises de la mi-novembre, semblait peu pressé de trouver un compromis avant l'échéance du congrès. M. Lesage était peut-être, au fond, tenté de s'appuyer sur ce dernier groupe.

Nous écrivions sans détour et sans hésitation qu'il serait tragique de voir ce débat dégénérer en une stérile lutte intestine de pouvoir. Il faut absolument, pendant qu'il est encore temps, hausser le débat à son vrai niveau, qui est celui des objectifs mêmes que le parti libéral s'est fixés depuis la réforme entreprise par M. Georges-Émile Lapalme et continuée sous M. Lesage.

Le premier de ces objectifs, c'est la transformation du parti libéral en un milieu où les esprits libéraux soient vraiment chez eux, c'est-à-dire en un milieu propice à la rencontre créatrice des esprits qui croient à la liberté comme moteur premier de la marche d'une société et à la nécessité de réformer sans cesse les institutions afin de les rendre plus aptes à servir la liberté et la justice.

Si paradoxal que cela soit, les esprits vraiment libéraux restent en minorité à l'intérieur du parti libéral. De 1960 à 1966, ils ont pu, grâce à un concours inusité de circonstances, exercer une action décisive au sein du gouvernement. Mais par rapport à l'appareil du parti, ils sont restés plus ou moins marginaux. MM. Lévesque, Gérin-Lajoie et autres ont bien remporté quelques gains impressionnants à certains congrès de la FLQ. Ces victoires ne furent possibles que parce qu'elles furent acceptées, dans une période d'euphorie, par les éléments traditionnels. Ceux-ci n'ont jamais perdu le contrôle de la machine.

La cohabitation fut possible parce que le parti était au pouvoir — ce qui distrairait l'attention des problèmes internes de la FLQ — et parce que M. Lesage, en sa qualité de chef, sut conserver en général une attitude accueillante envers le groupe minoritaire.

Or, la première cause n'existe plus depuis le 15 juin. Et il semble bien que le chef, de son côté, éprouve une certaine impatience à la pensée de se sentir perpétuellement tiraillé entre deux tendances dont l'affrontement risque de réduire son rôle à celui d'un arbitre plutôt neutre. Assez naturellement, M. Lesage aimerait peut-être faire sentir plus nettement l'autorité réelle et positive qui doit être celle du chef. Il pourrait être tenté d'acheter sa paix en se liguant une fois pour toutes avec l'élément le plus fort, vers lequel le portent peut-être ses préférences profondes.

Malheureusement, la paix qui risque de séduire M. Lesage serait plutôt une mort en douceur qu'une paix véritable. Elle pourrait signifier l'éclipse — voire l'éloignement définitif — de certains éléments qui ont vraiment, par-delà les

rapports numériques de forces, donné au parti libéral un visage dynamique depuis quelques années. Cette coupure, le parti libéral ne saurait se la permettre sans risquer de s'anémier, sans risquer de détruire les traits mêmes qui le distinguent le plus de l'Union nationale.

Le deuxième grand objectif découle du premier: c'est la démocratisation du parti libéral.

On ne saurait concevoir un parti d'hommes libres se laissant conduire aveuglément par un seul homme. La direction proprement politique du parti doit naturellement reposer, en dernière analyse, entre les mains d'un homme. Même dans un parti foncièrement démocratique comme le Labour britannique, l'autorité politique d'un Harold Wilson est très grande et il ne saurait être question, pour M. Wilson, agissant comme chef du gouvernement ou de l'opposition, d'aller quémander des directives auprès d'un quelconque bureau politique du parti.

Mais à cause précisément de cette latitude considérable qui revient au chef et au groupe parlementaire dans les affaires purement politiques, il faut, parallèlement, que le parti comme tel, c'est-à-dire la vaste association de citoyens qui procurent au groupe parlementaire ses assises dans le peuple, jouisse d'une organisation distincte et autonome et puisse se donner, à l'égard des associations démocratiques modernes, une direction fortement démocratique.

Notre système a longtemps permis que plusieurs pouvoirs qui, sous d'autres cieux, appartiennent au parti soient chez nous remis entre les mains du chef. Il en est résulté que le parti comme tels ont été intellectuellement anéantis, réduits à un rôle d'encadrement artificiel, dépouillés de toute vie originale. M. Kierans et ses collègues voudraient rendre le parti à lui-même; ils voudraient rapatrier au sein des organes directeurs du parti certaines responsabilités qu'on a trop tendu à confier à un seul homme.

Indépendamment de toute question de détail, l'aspiration qu'exprime le groupe Kierans est foncièrement saine. Si l'on veut éviter que le parti libéral ne soit qu'une association éphémère d'hommes brillants que réunit accidentellement l'expérience du pouvoir, il faut que ce parti ait une structure démocratique vigoureuse. Il faut qu'il ait une direction qui soit suprême dans son ordre et qui ait les moyens voulus pour accomplir sa tâche. Il faut qu'il soit un centre dynamique qui secrète une pensée et une activité originales.

Il n'est sans doute pas facile de distinguer concrètement ce qui est de l'ordre proprement politique — et qui tombe sous la responsabilité première du chef et des parlementaires — et ce qui regarde en propre la vie du parti. Mais prendre prétexte de cette difficulté pour refuser toute réforme, tout pas en avant, ce serait obéir à un réflexe foncièrement anti-libéral. Ce serait faire dévier ce parti de son but.

La situation du parti libéral est d'autant plus aiguë que certains débats récents ont tendu à dégénérer en querelles de personnalités. À ce stade du débat, un homme apparaît capable plus que tout autre de ramener la discussion à son véritable niveau. Cet homme, c'est le chef du parti. Chaque fois que, dans le passé, M. Lesage a écrit des pages inoubliables d'histoire, il l'a fait en se dépassant lui-même, en dominant ses propres opinions pour s'élever à une vision hautement politique, en se mettant au service du bien commun plutôt que de ses préférences bien naturelles. C'est à un nouveau dépassement de même qualité que l'invite la crise présente de son parti. Cet effort lui sera d'autant plus possible qu'on a laissé entendre, de part et d'autre, depuis quelque temps, qu'il reste le seul homme capable de réussir un pari aussi difficile.

Claude RYAN

Quelles sont les chances de durer et de devenir contagieux de l'exemple roumain?

par Jacques LÉVESQUE
(Collaboration spéciale au "Devoir")

Nous avons vu dans un précédent article comment les succès économiques du parti communiste roumain lui ont procuré la force et la confiance qui lui ont servi de base pour tenir tête à l'URSS et s'émanciper de sa tutelle.

Ces succès ne mettaient pourtant pas la Roumanie à l'abri d'éventuelles représailles de la part de l'URSS, qui jusque-là, avait toujours montré la plus ferme détermination à maintenir son autorité en Europe de l'est.

Les possibilités de représailles

Dans l'absolu, on pouvait envisager trois genres de représailles qui auraient pu être infligées à la Roumanie par l'URSS. Ce sont: les représailles militaires, la subversion par l'intérieur du parti communiste roumain, et les représailles économiques.

Cependant, dans la réalité concrète du cas roumain, le premier mode de représailles était impensable, et le gouvernement de Bucarest en était bien conscient.

Le précédent de l'intervention soviétique en Hongrie ne pouvait pas être répété, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la volonté d'indépendance manifestée en Roumanie venait du parti communiste roumain, et non pas comme en Hongrie, d'une large fraction populaire qui voulait remettre le communisme en cause. Ainsi, pour intervenir militairement en Roumanie, l'URSS ne pouvait invoquer le danger d'une contre-révolution et d'un retour au capitalisme.

De plus, la direction du parti communiste roumain étant très unie, il n'aurait pas pu y avoir comme en Hongrie, un Janos Kadar demandant l'intervention militaire soviétique contre un Imre Nagy, considéré comme contre-révolutionnaire. Enfin, à la suite d'un accord international en 1958 entre les gouvernements soviétique et roumain, la totalité des troupes soviétiques stationnées en Roumanie en avait été retirée, de telle sorte qu'une intervention militaire aurait nécessité de la part de l'URSS la violation caractéristique des frontières d'un autre Etat souverain. De plus, en plus, les échanges sino-roumains qui avaient connu une détérioration considérable à la suite de la rupture économique entre l'URSS et la Chine. En mars 1963, la Roumanie décida d'abolir ses relations diplomatiques avec l'Albanie. (Elle les avait rompues au début de 1962, en même temps que tous les autres pays socialistes de l'Europe de l'est, sur la demande de Moscou.) Enfin, à partir de juin 63, la presse roumaine commença à reproduire, sans commentaires, des textes politiques chinois proscrits par la presse soviétique et celle des autres démocraties populaires. De plus, en plus, par des signes non équivoques, la Roumanie commençait à adopter une position de neutralité dans le conflit sino-soviétique.

Pour ce qui est des représailles par la subversion à l'intérieur du parti communiste roumain, il semble que l'URSS ait essayé de les utiliser. Plusieurs spécialistes occidentaux affirment tenir de sources roumaines sérieuses, que Khrouchchev se serait rendu personnellement en Roumanie, en 1963, pour y rencontrer secrètement des communistes roumains hostiles à Gheorghiu Dej, et tenter d'obtenir de leur part un changement dans la direction du parti. Cependant, à cause de l'homogénéité et de la force du groupe dirigeant roumain, ce projet échoua et n'aurait contribué qu'à accroître l'antisovétisme.

Restaient enfin les représailles économiques qui, elles, devaient être sérieusement en-

visagées. En 1962 et au début de 1963, à mesure que se préparait l'épreuve de force entre la Roumanie et l'URSS, les dirigeants roumains avaient considérablement augmenté leurs échanges commerciaux avec l'Ouest. Cependant, lorsqu'en juillet 63 ils portèrent le coup final au projet soviétique de supranationalisation du COMECON, la Roumanie dépendait encore de l'URSS pour 45 p.c. de ses exportations et 40 p.c. de ses importations. Une rupture économique entre Moscou et Bucarest aurait eu des conséquences catastrophiques pour l'économie roumaine. C'est pourquoi le gouvernement roumain avait pris soin d'exploiter habilement les difficultés soviétiques en politique extérieure, pour rendre cette éventualité improbable.

Les avantages du conflit sino-soviétique

Pendant que se préparait l'affrontement soviéto-roumain le conflit sino-soviétique était irrésistiblement engagé dans sa phase la plus dure. Le prestige et la force de l'Union soviétique en étaient grandement affectés, tant au sein du mouvement communiste international que sur la scène politique mondiale. La position personnelle de Nikita Khrouchchev au sein du Comité central du parti communiste soviétique en avait été affaiblie. De plus, la défaite que son pays avait essuyée lors du blocus naval de Cuba à l'automne 62, n'avait évidemment pas contribué au renforcement de son pouvoir.

Les dirigeants roumains décidèrent de tirer parti des déboires de l'URSS et de son leader, pour y trouver des armes contre d'éventuelles menaces de leur part.

Ainsi, après la publication, en août 62, du projet de Khrouchchev visant à l'intégration économique de l'Europe de l'est, et avant l'épreuve de force de juillet 63, le gouvernement roumain reçut à Bucarest (en décembre 62) une importante délégation commerciale chinoise. À la suite de cette visite, un accord commercial augmenta de 10 p.c. les échanges sino-roumains qui avaient connu une détérioration considérable à la suite de la rupture économique entre l'URSS et la Chine. En mars 63, la Roumanie décida d'abolir ses relations diplomatiques avec l'Albanie. (Elle les avait rompues au début de 1962, en même temps que tous les autres pays socialistes de l'Europe de l'est, sur la demande de Moscou.) Enfin, à partir de juin 63, la presse roumaine commença à reproduire, sans commentaires, des textes politiques chinois proscrits par la presse soviétique et celle des autres démocraties populaires. De plus, en plus, par des signes non équivoques, la Roumanie commençait à adopter une position de neutralité dans le conflit sino-soviétique.

Malgré le peu de succès de ses efforts, le gouvernement roumain continua à les déployer, à grands renforts de publicité, car la neutralité et la médiation dans le conflit sino-soviétique lui permettaient de donner à sa politique d'indépendance des assises autres que le nationalisme, qui est assez mal vu par l'idéologie communiste.

Ainsi, la qualité d'arbitre impartial assurée à la Roumanie une place brillante et unique au sein du camp socialiste. Comme tous les pays socialistes (y compris l'URSS et la Chine) souhaitent, au moins officiellement, une réconciliation sino-soviétique, aucun ne saurait dénigrer le rôle de médiateur que s'est donné la Roumanie.

Dans ces conditions, les dirigeants roumains n'ont pas intérêt à ce que cesse le conflit. En cas de réconciliation ou de rupture totale et définitive, le brillant arbitre deviendrait inutile. Pour l'instant, le danger est la rupture finale, et la diplomatie roumaine fait tous les efforts pour l'empêcher. Advenant celui-ci, comme la Roumanie

retrouver avec les seuls Chinois et Albanais comme partenaires.

Toutefois, un simple glissement vers la neutralité, qui signifiait dans le cas de la Roumanie, un éloignement des positions soviétiques et un rapprochement des positions chinoises, ne pouvait que plaire à Pékin et à Tirana, et assurer le gouvernement roumain de n'être pas politiquement isolé au sein du camp socialiste, dans son épreuve de force avec l'URSS.

Dans ces conditions, une rupture économique avec la Roumanie aurait provoqué un tollé à Pékin et de graves remous dans le mouvement communiste international. D'ailleurs, la simple tentative de Khrouchchev d'imposer les volontés économiques de l'URSS au "nouvel ami" des Chinois, avait déjà suscité des réactions à Pékin, où on y trouvait des arguments nouveaux pour miner l'autorité soviétique. Ainsi, dans un éditorial du Peuple de février 64, où les Chinois rassemblaient les attaques formulées contre l'URSS depuis deux ans, on pouvait lire: "Ce sont les dirigeants du PCUS (parti communiste soviétique) qui ont sapé les bases de l'unité du mouvement communiste international. Ils combattent au nom de la "division internationale du travail" la politique des pays frères consistant à édifier le socialisme par leurs propres efforts, à développer leur économie dans l'indépendance, pour essayer de les transformer en des économies annexes."

Khrouchchev comprit que des représailles économiques graves contre la Roumanie engendreraient une nouvelle division dans le camp socialiste, qui ne ferait qu'affaiblir davantage la position soviétique et sa position personnelle, en apportant de l'eau au moulin des Chinois. C'est pourquoi, en juillet 63, il retira son projet de planification supranationale sans donner de suite concrète à diverses menaces de représailles économiques proférées à l'endroit du commerce roumain.

Le brillant rôle de médiateur

Khrouchchev ne fut nullement récompensé par la Roumanie. Nous avons déjà vu comment les dirigeants roumains, forts de leur premier succès se sont avancés assez loin dans la voie du nationalisme anti-russe. Toutefois, ils ne survivaient pas les Chinois aussi loin que ceux-ci auraient voulu les entraîner. Ils se contentèrent de maintenir leur neutralité dans le conflit sino-soviétique.

Au nom de cette neutralité, ils cherchèrent bientôt à s'ériger en médiateurs entre la Chine et l'URSS. À plusieurs reprises, ils envoyèrent des délégations à Moscou et à Pékin pour tenter d'établir des contacts et des pourparlers entre les deux grands du communisme.

Malgré le peu de succès de ses efforts, le gouvernement roumain continua à les déployer, à grands renforts de publicité, car la neutralité et la médiation dans le conflit sino-soviétique lui permettaient de donner à sa politique d'indépendance des assises autres que le nationalisme, qui est assez mal vu par l'idéologie communiste.

Ainsi, la qualité d'arbitre impartial assurée à la Roumanie une place brillante et unique au sein du camp socialiste. Comme tous les pays socialistes (y compris l'URSS et la Chine) souhaitent, au moins officiellement, une réconciliation sino-soviétique, aucun ne saurait dénigrer le rôle de médiateur que s'est donné la Roumanie.

Dans ces conditions, les dirigeants roumains n'ont pas intérêt à ce que cesse le conflit. En cas de réconciliation ou de rupture totale et définitive, le brillant arbitre deviendrait inutile. Pour l'instant, le danger est la rupture finale, et la diplomatie roumaine fait tous les efforts pour l'empêcher. Advenant celui-ci, comme la Roumanie

(Suite à la page 5)

À la recherche du français

par Jacques POISSON

Parmi les 1.000 mots les plus fréquents du français, un seul serait étranger, selon M. Henri Mitterrand (1).

Or, il se trouve que c'est un mot anglais: *speaker*, et pour le comble, un mot anglais auquel le Québécois peut opposer un terme de consonance bien française: *annonceur*.

Un peu plus, on croirait à un complot de la perfide Albion pour brouiller Français et Québécois, tant notre irrationalité est complète en la matière.

Et dans le train-train de l'existence quotidienne, d'autres mauvais genres viennent encore compliquer les choses.

L'autre jour, à la suite d'un petit accrochage, je me réjouissais presque de voir le pare-choc de ma voiture un peu abîmé. J'étais dans un garage français et profiterais de l'occasion pour faire la chasse aux termes du "déboissage".

Je conduis donc ma B-10 rue Devonshire, la confie à l'atelier, puis me mets à l'affût.

Il va falloir démonter votre pare-choc...

J'ai vu dis qu'on s'oblige d'«débarquer» vot' bumm-

per.

Le jeune Français, sûr que je n'ai pas compris, aura jugé bon de passer au "québécois".

Sans doute je n'aurais pas réagi assez vite à la première phrase trop atténuée à la faune évanescente des mots individuels. Or, moi interlocuteur, une fois engagé sur la piste, ne la quitterai pas: il semble bien résolu à me parler dans mon patois plutôt que de m'imposer une langue étrangère: le français de son métier.

Je suis donc rentré bredouille, et contrainct à m'en tenir à un vocabulaire de l'automobile essentiellement livresque, sourd, mnémotechnique. Et même sur ce plan, il reste beaucoup de vérifications à faire et de lacunes à combler.

"Déboissage", par exemple, est-il un terme français? Je le cherche dans les grands dictionnaires généraux: Quillet, Larousse, Robert, et dans quelques dictionnaires techniques: Keftridge, Belle-Isle, etc., mais en vain: il ne se trouve dans aucun de ces ouvrages. Et pas davantage dans le Glossaire du parler français au Canada.

Que faire? Passer par l'anglais pour découvrir le terme propre en français? Essayons cette méthode. A "body-work", le Harp donne *carrosserie* pour équivalent français. Or, comment se définit ce terme?

"Industrie ou commerce du carrossier."

Et qu'est-ce qu'un carrossier?

"Celui qui fabrique et aménage les caisses des voitures."

Evidemment, nous n'avons guère de *carrossiers*, en ce sens, au Québec, mais d'innombrables "déboiseurs" (2).

Comme le parc automobile de la France atteint les 10 millions, le besoin de réparer les caisses, de débosser et de redresser, doit être là bas sensiblement le même qu'au Québec. Probablement se reflète-t-il, sinon dans les dictionnaires, du moins dans une publication aussi près de la réalité quotidienne que l'Annuaire officiel des abonnés au téléphone, liste par professions (nos "pages jaunes"), pour la circonscription de Paris. De fait, la rubrique "carrosserie d'automobiles" y occupe près de trois pages, et les termes qu'on y relève le plus souvent sont de nature à nous éclairer: *tôlerie, peinture, sellerie, réparation*.

Si, pour accéder à des termes aussi simples, il nous faut suivre un chemin long, ardu et sinueux, est-il étonnant, à vrai dire, que *carrossiers* et *tôliers* (sheet metal workers) francophones aient du mal à trouver le langage qu'il conviendrait de nous parler.

Pourquoi aussi, au cours de sa longue existence, le Département de l'Instruction publique n'a-t-il pas compris que les enfants du Québec auraient intérêt à apprendre le français quotidien qui se pratique dans le reste de la francophonie. Quant au Ministère de l'Éducation actuel, ne comptons pas trop sur lui pour le coup d'audace qui s'imposerait: il pense traduction, comme si le Québec était un protectorat.

Mais revenons aux mauvais genres de tous les jours qui conspirent contre l'usage du français.

Dans un magasin d'alimentation fine, une Canadienne française au langage chatié demande de l'*huile d'arachide*.

— Vous voulez dire de l'huile de peanut, rectifie avec instance une jeune femme d'une voix, d'un accent et d'un ton qui évoquent une origine suisse.

Ce banal incident m'a inspiré le projet d'une petite enquête. À dix commis canadiens-français de super-marché, je poserais la question: "Me diriez-vous, si vous plaît, où sont les championnons?" et noterais les réponses. Mettant cette idée à exécution, voici ce que j'ai constaté. Tout d'abord, une extraordinaire uniformité: neuf m'ont répondu presque mot pour mot: Vous voulez dire des "mushrooms". Un seul n'a pas eu le réflexe correcteur: il a consenti à comprendre le mot *championnons* sans que nous nous référions à l'anglais.

L'attitude des neuf commis fait contraste avec celle de la serveuse de langue anglaise à qui vous pouvez réclamer "un café" tous les matins, à la même heure, pendant un an, et qui vous assène inlassablement: "I'm sorry, I don't speak French." ("Café" dans sa tête n'aura jamais aucune signification, ne ressemblant pas suffisamment à "coffee".)

Ce sont là deux attitudes extrêmes, également détestables, et qui d'ailleurs sont peut-être solidaires. Un peu plus de dignité, d'un côté découlerait peut-être la raideur de l'autre; un peu moins de chauvinisme et d'intransigence chez la partie forte faciliterait sans doute le redressement chez la partie faible.

Langue d'humilités et d'offenses, le "québécois" correspondrait-il mieux que le français à la sensibilité du grand nombre? La résine peut-être le grand obstacle à notre adhésion à la francophonie internationale. Est-ce que toutes les campagnes pour introduire le français universel dans notre enseignement n'ont pas échoué malgré les grandes déclarations, les congrès, les "états d'urgence", les accords culturels et les colloques?

Pendant trois jours, on vient de démontrer savamment à Montréal l'aptitude du français à exprimer la civilisation scientifique. Or, les élèves de nos écoles secondaires n'en sont pas moins amenés à croire, par les effets indirects d'une certaine propagande, que la science française n'existe pas, et que, partant, l'aptitude en question n'a guère d'objet. C'est une façon pour le Québec de s'humilier de bonne foi devant le colosse anglo-américain, origine suisse.

Depuis plus d'une génération, nos "académies commerciales", pas très académiques, décrètent tous les jours la "priorité" de l'anglais. Nous en voyons aujourd'hui les répercussions psychologiques chez nos commerçants. À titre d'exemple, voici un fait observé à Montréal, dans un quartier canadien-français.

Un client demande des *caoutchoucs*. Le petit marchand lui fait essayer des "clagues" et lui en vend enfin une paire. Sur la facture, il inscrit "rubbers". Interrogé sur la raison pour laquelle il disait "clagues" et écrivait "rubbers", le Canadien français répond avec spontanéité:

— Voyons, vous savez bien que l'anglais est la langue des affaires.

Curieux, je m'interpose, et m'enquiers s'il a daté sa facture et comment.

October 20, 1966.

Produit typique de nos écoles! On ne croit plus qu'au calendrier. Et d'autres mauvais genres attendent le français à tous les tournants de la cité.

(1) Les mots français, collection "Que sais-je?" (2) Se trouve dans le dictionnaire Belle-Isle, mais sans équivalent français.

L'affaire Claude Wagner et la juridiction du Barreau

L'ancien ministre de la justice, Me Claude Wagner, a réagi assez vivement à la condamnation dont il vient d'être l'objet de la part du Barreau. Il en appellera aux tribunaux réguliers. Mais, surtout, il proposera à la prochaine session du parlement des amendements à la loi en vue, notamment, de soustraire dorénavant la conduite des ministres de la justice à la surveillance du Barreau.

Sans nécessairement sous-entendre à tout ce que dit Me Wagner, nous avouons que nous nous rangeons volontiers de son côté dans ce triste débat. Ce qui lui arrive nous paraît inexplicable. L'accepter, sans dire mot, équivaldrait à sanctionner un très dangereux précédent.

Me Wagner a été trouvé coupable, en somme, d'avoir, alors qu'il était ministre de la justice, attaqué injustement un juge pour la façon dont il avait disposé d'un cas de "hit and run". Ses propos visaient aussi l'avocat de la défense dans la même cause. Ce dernier, apparemment, ne s'est pas senti lésé dans son honneur, mais tel ne fut pas le cas du juge qui a déposé une plainte formelle devant le Barreau.

L'espoir que cette dernière serait en mesure de saisir la fausseté des propos du ministre. Le juge a préféré s'adresser au Barreau.

Si la plainte avait été adressée par l'avocat de la défense, que Me Wagner avait également attaqué dans son discours devant le Barreau rural, nous aurions mieux compris que le Barreau intervienne. On aurait pu dire que Me Wagner avait manqué de courtoisie à l'endroit d'un confrère. Mais les juges, que nous sachions, ne sont pas des confrères des avocats; ils ne sont pas membres du Barreau.

Au fait, supposons qu'au lieu d'attaquer un juge, Me Wagner aurait lancé des accusations contre un plombier, un comite paritaire ou tout autre organisme du genre, le Barreau se serait-il cru obligé d'intervenir? Quand un avocat en Cour, se montre irrespectueux envers un accusé et même un simple témoin qu'il injurie publiquement, le Barreau estime-t-il qu'il lui faut sévir?

De toute façon, il nous semble que le Barreau ne peut juger ses membres que pour des actes faits en tant qu'avocats. Or, ce n'est pas d'abord comme avocat, mais comme ministre de la justice, que Me Wagner, dans son fameux discours de Drummondville, fustigeait certains juges et avocats.

Réformes nécessaires

Quoi qu'il en soit, tout le monde conviendrait, croyons-nous, qu'il s'agit là d'un épisode malheureux. D'un épisode dont le Barreau ne sort pas grandi.

C'est pourquoi nous n'hésitons pas à dire que nous sommes pleinement d'accord avec Me Wagner quand ce dernier réclame des modifications à la législation actuelle. Il faut que la loi, à l'avenir, stipule clairement que la conduite d'un ministre de la justice échappe totalement aux pouvoirs disciplinaires du Barreau.

Il est inconcevable qu'un ministre de la justice, parce qu'il est généralement aussi avocat, soit gêné dans son ac-

tion par la crainte continuelle de représailles de la part de sa confrérie. Laissons-lui donc toutes ses coudées franches pour assainir l'administration de la justice et dénoncer ceux qui cherchent à la vicier. Il restera toujours suffisamment de recours pour empêcher le titulaire d'un tel ministère d'abuser de ses pouvoirs.

Et ce n'est pas seulement le ministre de la justice qui devrait être soustrait à la juridiction du Barreau. Il devrait en être de même de tous les avocats qui exercent des responsabilités administratives au sein de ce même ministère.

Enfin, en ce qui concerne les pouvoirs de discipline même du Barreau sur ses membres, Me Wagner suggère qu'ils s'exercent en plein jour et non plus à huis clos. C'est une question qui mérite au moins une étude sérieuse.

À première vue, en tout cas, nous sommes enclin à croire que le huis clos ne se justifie pas dans tous les cas. Et même dans l'ensemble, ça nous paraît un privilège abusif, un traitement de faveur injustifié.

Le Barreau aime souvent se vanter de la façon dont il se vit contre des avocats coupables. Il a peut-être raison. Il défend peut-être beaucoup mieux l'intérêt public que certains ne sont portés à le croire. Mais le public ne serait-il pas beaucoup plus rassuré si, au moins dans les cas les plus graves, les jugements portés contre les avocats étaient rendus publics? La question nous paraît pertinente.

Nos armées "royales"

Si le projet de loi présenté vendredi aux Communes par le ministre Hellyer est adopté, l'épithète "royales" disparaîtra de la désignation de nos forces armées. Celles-ci deviendront tout simplement "les forces armées canadiennes".

Comme le notent certains correspondants parlementaires d'Ottawa, l'abandon d'une telle épithète pourrait bien soulever un débat homérique aux Communes. Et, mon Dieu, on n'a pas de misère à les croire. On n'a qu'à se rappeler ce qui vient tout juste de se produire à propos de la Poste royale.

On va prétendre, sans doute, que c'est un autre acte de trahison envers la monarchie, que c'est un autre pas dans la voie du républicanisme. La fièvre va monter dans certaines sections du pays.

Et ce sera un débat homérique parce que c'est toujours le cas lorsque l'on se lance dans des discussions ou la froide raison a peu de chances de parler plus fort que les sentiments. Il y aura sûrement de grossières exagérations ici ou là.

Et, pourtant, entre nous, est-il rien de plus légitime que de vouloir "canadianiser" nos cadres et nos institutions? Avec toutes ces épithètes qui nous parlent de royauté, on ne se sent guère au Canada. Qu'on en réduise petit à petit le nombre ne devrait pas être un scandale. Même les tenants de la royauté devraient reconnaître qu'on a abusé sans ce rapport.

Il n'est pas nécessaire que tout soit royal pour que ça fasse grandiose, majestueux.

V. P.

DES IDEES DES EVENEMENTS ET DES HOMMES

La CSN: si Ottawa ne respecte pas les droits des travailleurs du Québec, le fédéralisme sera ébranlé

(Lors d'une rencontre entre les dirigeants de la Confédération des syndicats nationaux et les députés fédéraux du Québec, tenue à Ottawa, le 25 octobre dernier, la centrale syndicale a fait connaître sa conception de la liberté syndicale et s'est livrée à d'importants commentaires sur le projet de loi de la fonction publique. Voici de très larges extraits de la déclaration qu'a faite à cette occasion le président de la CSN, M. Marcel Pepin.)

La CSN, de concert avec deux autres organisations populaires du Québec, la FTQ et l'UCC, a présenté ses vues sur le remaniement constitutionnel du Canada.

Ce mémoire sur la constitution prévoit que bien des étapes doivent être franchies pour arriver à un fédéralisme réajusté suivant les réalités actuelles. Il est sérieusement à craindre que si des décisions administratives et des lois du gouvernement fédéral continuent à mettre en cause des droits fondamentaux que la liberté syndicale, et à installer un régime syndical qui conduirait presque au totalitarisme, que les étapes se franchissent plus rapidement et que tout le fédéralisme soit vraiment ébranlé.

C'est le Parlement du Canada qui a adopté une Charte des Droits de l'Homme; c'est lui qui est l'instigateur à son titre de législateur; c'est à lui aussi qu'incombe le devoir de respecter les droits des hommes, comprenant les travailleurs. Certaines décisions du Conseil canadien des Relations ouvrières et du projet de loi C-170 sont, quant à nous, des atteintes graves aux droits des travailleurs.

La "Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail", chap. 54, date de 1948. C'est en vertu de cette loi que se compose le Conseil canadien des Relations ouvrières (CCRO) qui est chargé de voir à l'application de la loi.

Ce Conseil est formé d'un président, nommé par le Gouverneur général en conseil, de quatre représentants patronaux et de quatre représentants ouvriers. Parmi les qua-

tre représentants ouvriers, trois sont nommés directement ou indirectement par le Congrès du Travail du Canada (CTC) et le quatrième par la CSN.

Lorsqu'il se présente un conflit intersyndical opposant un affilié du CTC à un affilié de la CSN, il n'est pas exagéré de répéter ce qui a déjà été écrit à savoir "que les dés sont pipés contre la CSN". Ceci devient évident lorsque la décision aurait comme effet d'entraîner des changements d'allégeance d'autres groupes de travailleurs ou que la décision est une décision dite de "principe", dont les effets seraient les mêmes.

(Le mémoire fait allusion aux affrontements à Radio-Canada et aux usines Angus.)

Et pourtant, pendant ce temps, le problème a été posé clairement au Cabinet fédéral, lequel a formé un Comité "ad hoc" pour nous entendre la CSN, de même que le CTC.

Ce Comité "ad hoc", présidé par l'honorable Robert Winters, a été formé début avril 1966, il a entendu la CSN le 21 du même mois, le CTC le 15 juin et nous sommes, à la fin d'octobre, sans aucune nouvelle. S'il s'agissait de former un Comité de ministres pour sauver et gagner du temps, il ne valait pas la peine que nous y comparaissons.

A deux reprises, nous avons fait parvenir des télégrammes demandant que soit hâté le travail du Comité; nous avons bien reçu de certains ministres des réponses de réception, mais ce fut tout. À croire que la question de la liberté inter-syndicale ne concerne pas les membres et le président du Comité.

Le Canada est un pays constitué de divers éléments. Si l'on impose aux salariés d'exercer leur droit d'association dans des unités nationales, cela vous pouvez justement concevoir que les intérêts des travailleurs du Québec ne seront pas considérés à leur valeur et que, de plus, quelle part fait-on à la liberté du choix des travailleurs.

Est-il nécessaire de vous rappeler que toutes les législations ont centré l'exercice de la liberté syndicale au niveau de l'unité industrielle ou de service, que l'on a toujours recherché ce que l'on considère comme une unité naturelle de négociation, et jamais l'unité nationale n'a été considérée, sauf à la requête même des employés concernés, ce qu'ils ont le droit de faire mais en même temps, ils devraient avoir le droit d'en sortir, s'ils le désirent. Ce mode d'exercice de la liberté syndicale se veut qui s'applique aux États-Unis, dans toutes les provinces du Canada, basé sur l'entreprise, est celui qui s'applique actuellement. Il n'y a qu'un nombre très restreint d'unités nationales reconnues par le CCRO: les décisions prises par ces organismes concernant les requêtes des affiliés de la CSN en rapport avec les unités nationales constituent une forme de discrimination intolérable, injuste et que nous combattons jusqu'au bout.

Il y a une autre forme de discrimination au niveau du CCRO. Nous l'avons déjà soulevée sans succès. Ceux qui

sont de langue française sont tenus, soit de s'exprimer en anglais (ce qui est un handicap sérieux), soit encore de le faire en français, alors qu'un interprète fera la traduction, et l'on sait si cette procédure, en plus d'être longue et fastidieuse, entraîne des difficultés pour que le point de vue soit compris, avec tous les vices qu'une traduction peut comporter.

En résumé, nous réclamons des modifications à la loi actuelle pour que

1) dans le cas de conflit intersyndical intéressant un affilié du CTC et un affilié de la CSN, la CSN et le CTC doivent être représentés en nombre égal, soit deux de la CSN et deux du CTC;

2) de plus, afin que les employés n'aient pas à décider du choix du Syndicat pour les employés, soit le président du CCRO ait le droit de vote dans un conflit intersyndical, à moins qu'il y ait unanimité de la part de tous les membres;

3) tous les membres du Conseil, et particulièrement le président, doivent être bilingues pour permettre aux parties de se faire entendre directement dans l'une des deux langues officielles du pays, l'anglais ou le français.

Plusieurs conceptions de la liberté syndicale ont cours dans les divers pays du monde. En Amérique du Nord, depuis le Wagner Act américain de 1935, la liberté syndicale s'exerce au sein d'une unité industrielle ou de service, ou encore d'une partie de l'unité industrielle ou de service. L'association, l'union ou le syndicat groupant la majorité des employés d'une entreprise définit, si elle est ainsi reconnue par une agence gouvernementale créée à cette fin, un monopole de représentation, i.e. qu'elle doit représenter tous les employés compris dans cette unité membres ou non de l'association, de l'union ou du syndicat. Ceci constitue en soi une atteinte à la liberté de choix pour ceux qui constituent la minorité, il reste cependant que ce mode d'exercice apparaît acceptable puisqu'il est lié à une certaine efficacité syndicale.

Si cette forme monopolistique doit s'étendre à l'ensemble du pays obligatoirement, soit par mesures législatives comme le propose le bill C-170 ou par décision administrative, comme l'a fait le CCRO, la situation devient intenable pour les travailleurs et encore plus pour les travailleurs qui vivent au Québec et qui sont en majorité canadiens-français, mais qui deviennent minoritaires sur le plan canadien.

C'est ainsi, à notre avis, que se pose le vrai problème de la liberté syndicale. Les décisions du CCRO dans les cas précités et le bill C-170 constituent un accroissement à la liberté syndicale pour l'ensemble des travailleurs du Canada et encore pire pour les travailleurs du Québec.

Est-il aussi surprenant qu'il y ait parfaite concordance entre les décisions du CCRO et le bill C-170 sur cette question des "unités d'unité nationales"? Non, si l'on sait, tel qu'en témoigne le rapport du "Comité

préparatoire des négociations collectives", juillet 1965, à la page 2 de l'introduction, qu'un des spécialistes consultés par le Comité est aussi le président actuel du CCRO, soit M. A.H. Brown. Il sera sans doute toujours difficile à la même personne d'appliquer des thèses différentes suivant qu'elle agit à un titre ou à un autre.

On aura peut-être tendance à nous opposer la situation des fonctionnaires du gouvernement du Québec pour justifier le bill C-170. Or l'a déjà tenté d'ailleurs, il est vrai qu'au Québec, à la suite d'un vote de représentation syndicale, les fonctionnaires sont compris dans une seule unité de négociation. Quel être raisonnable peut assimiler la situation du Québec à l'ensemble de la situation canadienne. Ceux qui désirent soutenir une telle thèse ne voient vraiment pas les problèmes canadiens tels, qu'ils se posent. La diversité ethnique du Canada existe dans toutes les classes sociales, y compris chez les travailleurs.

Le bill C-170, s'il était accepté tel que soumis, constituerait une entrave majeure à l'exercice de la liberté syndicale et aurait encore de plus lourdes conséquences pour les fonctionnaires fédéraux du Québec. Ce bill doit être amendé en conséquence.

Comme nous traitons, dans un autre mémoire, que nous avons d'ailleurs soumis au Comité spécial de la Chambre et du Sénat, des autres carences du bill C-170, nous ne retenons dans ces notes que la question de l'unité de négociation ou de la liberté syndicale.

Nous estimons que sur ce point le bill doit être amendé pour enlever au Gouverneur en conseil le droit de décider unilatéralement des unités de négociation et de reporter cette question à la Commission des relations de travail de la fonction publique dont la formation est prévue dans le bill, en ajoutant un autre amendement par lequel la Commission ne peut accorder ou maintenir une accélération sur la base nationale à moins que toutes et chacune des unités de négociation acceptées comme étant des unités naturelles soient d'accord.

Il nous apparaît aussi essentiel qu'un amendement dans le même sens soit apporté à la loi fédérale actuelle, chap. 54, afin que nous ne soyons pas "figés" dans une jurisprudence qui empêche le libre exercice de la liberté syndicale.

Quant à la CSN, il est évident que si les travailleurs du Québec ne peuvent obtenir justice dans le domaine des relations de travail, elle n'entend pas continuer sa participation aux divers organismes fédéraux où elle est actuellement présente. Nous ne voyons pas d'avantage à être présent dans ces divers comités alors que sur le plan du travail, on ne respecte pas le droit fondamental des travailleurs.

Nous jugeons discriminatoires certaines décisions prises par le CCRO de même que le bill C-170, tel que présenté. Cette discrimination, si elle frappe tous les travailleurs, est encore plus grave pour ceux qui sont du Québec.

Quelles sont les chances

(suite de la page 4)

ne peut pas se joindre au camp chinois, il lui serait difficile de trouver des arguments valables pour résister aux pressions soviétiques visant à la faire rentrer dans l'ordre.

C'est ce qui explique la grande inquiétude manifestée par les dirigeants roumains à la veille du XXIII^e Congrès du parti communiste soviétique de mars 66, lorsque les Chinois annoncent qu'ils n'y assisteraient pas. On pouvait alors craindre en effet, que le congrès soviétique ne prononçât la rupture finale. Se souvenant du contrôle extrême exercé par Staline sur les pays communistes à la suite de la rupture soviéto-yougoslave, les Roumains redoutaient la résurgence d'un organisme du type du Kominform.

Est-ce donc à dire qu'advenant la rupture finale entre la Chine et l'URSS, la Roumanie serait forcée de rentrer sous le giron soviétique? Pas nécessairement. Cependant, ayant perdu tout prétexte idéologique valable pour maintenir sa position, elle risquerait d'être politiquement isolée dans le camp socialiste, ce que les dirigeants roumains qui se targuent d'être de bons communistes, veulent éviter, du moins pour l'instant.

"Désatellisation" et "déstalinisation"

Pour bien mesurer la portée de l'indépendance roumaine et préciser la nouvelle place de la Roumanie dans le système socialiste mondial, il peut être intéressant d'établir ici une comparaison.

C'est encore avec la Pologne que la comparaison peut être la plus significative, puisqu'il s'agit de la Roumanie, c'est le seul pays socialiste n'ayant pas fait sa révolution par ses propres moyens (1) qui a réussi à établir pendant quelque temps, son indépendance vis-à-vis de l'URSS.

En 1956, le cours politique nouveau imprimé par Gomulka au socialisme polonais, se caractérisait de deux façons. Tout d'abord par une politique extérieure d'indépendance. Conventions d'appeler cette caractéristique: d'est à l'est. Ensuite, par une politique intérieure très souple: abolition de la police secrète, octroi de larges privilèges à l'Eglise catholique, liberté de critique assez vaste, accordée à la presse. Conventions d'appeler cette caractéristique: déstalinisation (2).

Vers la fin de 1957, Gomulka commença à se rendre compte que la liberté qu'il avait accordée à une population catholique à 90 p.c., lui rendait difficile la tâche de la construction du socialisme marxiste malgré la popularité dont il jouissait encore. Il se mit alors à améliorer ses relations avec l'URSS dont la pression lui servait de garantie pour la solidité de son pouvoir. Ainsi, la désatellisation s'estompa. Toutefois, la désatellisation était maintenue, de telle sorte qu'encore aujourd'hui, la Pologne demeure le plus libéral de tous les pays socialistes.

En Roumanie les choses se présentent différemment. Nous avons vu sur quelles bases se sont appuyés les dirigeants roumains pour se désatelliser. Toutefois, s'ils se sont sentis assez forts pour se détacher de la tutelle soviétique jadis indispensable à leur maintien au pouvoir, ils n'ont pas procédé à une désatellisation comparable à celle qui existe en Pologne. Même si leur popularité a augmenté à la suite de leurs succès économiques, ils n'ont sans doute pas jugé prudent de se départir en même temps de la protection soviétique et d'une autre source de la solidité de leur pouvoir, à savoir: le contrôle rigoureux qu'ils exercent sur la population roumaine.

Ainsi, même si la plupart des prisonniers politiques y ont été relâchés, la Roumanie reste un pays où la censure est encore très sévère et où la police secrète remplit encore des fonctions importantes. Sur le plan de la désatellisation la Roumanie est en retard sur la Hongrie et la Tchécoslovaquie, sans parler de la Pologne.

À partir de ces constatations, on est porté à affirmer qu'il existe une dialectique de la désatellisation et de la déstalinisation: c'est-à-dire que l'un exclut l'autre et que les gouvernements socialistes de l'Europe de l'Est ne peuvent s'offrir les deux à la fois. Si cette théorie correspond adéquatement à la réalité actuelle, la poser dans l'absolu serait cependant commettre encore une fois l'erreur de trop miser sur la faiblesse de ces gouvernements.

Un membre du Comité central du parti communiste roumain, rencontré à Bucarest, me disait que les succès économiques du parti et sa politique d'indépendance avaient suscité l'enthousiasme dans la population. Un des principaux soucis du parti, disait-il, est de cultiver et d'entretenir cet enthousiasme, sans lequel beaucoup de ses espoirs s'effondreraient. Les quelques pas prudents effectués vers la libéralisation du régime ont certainement favorisé l'enthousiasme dont il parlait. C'est pourquoi les dirigeants roumains ne tarderaient pas à procéder à une libéralisation progressive s'ils avaient la conviction qu'à long terme, l'accroissement des libertés individuelles jouerait nécessairement en leur faveur. Or, si leur efficacité économique et leur politique d'indépendance se maintiennent, il y a beaucoup de chances pour qu'ils puissent en arriver raisonnablement à cette conviction.

Les possibilités de répétition de l'exemple roumain

Avant de terminer, on peut se demander dans quelle mesure l'exemple de l'indépendance roumaine peut être suivi par d'autres gouvernements communistes d'Europe de l'Est.

Il faut dire que plusieurs conditions seraient nécessaires à cette éventualité. Pour qu'on assiste à une répétition de l'exemple roumain, il faudrait d'abord qu'un autre parti communiste est-européen puisse considérer comme conforme à ses intérêts politiques ou économiques d'agir ainsi; ce qui est loin d'être le cas de tous. Il faudrait aussi que ce parti ait des bases solides à l'intérieur de son pays, pour assurer la viabilité de son indépendance. En Roumanie, les succès économiques du régime lui ont fourni ces bases. Une politique d'indépendance adoptée sous la pression populaire ou sans bases stables à l'intérieur, risquerait d'être précaire. L'exemple de la Pologne est éloquent.

En admettant qu'un gouvernement communiste d'Europe de l'Est ait la volonté et les moyens intérieurs de s'offrir une politique d'indépendance, il faudrait encore que le contexte international lui donne la chance d'appliquer cette politique.

Nous avons vu comment le conflit sino-soviétique a été utile aux dirigeants roumains. Si ce conflit se maintient à son degré actuel, ou si une rupture n'entraîne pas la mise sur pied par le Kremlin d'un contrôle politique rigide sur ses alliés, visant à bien délimiter les deux camps, il existerait alors des conditions favorables à l'indépendance des pays de l'Est. Les dirigeants de ces pays attachent en effet une importance beaucoup plus grande qu'on ne le croit généralement en Occident, aux raisons idéologiques. C'est pourquoi il est presque nécessaire que la situation dans le camp socialiste puisse donner place à des raisons idéologiques valables pour une politique d'indépendance.

C'est la même chose en ce qui concerne le contexte international général. Ainsi, la politique américaine au Vietnam nuit au développement de l'indépendance roumaine, qui, elle, est déjà établie. En effet, la veille de la conférence au sommet du Pacte de Varsovie de juillet dernier, le chef du parti communiste roumain avait laissé entendre que son pays pourrait se retirer de cette alliance militaire. Cependant, l'argument de la nécessité pour les pays socialistes de soutenir les soviètes face à l'agression américaine au Vietnam, a convaincu le leader roumain du mal à propos de son projet dont il n'a pas reparlé depuis la conférence de Bucarest.

La nature de la politique américaine et occidentale peut donc être déterminante pour l'indépendance des pays de l'Est. Mentionnons encore un exemple. La solution du problème allemand, ou tout au moins une garantie internationale donnée à la Pologne et à la Tchécoslovaquie pour le respect de leurs frontières actuelles, pourrait faire cesser la crainte obsessionnelle qu'éprouvent ces pays à l'égard de l'Allemagne, et qui rend presque indispensable à leurs yeux, la protection militaire soviétique.

Enfin, on peut se demander ce que deviendrait l'échiquier international si l'exemple roumain devait être suivi par d'autres pays d'Europe de l'Est. Ici, les spéculations peuvent être multiples. Contentons-nous de quelques mots.

Il est certain que la puissance politique, diplomatique et idéologique de l'URSS en serait largement affaiblie. Est-ce à dire que cela tournerait nécessairement à l'avantage du bloc occidental? Il n'y a là rien de sûr. Le polycentrisme multiple en effet les centres de décision politique qui peuvent devenir autant de foyers d'incendie qui risquent de s'étendre. Le conflit sino-soviétique a déjà été éloquent à cet égard. Disons enfin, que beaucoup de pays sous-développés qui jusqu'à présent se sont méfiés du communisme, par crainte de passer de la domination coloniale à la domination soviétique ou chinoise, pourraient envisager un avenir communiste sous un jour nouveau.

(1) Nous avons vu au début du premier article ce que signifiait cette distinction et ce qu'étaient les bases de l'indépendance polonaise.
(2) Je propose ce terme en tant qu'antonyme, sans égard à sa valeur explicative qui est très équivoque.

Choisissez une île ensoleillée.

(Nous vous offrons toutes les plus belles.)



Tous les tarifs aller-retour, départ de Montréal, sans supplément pour le trajet via New York.

Bermudes \$124. Des vacances inoubliables.

Porto Rico \$183*. Vous passerez des journées merveilleuses sur les plages, dans les casinos et cabarets et dans les excellents restaurants très européens.

Jamaïque \$199. L'endroit de prédilection des connaisseurs.

Nassau \$154. Très britannique et très agréable. Visitez Rock Sound, sans aucun supplément.

Saint-Thomas \$199*. Tous les sports nautiques... à un prix intéressant.

Sainte-Croix \$199. Charmante atmosphère dansante. Marchandises port franc à bas prix.

Haiti \$210. Cachet français hospitalier. Merveilleusement libre.

Antigua \$199. Auberge britannique du 18^e siècle. Soirées inoubliables.

Guadeloupe \$199. Magnifiques plages, îles, lagunes. Cachet bien français.

Martinique \$221. La reine des Antilles.

Saint-Martin \$199. Atmosphère moitié française, moitié hollandaise. L'endroit rêvé.

Barbade \$230. Typiquement anglaise et combien agréable!

Trinitad \$250. L'atmosphère rêvée pour des vacances uniques.

Curaçao \$2147. Le charme et la couleur de la Hollande.

Aruba \$2147. Atmosphère de luxe.

Aller-retour en jet, tarif d'économie de 21 jours. (Sauf indication contraire.) Nous vous offrons un plus grand choix d'îles que toute autre compagnie.

Payez maintenant ou en plusieurs mensualités, avec une carte de crédit ou selon le plan de paiements différés de Pan Am.

*En jet, tarif très économique.
*En jet, tarif d'économie de 17 jours.

Consultez une agence de voyages Pan Am ou téléphonez à Pan Am à 845-5172. Bureau de vente des billets: 1450, rue City Councilors, Montréal.

La compagnie aérienne la plus expérimentée du monde!

PREMIÈRE SUR L'ATLANTIQUE PREMIÈRE EN AMÉRIQUE DU SUD PREMIÈRE SUR LE PACIFIQUE PREMIÈRE AUTOUR DU MONDE



LA VIEILLE PORTE

PLACE VICTORIA

le restaurant des gens de goût

Réservations: Stationnement à Mario 866-3957 l'intérieur, entrée par la rue Saint-Jacques

Ouvert en semaine à partir de 11h.30 du matin. Le samedi et le dimanche, à partir de 5h. du soir.

DÈS CE SOIR POUR UNE SEMAINE SEULEMENT



BARRY SISTERS

NICK MARTIN
ET SON ORCHESTRE
LE TRIO DE JOE SETTANO

Réservations: 861-3511

A compter du 14 novembre AL MARTINO

Salle Bonaventure LE REINE ELIZABETH

Erratum

Dans le message de la Société de géographie de Québec aux institutions culturelles du Canada à l'occasion du neuvième anniversaire de la conquête de l'Angleterre par les Normands, message que Le Devoir a publié, le 29 octobre, on m'a fait commettre une bourde historique en remplaçant le mot "angle" par "anglais".

Les spécialistes de l'histoire ont pu peut-être la charité de ne pas en faire une faute de plume, cependant, d'avertir le public que mon texte original se lit ainsi: "Ils n'étaient ni anglais ni saxons les barons qui forcèrent Jean Sans Terre à signer la Grande Charte".

Paul Bouchard, président

CARREFOURS-CATECHES

* Pour les professeurs du secondaire (9e à 12e années)

* Quinze rencontres de deux heures
— 8 heures à 9 heures: cours
— 9 heures à 10 heures: laboratoire

* Le MERCREDI soir, à tous les quinze jours

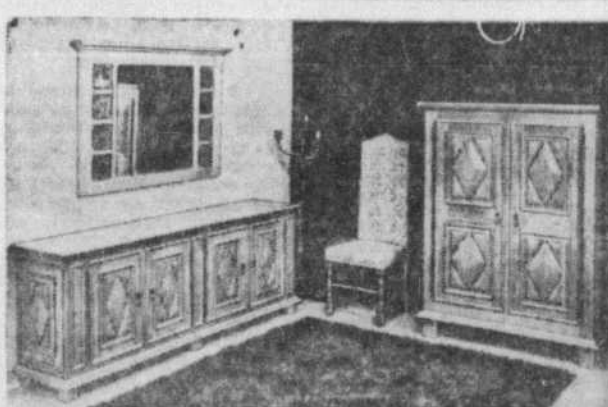
* Sens du travail: se préparer ensemble à la catéchèse des adolescents à partir des fiches "Chantiers du Père" et "Vivre"

* Inscription et première rencontre:

Mercredi, le 9 novembre à 8 heures p.m.

CENTRE DE CATECHES

2000 ouest, rue Sherbrooke.
Montréal — Tél.: 935-5481



les artisans du meuble québécois
place des artisans
5320 est. boul. Henri-Bourassa
Montréal-Nord — tél.: 323-6160

Solidité d'hier, confort d'aujourd'hui, placement de demain...

CANADA
Province de Québec
District de Montréal

COUR SUPÉRIEURE

No 721-927

LAURENT RIGOU, gardien
demeurant et domicilié dans
la cité de Lafleche, district
de Montréal,

—VS—
DONALD HYNES, demeurant
et domicilié au no 223 rue
Devonshire, ville de Prévile,
district de Montréal,

et
WILLIAM HYNES, 223 rue
Devonshire, ville de Prévile,
district de Montréal,

défendeurs.

PAR ORDRE DE LA COUR
Il est ordonné aux défendeurs, DONALD HYNES & WILLIAM HYNES, de comparaître d'ici un mois de la dernière publication. Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe de la Cour supérieure à votre intention.

Montréal le 3ème jour de novembre 1966.

ARTHUR LABELLE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BRISSETTE & ST-JACQUES
Avocats,
300, rue St-Charles,
Longueuil, P.Q.

Procureurs du demandeur.

Domicile élu:
Bernard Goyette, H.C.S.,
31, rue St-Jacques,
Suite 401, Montréal.

CANADA
Province de Québec
District de Montréal

COUR SUPÉRIEURE

No 11,889 ex parte

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHEQUES ET DE LOGEMENTS, une corporation légalement constituée, ayant son siège social dans la cité d'Ottawa, province d'Ontario, et une place d'affaires dans le district de Montréal, au 2350 Chemin Manella, en la ville de Mont-Royal, province de Québec,

—VS—
SUCCESSION DE DAME OLGA KUSHNEREWICK, autrefois résidant au 2740, rue Paul-Pau, en la ville de Montréal, province de Québec,

Demanderesse.

—VS—
SUCCESSION DE DAME OLGA KUSHNEREWICK, autrefois résidant au 2740, rue Paul-Pau, en la ville de Montréal, province de Québec,

Défenderesse.

AVIS

AVIS est donné la SUCCESSION DE DAME OLGA KUSHNEREWICK, défenderesse, selon un jugement de la Cour supérieure pour le district de Montréal, dans le dossier numéro 11,889 ex parte, en date du 3 novembre 1966, que l'avis de 60 jours tel que requis par les articles 1040A et suivants du Code Civil de la province de Québec a été déposé au Bureau du Protonotaire de Montréal.

Ledit avis de 60 jours concerne un emplacement situé en la Cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot 404-137 des Plans et Livre de Renvoi officiels de la Paroisse de Longue-Pointe. Avec une bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 2740, rue Paul-Pau. Selon cet avis si vous ne remédiez pas en dedans de 60 jours de la date de ce dernier des avis au défaut décrit dans le dit avis et haut mentionné, LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHEQUES ET DE LOGEMENTS deviendra propriétaire de la propriété immobilière décrite ci-haut.

Une copie de l'avis de 60 jours a été déposée au greffe de la Cour supérieure de Montréal à votre intention.

Montréal, le 3 novembre 1966.

PIERRE ROCH,
Protonotaire adjoint,
C.S.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

Me Rosaire Plotté,
2350, Chemin Manella,
Ville de Mont-Royal, P.Q.
Procureur de la demanderesse.

CANADA
Province de Québec
District de Montréal

COUR SUPÉRIEURE

No 722-254

DAME AMÉLIE CHEVRIER,
opératrice, épouse commune
en biens de M. Amédée Che-
vrière, tous deux résidant et
domiciliés à Ville Jacques-
Cartier, dans le district de
Montréal,

demanderesse

—VS—
MARCEL GAUDET, des cité
et district de Montréal,

défendeur.

PAR ORDRE DE LA COUR
Il est ordonné au défendeur, MARCEL GAUDET, de comparaître d'ici un mois de la dernière publication. Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe de la Cour supérieure à votre intention.

Montréal le 4ème jour de novembre 1966.

ANDRÉ NOEL,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

CANADA
Province de Québec
District de Montréal

COUR SUPÉRIEURE

No 722-254

DAME AMÉLIE CHEVRIER,
opératrice, épouse commune
en biens de M. Amédée Che-
vrière, tous deux résidant et
domiciliés à Ville Jacques-
Cartier, dans le district de
Montréal,

demanderesse

—VS—
MARCEL GAUDET, des cité
et district de Montréal,

défendeur.

PAR ORDRE DE LA COUR
Il est ordonné au défendeur, MARCEL GAUDET, de comparaître d'ici un mois de la dernière publication. Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe de la Cour supérieure à votre intention.

Montréal le 4ème jour de novembre 1966.

ANDRÉ NOEL,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
& BOISSONNEAU,
Avocats,
60, rue St-Jacques,
Suite 400,
Montréal, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

ET
C. ANTOINE,
protonotaire adjoint C.S.M.
Mes BOISSONNEAU,
&

La tâche des moralistes d'aujourd'hui L'abbé O'Neill; élaborer une doctrine qui rejoigne l'homme contemporain

QUEBEC (De notre envoyé) — La tâche qui attend les moralistes d'aujourd'hui est d'élaborer une doctrine qui rejoigne l'homme contemporain, confronté avec des problèmes nouveaux, bien concrets et spécifiques, a déclaré au congrès de l'ACFAS l'abbé Louis O'Neill, de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval.

L'abbé O'Neill, qui traitait du "malaise actuel de la morale", a dit que ce malaise "devient perceptible quand la morale véhiculée par l'enseignement ou celle que transmettent les traditions et les habitudes ne collent plus à la réalité". "Qu'il y ait un malaise actuel de la morale, c'est un constat de la vie quotidienne. Le roman, le cinéma, les médias d'information, les discussions privées et publiques le montrent bien", a d'abord noté le conférencier.

"On est témoin quotidienne, ment d'une mise en question de tel ou tel élément de la morale dite traditionnelle, mise en question souvent agressive et qui se formule souvent avec maladresse et dans la confusion, si bien qu'il n'est pas aisé d'y déceler les données principales et les aspects secondaires et marginaux."

Reprenant une explication formulée par le sociologue Fernand Dumont, l'abbé O'Neill a indiqué deux phénomènes à la source du malaise: le premier, c'est la disparition de cadres d'existence relativement simples, où l'individu trouvait facilement des points de références pour guider son comportement; le second, c'est la coupure entre la vie privée des individus, refuge des intentions morales, et la vie collective, sur laquelle les intentions morales mordent mal.

On pourrait croire, a-t-il dit ensuite en substance, que la mobilité des cadres de vie de

notre monde contemporain rend désuet tout projet de formuler une morale immuable et d'application universelle, mais le concept d'une norme universelle, dégagée par la raison à partir d'une considération de la nature humaine, a sans cesse survécu à ses détracteurs.

"Malgré toutes les attaques dont elle a été l'objet à notre époque, l'idée d'une morale naturelle et universelle tient bon et on peut dire qu'elle connaît même un regain de vie", a dit le conférencier, qui a cité des documents tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'encyclique Pacem in Terris pour illustrer la vigueur de cette résurgence.

L'abbé O'Neill a posé d'autre part que si la nature est une réalité stable, elle est d'une stabilité qui n'exclut pas l'évolution, le progrès et le changement.

Le malaise actuel de la morale, a-t-il dit encore, réclame une recherche qui combine une réévaluation attentive des grands thèmes et principes de la morale traditionnelle et un inventaire de l'impact fourni par le savoir moderne occupé à observer les phénomènes humains et sociaux qui nous entourent.

Devant le fait actuel de profondes transformations au sein de notre univers, il y a lieu de s'attendre à ce qu'on conçoive différemment certaines données de morale naturelle. Parce que les situations changent et aussi la connais-

sance que nous avons des réalités, a expliqué en substance le conférencier, qui a ajouté que les chrétiens ont comme responsabilité, au plan temporel et social, de sauvegarder et de promouvoir les valeurs naturelles, la nature étant oeuvre et image de Dieu et moyen de manifestation de son plan à l'égard de l'homme.

"L'attitude consistant à aborder les problèmes de la morale naturelle dans une perspective dynamique ne contredit aucunement ce point de vue", a dit l'abbé O'Neill.

Le professeur a indiqué trois exemples de problèmes de morale où il sera très utile de réévaluer les concepts fondamentaux dans une optique prospective: le processus de socialisation, la propriété des biens en tant que fonction sociale, et le mystère humain de la sexualité.

"Le monde, a-t-il dit en terminant, a besoin plus que jamais d'un enseignement de la morale, surtout à un moment où les traditions morales semblent perdre de leur vigueur et s'éffriter au contact des sociétés imprégnées par la technique. En dépit de l'attrait qu'exercent les forces du mal, l'homme demeure fondamentalement attiré par le bien et la vertu."

"On reconnaît sans doute mieux la valeur normative de la morale quand celle-ci apporte une réponse réelle et adéquate aux requêtes fondamentales et aux inquiétudes de l'homme contemporain".

LE DÉPUTÉ LIBÉRAL DE TAILLON:

Liberté aux délégués mais appui à Kierans et Pinard

Me Guy Leduc, député libéral de Taillon à l'Assemblée législative, a déclaré vendredi soir au cours d'une assemblée de l'Association libérale de son comté, à Saint-Hubert, qu'il accordait toute liberté aux délégués de sa circonscription de voter comme ils l'entendent au congrès de la Fédération libérale, mais qu'il appuierait, quant à lui, M. Eric Kierans à la présidence, M. Bernard Pinard au poste de secrétaire, et M. Jean Morin au poste de trésorier.

Dans son allocution et en réponse aux questions des militants, M. Leduc a d'autre part souligné qu'il appuie la création d'un comité directeur assurant la collégialité au sein du parti de même que l'établissement d'un comité des finances du parti. Mais il ne croit pas que ce comité doive nécessairement tout révéler sur l'état de la caisse au comité directeur. Quel qu'il en soit, M.

Leduc entend se rallier à la décision du congrès et souhaite que le lavage du linge sale cesse de se faire sur la place publique.

La Fédération libérale, a poursuivi le député de Taillon, "doit devenir un instrument de dialogue entre les militants", non seulement entre militants et parlementaires, mais aussi entre militants, parlementaires et corps intermédiaires.

M. Leduc suggère que la fédération lance "l'opération dialogue" afin d'inviter "tous les corps intermédiaires à présenter un mémoire sur des sujets qui les intéressent: ainsi nous pourrions présenter à la population un programme politique qui soit orienté vers ses besoins". A cet égard, le député de Taillon espère pouvoir annoncer la création d'une opération "dialogue" pilote dans son comté prochainement.

Le politologue Lemieux: les promesses et les programmes des partis influencent plus les électeurs que les "facteurs locaux"

De notre envoyé spécial, Gilles GARIÉPY

QUEBEC — Selon le professeur Vincent Lemieux, du département de science politique de l'Université Laval, l'appréciation que font les électeurs des réalisations et des promesses des partis politiques paraît un facteur plus dominant pour expliquer la fluctuation du vote par circonscription, de 1935 à 1966, que les facteurs locaux tenant à l'économie, à la personnalité des candidats ou aux traditions partisanes.

Le professeur Lemieux a livré devant l'ACFAS les résultats d'une analyse dite "hiérarchique" du vote par circonscriptions provinciales au Québec depuis 1935 et c'est la conclusion principale qui s'en dégage.

Les résultats du vote par circonscription depuis 1936 révèlent — à première vue — des phénomènes manifestes, a d'abord souligné M. Lemieux: L'emprise de certains candi-

dats sur leur circonscription, la force des traditions partisanes, le fondement socio-économique différent (qui va en s'accroissant) du vote aux deux grands partis, ou encore la fidélité de certaines circonscriptions à élire un candidat "du bon côté".

Toutefois, ces facteurs ne peuvent rendre compte à eux seuls de l'évolution du vote par circonscription depuis 1936, a dit M. Lemieux. On ne peut expliquer, par exemple, le phénomène des circonscriptions qui ont toujours élu un député du parti victorieux que si l'on pose, a-t-il fait valoir, qu'au-dessus des conditions socio-économiques du vote, des identifications traditionnelles à un parti et de l'emprise de certaines personnalités, "il y a une telle chose que l'évaluation par les électeurs de ce qu'ont fait n'ont pas fait les partis, et de ce qu'ils proposent de faire, qui

détermine le vote à une élection donnée."

Telle est l'hypothèse qu'a fait et vérifiée le politiste américain V.O. Key, et que M. Lemieux a reprise et vérifiée à son tour en analysant les résultats électoraux depuis 1935.

Le politologue québécois étaye sa démonstration d'un tableau et d'une vingtaine de pages d'observations sur les principaux phénomènes se dégageant des résultats par comté. Il a "hiérarchisé" les circonscriptions selon leur allégeance ou leur changement d'allégeance politiques depuis 1935.

Au terme de son examen, il note que les comportements inconstants de comtés avec la conjoncture particulière de chaque élection sont étonnamment peu nombreux. Parmi nos 94 circonscriptions, il n'y en a que 7 en moyenne, à chaque élection, a-t-il souligné, qui n'évoluent pas selon la

conjoncture particulière de cette élection provinciale parmi les autres élections provinciales.

On ne peut expliquer autrement que la conjoncture politique et l'évaluation qu'en font les électeurs l'ampleur des variations dans les résultats électoraux de 1936 à 1939, de 1944 à 1948, ou encore de 1956 à 1960, soutient-il. Ni les traditions partisanes, qui sont plutôt stables dans le temps, par définition, ni le renouvellement du personnel politique, ni l'évolution des conditions socio-économiques (qui n'est pas plus grande dans ces intervalles que de 1952 à 1956 ou de 1962 à 1966), peuvent expliquer d'elles-mêmes l'ampleur de ces variations.

M. Lemieux est d'avis que l'analyse hiérarchique et l'échelle qu'elle permet de construire pourront avoir une utilité pratique pour les partis politiques, en indiquant les circonscriptions critiques où les

résultats, lors d'une élection serrée, peuvent décider du gouvernement ou de l'opposition.

Au début de son exposé, M. Lemieux a révélé des chiffres qui seront publiés dans une autre étude à paraître bientôt, et qui concernent la polarisation sur le plan socio-économique des clientèles libérales et unionistes. Cette polarisation est devenue de plus en plus nette, surtout à partir de 1962:

— En 1962, le parti libéral a remporté 37 des 45 circonscriptions où les urbains formaient plus de 60 pour cent de la population; encore en 1966, il remportait 26 des 39 circonscriptions où les urbains constituaient plus de 80 p.c. de l'ensemble.

— A l'opposé, l'Union nationale a triomphé en 1966 dans 19 des 25 circonscriptions où le revenu moyen des salariés ruraux n'excédait pas \$2.000 au moment du recensement de 1961.



Le soleil et Air Canada vont à Miami tous les jours

\$164*

Tarif "Excursion 21 jours", classe économique, aller-retour
(En vigueur du 16 décembre 1966 au 14 avril 1967)

Pour la première fois cet hiver vous pouvez aller jusqu'à Miami par Air Canada. Il y a maintenant un départ de Montréal via Tampa tous les jours. Pourquoi ne pas passer de merveilleuses vacances à Miami, loin de la neige et du froid? Laissez-vous tenter par le soleil, c'est le meilleur compagnon de vacances! Réservez bientôt votre fauteuil vers le soleil sur l'un des vols quotidiens d'Air Canada à destination de Miami via Tampa.

Tampa/St-Petersburg — Cet hiver, Air Canada vous emmènera sans escale vers des vacances de rêve sur la côte ouest de la Floride. Là-bas, vous pourrez nager, prendre des bains de soleil et naviguer sur les eaux émeraude du golfe du Mexique. Vous pourrez aussi vous promener ou mieux encore lézarder sur les magnifiques plages de sable fin. Cette région recèle une multitude d'attractions touristiques telles que: Sunken Garden... Cypress Gardens... Circus Hall of Fame... Weeki Wachee Spring... et bien d'autres encore!
Tarif économique aller-retour \$152.

Si l'envie de voyager vous gagne, passez voir votre agent de voyages, il vous donnera des brochures et d'excellents renseignements sur la Floride et sur les heures des vols quotidiens d'Air Canada qui vous conviendront le mieux. Demandez-lui de vous mettre au courant des différents voyages "tout compris" qui vous sont offerts. Si vous jouez au golf, renseignez-vous sur les voyages de golf d'Air Canada. Air Canada a des tarifs réduits pour les familles et un plan "voyagez maintenant — payez plus tard" qui vous conviendront.

*Tarifs économiques hors saison valables jusqu'au 15 décembre.

Faites vos réservations le plus tôt possible auprès de votre agent de voyages ou appelez-nous à 937-5771.

AIR CANADA

Bureau de vente des billets d'Air Canada, Place Ville-Marie et 7116, rue Saint-Hubert

AU BON ACCUEIL DES VOYAGEURS DEPUIS 1930

LE PASSEPORT PARFAIT POUR
LE PLAISIR DE VOYAGER

Prenez rendez-vous
pour rencontrer la personne
la plus renseignée sur le voyage
que vous projetez

VOYAGES
TRAVELAIDE

OUVERT LE SOIR JUSQU'À 9 HRES
ET LE SAMEDI JUSQU'À 4 HRES

Services gratuits

LTEE UN SEUL BUREAU A MONTREAL

1010 OUEST, STE-CATHERINE, MONTREAL 2 — UN. 1-7272

DÉCÈS

ST-PIERRE, Chénia. — Après une longue maladie, au pavillon Le Royer, le 6 novembre 1966, est décédé Marcel-Reginald Chénia Lévesque, épouse d'Hubert St-Pierre (président de la compagnie J.B. Rolland & fils). Elle laisse dans le deuil deux fils, Maurice, Jacques, quatre filles, Mme Réginald Milot (Suzanne), Mme Dr Georges Garneau (Jacqueline), Mme Dr Henri-Paul Lévesque (Thérèse), Mme Fred Garneau (Jeannine), et vingt-quatre petits-enfants. Ainsi un frère, Charles-Edouard Lévesque, et une sœur, Mlle Laura Lévesque. Les funérailles auront lieu le mercredi 9 novembre. Le convoi funéraire partira des salons J.B. Deslauriers Ltée, 2656, chemin de la Côte-des-Neiges, à 8 h.45 pour se rendre à l'église St-Germain d'Outremont où le service sera célébré à 9 heures. En de la au cimetière de la Côte-des-Neiges, lieu de sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

Une autre adepte de

Peter Jackson

**GAGNE
\$1000**



Mme Mary Bergeron, 195, boul. St-Gérard, Ville Bélaire, P.Q., reçoit de M. P. H. Paquet, représentant de Peter Jackson, le prix Peter Jackson de \$1,000 en argent. Des certificats de \$1,000 sont insérés dans des paquets de cigarettes Peter Jackson. Achetez-en aujourd'hui. Vous aussi vous pouvez gagner \$1,000.

pour plaire à ceux qui ont du flair! **Peter Jackson**
KING SIZE

La CMA s'oppose au rapport Freedman: L'union des mouleurs explique l'écart des salaires Québec-Ontario

Les changements technologiques ne regardent pas les syndicats

TORONTO — Les syndicats ne devraient pas avoir leur mot à dire dans l'introduction de changements technologiques, a déclaré le vice-président exécutif de la Canadian Manufacturers' Association, M. Jack Whitelaw. Il a dit que les manufacturiers devraient s'inquiéter sérieusement si le gouvernement propose une loi pour permettre aux syndicats d'avoir leur mot à dire sur la question.

C'est la première réponse publique de la CMA au rapport Freedman publié l'an dernier, qui insistait sur la participation des travailleurs au processus d'automatisation. M. Whitelaw a dit que la législation que propose le rapport aurait pour effet de donner aux syndicats un droit de veto sur les décisions patronales visant à accroître l'efficacité de l'entreprise. "Je ne crois pas qu'il soit convenable que la direction soit obligée de négocier le droit de produire avec plus d'efficacité", a-t-il dit.

L'enquête du juge Samuel Freedman, a été effectuée à la suite d'une dispute entre le CN et les syndicats de che-

minots. Le rapport recommandait que les syndicats puissent négocier tout changement technologique qui peut avoir des répercussions sur l'emploi. Plus précisément il recommandait que les changements technologiques qui ont pour effet retardés jusqu'aux prochaines négociations, ou puissent faire l'objet d'une grève pendant la durée d'une convention.

Quand le rapport a été publié, le Congrès du travail du Canada a demandé avec insistance que ses recommandations

soient incluses dans une nouvelle loi qui servirait de guide pour l'automatisation.

M. Whitelaw a dit que les manufacturiers ont conscience de la nécessité de réduire les inconvénients des changements technologiques, et qu'ils le manifestent de bien des façons: programmes de réentraînement, indemnités de mise à pied, etc. Mais il a ajouté que les manufacturiers s'inquiètent si on voulait par une loi "conditionner les changements technologiques à la concurrence syndicale".

L'Union internationale des mouleurs, (CTC), qui risque pour une seconde fois de se faire raffer des membres à Trois-Rivières, a décidé de sortir du silence pour défendre son action passée dans le Québec, en évoquant la faiblesse générale des salaires dans cette province.

Dans un communiqué émis en fin de semaine, le président international de l'union, M. William Lazzarini, explique longuement que si son union n'a pas obtenu pour ses membres québécois les mêmes taux de salaire qu'en Ontario, on ne saurait faire porter tout le blâme aux méthodes de négociations des mouleurs.

Lorsqu'on lit le deuxième rapport annuel du Conseil économique du Canada, dit-il, on constate qu'il existe depuis

1926 une égalité constante dans le revenu personnel moyen entre les provinces de Québec et de l'Ontario. Le Québec a toujours été voisin de la normale (i.e. de la moyenne nationale) alors que l'Ontario était environ un tiers plus élevé que le Québec.

L'an dernier les Métallos, également affiliés au CTC, ont délogé les mouleurs à la Canadian Iron Foundries de Trois-Rivières. A l'époque les Métallos avaient été pénalisés par le CTC pour avoir fait du maraudage chez les membres d'une autre union affiliée.

Mais depuis le congrès du CTC a adopté une nouvelle procédure en vertu de laquelle le "maraudage" est permis à un arbitre impartial l'estime justifié. Ainsi cette année, c'est avec l'accord du CTC que

les Métallos tentent de recruter les employés de la production à Reynolds Aluminium de Trois-Rivières, représentés par les mouleurs. La CSN fait également une campagne à Reynolds, où elle représente déjà les employés de bureau.

Parmi les raisons invoquées par l'arbitre impartial, Me Carl Goldenberg, pour donner feu vert aux Métallos, il y avait que les mouleurs ont un représentant de langue française à Trois-Rivières seulement depuis 18 mois et qu'ils obtenaient pour leurs membres des salaires inférieurs à ceux qui se donnaient en Ontario pour les mêmes emplois.

Dans son communiqué, M. Lazzarini dit que les employés de Reynolds ont un délégué de langue française depuis 15

ans et qu'un nouveau délégué a été désigné en mai 1965. Quant aux différences de taux de salaire entre la Reynolds et des entreprises comparables en Ontario, M. Lazzarini dit qu'assurément Goldenberg, les Métallurgistes Unis d'Amérique et le CTC n'ont pas la naïveté de croire qu'il n'y a pas de différences régionales dans les taux de salaires. Ils ne croient certainement pas que les différences dans les taux de salaires ne dépendent que des négociations collectives.

M. Lazzarini rappelle qu'à l'occasion du dernier congrès canadien des Métallos, il a été dit que l'écart de salaire moyen dans l'industrie primaire du fer et de l'acier l'écart moyen entre les salaires américains et les salaires

canadiens est de 19 p.c., tandis qu'il est de 17 pour cent seulement entre les États-Unis et l'Ontario. Il cite d'autre part le Financial Times selon qui, en octobre 1966, la moyenne de salaire horaire pour les ouvriers d'usine était de \$2.27 en Ontario alors qu'il était de \$1.92 au Québec.

"Que signifie tout cela lorsqu'il s'agit de négocier? demande M. Lazzarini. Cela signifie qu'il est beaucoup plus facile de négocier une augmentation portant le salaire moyen d'un ouvrier d'usine à \$2.50 à partir d'un salaire moyen de \$2.27 qu'à partir d'un salaire moyen de \$1.92. Ceci ne nous empêche pas de faire de notre mieux pour représenter nos membres et négocier pour eux les salaires les plus élevés possible."

la vie syndicale

Jodoin hospitalisé

OTTAWA. — Le président du Conseil du travail du Canada, M. Claude Jodoin a été hospitalisé à cause de sa pression sanguine, a-t-on annoncé à Ottawa. Un porte-parole du CTC a dit que M. Jodoin souffrait d'épuisement. Il est sous observation.

Entente à Atlantic Sugar Refineries

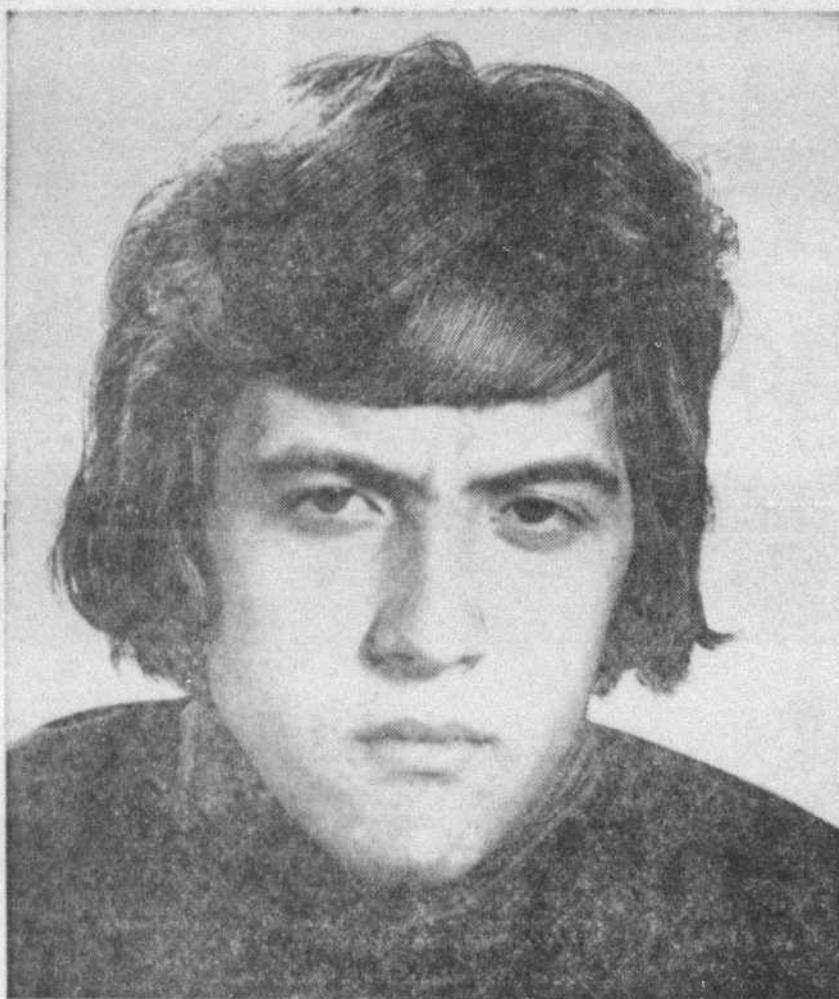
Le syndicat international des travailleurs en boulangerie et en confiserie d'Amérique vient de conclure une convention collective avec "Atlantic Sugar Refineries Co. Ltd." Les principaux termes de l'entente prévoient une augmentation de salaire horaire générale de \$0.25 à compter de la signature du contrat et une autre de \$0.20 à compter du 1er octobre 1967, la garantie d'une journée de travail de huit heures et d'une semaine de 40 heures, le régime du volontariat pour le surtemps, rétribution à temps double et demi pour le travail dominical, etc. Le communiqué émis par l'agent d'affaires du syndicat, M. Germain Brosseau, précise que les syndicats ont obtenu "d'autres avantages d'ordre mineur, tel que convention bilingue, etc."

D'UN OCEAN A L'AUTRE

M. Marchand refuse l'asile à un immigrant clandestin

TORONTO — Un marin yougoslave de 26 ans, Martin Bilic, qui a déserté son bateau le 28 juillet à Sorel, ne pourra demeurer au Canada. Son avocat, M. Arthur Maloney, a révélé que le ministre de la main-d'œuvre et de l'immigration, M. Jean Marchand, a refusé sa demande de rester au pays comme réfugié politique. Après avoir quitté son bateau, le marin s'est finalement présenté à un bureau de l'immigration à Toronto. Au cours d'une enquête le 17 août, il a révélé que son père avait été tué pendant la guerre parce qu'il était opposé au communisme, et que lui-même était incapable de trouver du travail à cause de sa réputation d'anti-communiste. Le tribunal d'appel de l'immigration ayant confirmé le refus de la première instance, Bilic s'adresse directement au ministre Jean Marchand qui a le pouvoir d'autoriser le séjour d'un immigrant. Dans sa lettre de refus, ce dernier déclare: "Le problème de la désertion des bateaux est très grave au Canada, et la seule façon de diminuer ces entrées illégales au pays est d'appliquer la loi rigoureusement. Je ne crois pas que M. Bilic sera persécuté dans son pays, bien qu'il puisse être l'objet de poursuites pour avoir brisé son contrat avec son employeur."

Avis n'est pas dans le vent



Nono? Non... gogo.

En fait, au point de vue de la courtoisie, nous sommes presque croulants. Nous pensons en effet que: "bonjour, bienvenu, merci, volontiers, avec plaisir" ont toujours cours. Et valent mieux que: "hein, quoi, j'sais pas, impossible" et le reste.

Pour tout dire, nous pensons même qu'on ne doit jamais confier une voiture

à un client avant d'être certain qu'elle est en parfaite condition.

C'est comme ça, quand on n'a pas été gâté par le succès. Faut se donner plus de peine pour satisfaire ses clients.

Venez donc chez Avis. Louez une Pontiac Parisienne dernier modèle.

Notre accueil est un peu vieux jeu: nous traitons tous nos clients aux petits oignons.

Mais dépêchez-vous avant que nous devenions de grosses légumes...



BRUNET
DE
COTE-DES-NEIGES
EST LE NOM
QUI DOMINE DANS
LA CREATION DES
MONUMENTS

AUCUN AGENT

ECONOMISEZ LA COMMISSION
AVANT D'ACHETER
CONSULTEZ LA PLUS VIEILLE
MAISON DU QUÉBEC
Inscription
Réparations et Nettoyages

J. BRUNET Liée

Angle Decelles et Reine-Marie

Fondée en 1877

Il y a des choses étonnantes, décidément, dans cette Exposition universelle et internationale, première du nom et de catégorie en Amérique du Nord. Ainsi, le n'arriverai jamais à admettre qu'un secteur agricole ait eu besoin de compter sur les commanditaires privés pour prendre forme. Certes, les gouvernements ont finalement décidé qu'ils paieraient la note si l'on ne trouvait pas les fonds nécessaires à l'installation de cet immense secteur. Mais ces mêmes gouvernements ont tout de même forcé les responsables à baisser d'un million leurs ambitions. C'est donc de \$3.500.000 (jusqu'ici \$2.000.000 ont été fournis par des entreprises privées) que disposent les designers pour mettre en lumière (dans un important pays producteur de denrées vivrières, ne l'oublions pas) les solutions envisagées par l'homme des temps modernes pour nourrir ses semblables de plus en plus nombreux.

Au secteur agricole du reste, il y aura un curieux appareil d'où des petites silhouettes sortiront pour illustrer le rythme étonnant de l'augmentation de la population mondiale. Un chiffre, à lui seul, est frappant: entre le début et la fin de l'Expo (183 jours) la population mondiale aura augmenté de 32 millions d'habitants. Trente-deux millions, c'est plus de monde que n'en attend l'Expo!

De l'illustration de ce souci de l'homme de mieux nourrir la race humaine, on a souvent parlé. S'il est à nouveau question aujourd'hui du secteur agricole (mal nommé "pavillon" alors qu'il en comportera sept ou huit) c'est que le ministre québécois de l'Agriculture a fait hier une visite à l'Expo. Et cette visite, il l'a faite en compagnie d'un grand nombre de hauts fonctionnaires, de représentants régionaux de son ministère.

Les dirigeants de l'Expo, et le ministre, ont insisté, auprès des agronomes, des vétérinaires, de tous ces "leaders" du monde agricole, sur l'intérêt qu'il y a pour notre agriculture dans l'Expo.

... les deux mamelles de Nouvelle-France

Car il ne s'agit pas seulement, pour les visiteurs du secteur agricole de voir les démonstrations de machinerie moderne, de voir des illustrations plus ou moins impressionnantes sur les sols, de voir pondre des poules ou se faire traire une vache. Pour beaucoup de visiteurs spécialisés, non seulement dans la production mais aussi dans la mise en marché, dans la consommation, il y aura intérêt à voir l'agriculture en dehors de l'Expo. C'est dans cet esprit qu'on parle, au ministère, de mettre à la disposition du secteur agricole de jeunes stagiaires qui pourraient guider certains visiteurs vers les entreprises québécoises les plus représentatives.

M. Clément Vincent, ministre de l'Agriculture, croit que l'occasion est belle pour les producteurs québécois de trouver de nouveaux clients pour leurs produits exportables. Il a parlé du bétail de race, du sirop d'érable, du fromage, de la pomme, du bleu.

Cela est vrai, certainement, mais il reste à espérer, comme nous le disions récemment à propos du Bureau d'expansion économique, qu'on donne aux propagandistes du secteur agricole les moyens d'attirer une foule de visiteurs à la fois spécialisés et "nouveaux", venant d'ailleurs que de nos marchés traditionnels.

C'est en quoi ces renseignements, extraits d'un communiqué du secteur agricole, sont fort importants: "Le Canada fournira 45 p.c. des visiteurs, les États-Unis 50 p.c., le reste du monde



5 p.c. Toutefois, les effectifs de ce troisième groupe seront d'une plus grande importance qu'on ne le croirait dès l'abord, puisqu'ils comprendront, en majorité, des chefs de file du monde des affaires et de l'administration publique, des savants, etc." Pourvu que cette constatation se traduise par des efforts bien orientés. Car, puisqu'il est question de produits du Québec, il est en effet moins utile d'asseoir de vendre du sirop d'érable en Nouvelle-Angleterre où il s'en produit, que de faire connaître cette excellente denrée à un importateur hollandais, à un chocolatier suisse.

Quand un gendarme rit... jaune

C'est très drôle, cette réflexion d'un membre du comité interministériel et interpolice sur la circulation. Ce monsieur disait que la solution aux problèmes de stationnement auxquels on peut s'attendre pour l'an prochain, serait peut-être... le cheval (non vapeur, évidemment).

Ce comité, qui a été mis sur pied au moins un an trop tard, aux dires mêmes de l'un de ses membres, confie désormais aux journalistes montrealais qu'il ignore encore comment la région pourra absorber le nombre inhabituel de véhicules attendus certains jours.

Il est évident qu'à l'heure qu'il est, il n'est plus possible d'apporter des solutions sérieuses. Il est rigoureusement trop tard. Il aurait fallu s'y prendre plus tôt (l'a-t-on assez dit) et faire appel à de véritables spécialistes. Je sais que la proposition a été faite (en vain), en haut lieu, de louer les services d'un expert allemand, M. Karl Saupe, qui a entièrement réorganisé la circulation dans la ville de Hanovre lui permettant d'absorber en 10 jours de foire annuelle, 3.000.000 de visiteurs.

Lui y connaît ça! C'est peut-être pour ça qu'on n'en a pas voulu!

Bien qu'on le nomme le "pavillon" de l'agriculture, c'est plutôt un vaste terrain, un secteur qui ne comportera pas moins de sept ou huit constructions distinctes. De plus, des terrains de démonstration en plein air permettront de voir à l'oeuvre la machinerie agricole la plus moderne et, dans l'axe ensoleillé, (le cercle au centre) on pourra voir la nature elle-même à l'oeuvre. Le secteur agricole est situé tout à côté du pavillon soviétique, dont on aperçoit la toiture, à gauche de la photo. Il est entouré, sur trois côtés, par le minirail d'où le visiteur aura une vue plongeante pleine d'intérêt. La visite du secteur agricole intéressera particulièrement les enfants, car ils pourront y voir une ferme miniature avec des animaux, en chair et en os. Mais le secteur sera aussi de nature à intéresser les spécialistes. De la vulgarisation à la présentation technique avancée, ce sera un secteur dans le meilleur style des expositions universelles.

LE NOUVEAU JUGE FABIEN DE LA COUR DES SESSIONS:

"Le rôle de la justice n'est pas essentiellement de punir"

"On parle davantage chaque jour du grave problème de la réhabilitation. On cherche encore les moyens d'aider le plus efficacement les ex-détenus à retrouver le droit chemin. S'est-on suffisamment interrogé à savoir si les magistrats ne sont pas eux-mêmes les meilleurs instruments de réhabilitation? Tout en sauvegardant les droits de la société à la paix et à la sécurité, je crois qu'une justice plus humaine que punitive contribuerait largement à améliorer la situation".

C'est ce qu'a déclaré samedi, à peine assermenté par le juge en chef Edouard Archambault, le nouveau juge de la Cour des sessions, André Fabien.

"Il y a évidemment des cas 'impossibles', a ajouté le juge Fabien, des cas où le juge n'a pas d'autre alternative que de châtier sévèrement. Mais les cas 'possibles' — et je crois qu'ils sont en très grande majorité — que n'en faisons-nous pas nous-mêmes des cas de réhabilitation? On m'accusera peut-être de pêcher par excès d'optimisme. Pourtant, je maintiens que la réhabilitation doit commencer au tribunal, quand elle semble possible et que le 'cas' s'y prête".

Selon le juge Fabien, la société n'attend pas et n'exige pas de la justice qu'elle agisse toujours selon la lettre de la loi. "Si tel était le cas, il nous faudrait autant de prisons que de collèges pour recevoir tous les hors-la-loi, a ajouté le nouveau magistrat. J'imagine, a-t-il poursuivi, que la société at-

tend de la justice qu'elle sache, avec sagesse, faire le bilan moral de l'individu traduit devant elle, et sache déterminer très sérieusement ses chances réelles de réhabilitation. S'il y a chez un tel individu une chance 'raisonnable' qu'il puisse redresser sa conduite, c'est alors le devoir des responsables, à mon sens, de la lui laisser, conditionnellement".

Le juge Fabien a déclaré que le rôle de la justice n'est pas essentiellement de punir, à moins qu'elle n'ait aucune autre alternative. "La grande justice, a-t-il dit, est celle qui s'efforce de comprendre l'individu accusé et trouve coupable d'un délit et l'aider, à moins qu'il n'y ait plus vraiment aucun espoir de réhabilitation. La justice ne devrait jamais plus être un monstre électronique, une espèce de robot IBM qui condamne à la chaîne. Elle doit être humaine et positive, dans le meilleur des intérêts de la société".

Auparavant, le juge Fabien s'était interrogé sur le fait que la justice "ne jouit pas de la déférence indispensable à son caractère de respectabilité".

"A tort ou à raison, on hait la justice, a-t-il dit. On me rétorquera que le jugement du peuple est toujours dur, insuffisamment nuancé et implacablement 'contre' toute autorité. C'est vrai, et pourtant, je ne suis pas prêt à dire que le peuple fait erreur sur toute la ligne".

Après avoir reconnu qu'il n'avait pu déceler le motif d'un tel état de chose, le magistrat a souhaité ardemment que des efforts soient bientôt consentis par tous "pour que cette justice que je vais maintenant servir le plus honnêtement possible et le plus sagement possible, soit revalorisée aux yeux de ceux qui nous ont mandatés pour l'appliquer, la servir".

Grève possible des enseignants dans la province

QUEBEC — "Nous demandons au gouvernement de revenir aux règles du jeu qu'il a établies, de redonner aux commissions scolaires régionales la juridiction de leur territoire afin qu'elles ne soient pas des marionnettes", a déclaré vendredi soir M. Raymond LaLiberté, président de la Corporation des instituteurs du Québec (CIC) en laissant planer la possibilité d'une grève au niveau provincial.

"Nous ne lui demandons pas des augmentations de salaires, présentement, a-t-il souligné, mais nous lui demandons de revenir à une saine administration en matière de subventions aux commissions scolaires".

"Planification, consultation et existence réelle des commissions scolaires, voilà ce que nous demandons pour l'instant au gouvernement", a conclu le président de la CIC.

en devenir

BAS-ST-LAURENT / GASPÉSIE

Les syndiqués étudient le plan de développement du BAEQ

RIMOUSKI — Les syndiqués de la région du Bas-St-Laurent-Gaspésie veulent approfondir le plan de développement préparé par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec. Le directeur régional de la CSN, M. F.-X. Légaré, vient d'annoncer en effet que pas moins de 25 syndicalistes participeront cette semaine à des journées d'étude intensive sur le sujet. Les participants viennent de tous les coins de la région-pilote, de Ste-Anne-de-la-Pocatière à Gaspé.

D'autre part, M. Guy D'Anjou, président du comité de liaison de l'Est du Québec (organisme qui a succédé au BAEQ), a qualifié de "petite révolution" les prises de position exprimées par le ministre de l'Agriculture du Québec, M. Clément Vincent, lors du récent congrès des conseils économiques de la région tenu à Rivière-du-Loup.

M. Vincent avait alors déclaré que le gouvernement provincial avait décidé de passer d'ici quelques mois à l'exécution du plan de développement du BAEQ. Il avait annoncé une première liste de projets dont la réalisation sera prévue au budget de 1967 (une somme de \$8 millions) et avait laissé entendre qu'une deuxième liste s'y ajoutera d'ici quelques semaines. Surtout, il avait dit que le gouvernement confiera à un haut fonctionnaire responsable au cabinet la coordination de l'exécution de ces projets.

Dans un communiqué, M. D'Anjou souligne que le gouvernement a aussi à la même occasion marqué son accord avec tous les grands objectifs du plan, sauf dans le domaine du développement industriel. Le président du comité de liaison croit que les désaccords qui existent dans la région-pilote à ce sujet expliquent peut-être cette abstention mais il s'est dit assuré qu'une fois le dialogue relancé là-dessus le gouvernement irait également de l'avant dans ce domaine.

Les principaux efforts des gens du comité de liaison, ces semaines-ci, consistent à convaincre les habitants du comté de Kamouraska à adhérer à la région-pilote. On sait que le travail du BAEQ n'a porté que

sur les neuf comtés provinciaux suivants: Rivière-du-Loup, Rimouski, Temiscouata, Matane, Matapédia, Bonaventure, Gaspé-Sud, Gaspé-Nord et l'Île-de-la-Madeleine. Il serait logique que le comté de Kamouraska qui se trouve dans la zone d'influence de la ville de Rivière-du-Loup s'y rattache.

Lors d'une récente réunion tenue à Saint-Pascal l'assistance a émis le vœu qu'un comité interministériel soit formé immédiatement pour ajuster les études, les programmes, les projets et les recommandations du plan au comté de Kamouraska. Les participants voulaient aussi qu'un immense effort d'animation sociale soit entrepris dans le comté.

Au cours de la même réunion, le préfet du comté, M. Léo Gendron, est allé beaucoup plus loin en souhaitant que tout le territoire couvert par le conseil actuel d'aménagement et d'expansion de la rive sud (comtés de Kamouraska, l'Islet et Montmagny) soit intégré à la région-pilote.

De toutes façons, il n'appartient pas au comité de liaison de prendre des décisions mais aux conseils économiques régionaux concernés et au gouvernement provincial. L'annexion de l'Islet et Montmagny à la région du Bas-St-Laurent-Gaspésie ne sera certainement pas bien vue, souligne-t-on, par l'administration provinciale qui par son projet de carte administrative veut rattacher ces deux comtés à la région de Québec. Il en va tout autrement de Kamouraska.

Les Métallos réfutent les accusations de l'INCO

TORONTO — Le Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique a déclaré que l'International Nickel Co. of Canada n'avait pas raison de prétendre que c'est la récente convention collective qu'elle vient de signer avec les métallos qui l'a forcée à augmenter le prix du nickel. En annonçant l'augmentation de prix mardi le président de l'INCO, M. Henry S. Wingate, avait déclaré que la nouvelle convention collective augmenterait de \$0.25 l'heure les coûts de production de la compagnie au poste des salaires versé juillet 1968. L'augmentation annoncée du nickel est de 7 1/2 cents la livre. Le directeur de district des Métallos, M. Larry Sefton a déclaré que c'est le ministre du commerce lui-même, M. Winters, qui a émis la même au début de la semaine en admettant aux Communiqués de l'INCO et le gouvernement avaient discuté depuis plusieurs mois de l'augmentation de prix et que celle-ci avait été décidée quelque temps avant la signature du nouveau contrat à Sudbury et Port Colborne. Il a rappelé que les profits de l'INCO avaient atteint le montant record de \$143.000.000 en 1965. Les métallos ont augmenté leur productivité de plus de 56% de 1957 à 1965 et pendant cette période le salaire moyen horaire n'a augmenté que de 29,3%. Quant aux profits des sociétés minières ils ont augmenté de 87%, au pays au cours de la même période soit de \$322.000.000 à \$602.000.000.

Si vous pensez condition physique, santé, et circulation du sang,

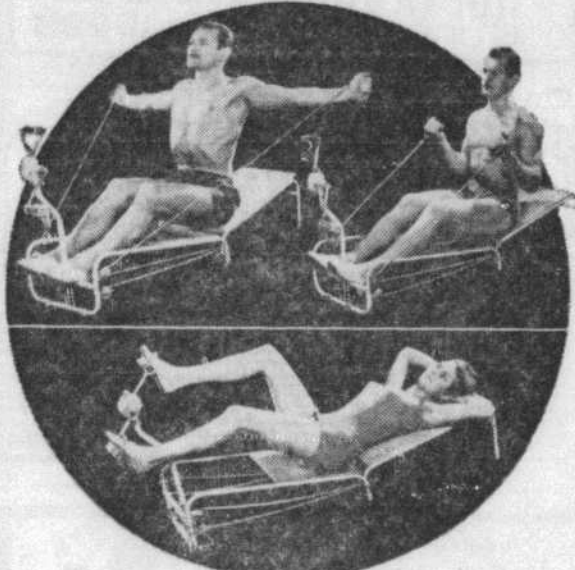
Vous ferez confiance à l'inventeur de la position décline

Adams-TRAINER

le champion du monde des appareils de culture physique chez soi

Au prix maintenu de **\$150** Pédaler garanti à vie

"EVITEZ LES IMITATIONS"



Pour obtenir la luxueuse brochure, retournez ce bon à: UNIVERSPORT INC., 1335, boul. Ste-Foy, Cité Jacques-Cartier — Tél.: 679-1500.

NOM et PRENOM
ADRESSE
VILLE TEL.

Appareils en démonstration et en vente:

A MONTREAL:
DAN MURRAY, 320 est. rue Craig, Montréal — Tél.: 861-7258
CHEVRIER & FILS, 170, rue St-Jacques, Ville St-Pierre
DUPUIS FRERES, 865 est. rue Ste-Catherine, Montréal
GAGNON SPORT, 7125, rue St-Hubert, Montréal — Tél.: CR. 3-1378
PASCAL HARDWARE, boul. Taschereau, Greenfield Park
JACQUES VANASSE, 518 est. Henri-Bourassa, Montréal
A TRAVERS LE CANADA:
St-Hyacinthe: DENYS DEJORDY, 429 Mondor — Tél.: 713-0544
Drummondville: BERGERON SPORT, 452 St-Aurice — Tél.: 472-2211
Ottawa: PALAIS DES SPORTS, 36, rue de l'Église
NAP. COTE SPORT, 871 est. St-Joseph — Tél.: 529-8187
Victoriaville: PATRY & THÉRIEN, 181 est. Notre-Dame — Tél.: 752-2311
Granby: HEROUX SPORTS, 428 rue Principale
Joliette: GOULET SPORTS, 348, rue Montreuil — Tél.: 752-7504
Béllevue: BEAUDRY SPORT, rue St-Antoine
Sherbrooke: CODERE SPORT, 30 Wellington
Valleyfield: BESNER, 18 Nicholson — Tél.: 861-3182
Chicoutimi: MARCHAND ET FRERES, 67, rue Racine
Rimouski: NORDET SPORT, 260, rue St-Germain
SPORT ACUT INC., 45 Calhoun
Rouvy: VACHON CAMPING, 33 est. Perreault — Tél.: 762-3647
Beausé: PÉRONNERIE BLAIS INC., 15 Laval, Lac Mégantic — 883-0706
St-Jean: MARTIN SPORT, 67 St-Jacques — Tél.: 346-6565
Trois-Rivières: P.A. GOUIN, 71 boul. des Forges
MÉNARD SPORTS, 450, boul. Royal

MAINTENANT AU QUÉBEC

Educalec inc.

manufacturiers et agents distributeurs d'appareils

AUDIO-VISUELS D'ENSEIGNEMENT

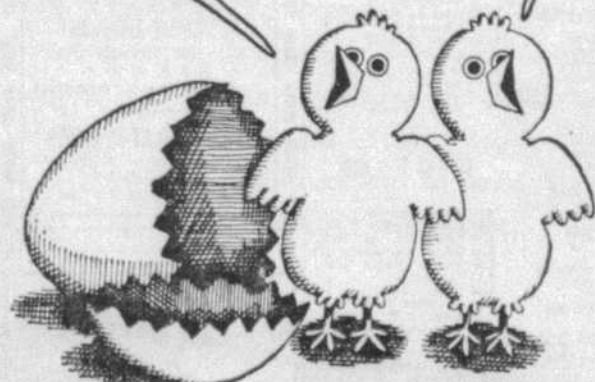
Laboratoires de langues, Projecteurs, Magnétophones, Blocs d'alimentation, T.V. circuit fermé, etc.

usine, bureaux et salles de montre à:

9760 st-urbain, montréal tél.: 382-2461

Vite!!!
Quelques jours
seulement
pour acheter
vos Obligations
d'Épargne
du Canada
sans payer
l'intérêt
couru!

Vite!!!
Quelques jours
seulement
pour acheter
vos Obligations
d'Épargne
du Canada
sans payer
l'intérêt
couru!



Achetez vos Obligations d'Épargne du Canada aujourd'hui même, car après le 15 novembre le prix d'achat inclura l'intérêt couru. N'attendez plus! Faites-le dès maintenant! Les Obligations d'Épargne du Canada sont faciles à acheter de votre employeur, banque, caisse populaire ou courtier. Elles sont simples à encaisser en tout temps, à votre banque, à leur pleine valeur nominale plus l'intérêt couru.

Et cette année, elles sont plus que jamais bonnes à garder. Les taux d'intérêt annuels s'échelonnent de 5% à 6% avec une moyenne de 5.48%. Vous pouvez aussi recevoir un intérêt sur l'intérêt. Les Obligations d'Épargne du Canada, émission du centenaire, vous permettent de doubler votre argent. Après le 15 novembre, elles vous coûteront plus cher. Achetez donc les vôtres dès maintenant.

Le jardinage, thérapie pour malades mentaux et vieillards

TORONTO — Une grand-mère de Détroit expliquait récemment à Toronto qu'elle utilise le jardinage comme moyen thérapeutique pour aider les personnes âgées, les jeunes qui doivent abandonner leurs études, ou encore les malades mentaux.

Alice Wessels Burlingame est une experte dans la culture en serre et les réalisations paysagistes. A son avis, ce genre de travail offre des possibilités au niveau de la thérapie.

Elle enseigne l'horticulture aux membres de clubs de jardinage, aux bénévoles s'occupant de malades mentaux, aux groupes paroissiaux, aux personnes travaillant auprès de jeunes délinquants ou de vieillards.

Avec les enfants

Mme Burlingame est particulièrement heureuse des résultats obtenus avec des enfants souffrants de troubles mentaux. Dans une institution, a-t-elle précisé, on peut voir un grand nombre de jeunes travaillant joyeusement à la culture de fleurs et légumes. Chaque année, ces jeunes gagnent plus de récompenses à l'exposition régionale que les autres enfants.

Dans les cliniques psychiatriques, d'ajouter Mme Burlingame, les malades atteints de graves traumatismes retrouvent parfois le moyen de s'exprimer.

Dans le groupe de personnes âgées, "le jardinage les ramène à l'époque de leur enfance, leur donnant une impression de sécurité", de commenter Mme Burlingame.

Une recherche sérieuse sur la famille doit être entreprise par l'Institut Vanier

- Colette Carisse

(une entrevue de Renée ROWAN)

Du témoignage même des participants à l'assemblée annuelle de l'Institut Vanier de la famille qui vient de se terminer à Ottawa, cette première réunion générale de tous ses membres a été fructueuse et constructive.

— Je suis rentrée de ces assises avec la

conviction que l'Institut Vanier de la famille est un organisme très dynamique, nous dit Mme Colette Carisse, professeur de sociologie à l'université de Montréal et un des cent membres qui forment le premier corps législatif de l'Institut.

Constitué en avril 1965 à la suite d'un vœu exprimé par le gouverneur général et Mme Vanier à l'issue de la Conférence canadienne sur la famille organisée à Ottawa en juin 1964, l'Institut Vanier est un organisme national de recherche et d'éducation dans le domaine familial. On s'y inquiète en particulier de la crise sérieuse que traverse actuellement la famille canadienne. L'Institut Vanier de la famille, on le sait, est présidé par le Dr Wilder Penfield, M. Philippe Carique, doyen de la faculté des sciences sociales à l'U. de M., est vice-président du conseil de direction.

— Le gouverneur général et Mme Vanier et le Dr Penfield qui ont engagé leur nom dans l'Institut fournissent un prestige indéniable et un cautionnement moral certain qui permettent à l'organisme d'envisager des dons ainsi que des octrois gouvernementaux pour former un fonds qui servira à poursuivre les fins de l'Institut, souligne Mme Carisse. Le conseil de l'Institut a d'abord accompli dans l'ombre

un immense travail de mise sur pied et d'embrayage. La première rencontre générale de tous les membres à Ottawa la semaine dernière avait pour principal objectif de définir de façon plus précise les buts de l'Institut et d'étudier son programme d'action dans un avenir immédiat.

— Ce fut une prise de conscience extrêmement importante, une rencontre de discussions très riches, très serrées qui a confronté des personnes de milieux et de formations différentes. Le tout s'est déroulé dans un climat démocratique absolument formidable. Quand il s'est agi de définir les priorités de l'Institut, les discussions ont été particulièrement vives. Cela s'explique, dit Mme Carisse, quand on songe à la diversité de la représentation.

Parmi les membres — dont une trentaine du Québec — on distingue, fait remarquer la sociologue, trois types de personnes: des individus, des gens d'action, des experts. Dans le premier groupe, il y a ceux qui ont une compétence en tant que pères et mères de famille; dans le second, ceux qui ont une compétence que leur apportent leur expérience et leurs contacts quotidiens avec des problèmes (gens des syndicats, des services familiaux, des organismes gouvernementaux de réadaptation, etc.); et enfin, dans le troisième groupe, des personnes qui ont une compétence surtout académique (dans le sens non péjoratif du mot) et que l'on qualifie ordinairement d'experts.

Les membres de l'Institut en plus de représenter tous les coins du Canada, différentes cultures, confessions religieuses et milieux sociaux, appartiennent à des générations très différentes. La génération des gens plus âgés domine toutefois et les plus jeunes membres ont entre 35 et 40 ans. On a d'ailleurs souligné qu'il y avait une sous-représentation de ce dernier groupe.

Mme Carisse tient à souligner ici la participation de l'élément féminin qui a été, dit-elle, de qualité particulièrement remarquable.

— Je me trouvais là à quatre titres: comme membre d'université, comme spécialiste de la sociologie de la famille, comme femme et comme mère de famille. Il est assez rare de se retrouver dans un organisme sans que l'on ait à établir de partage entre des rôles très différents. Je me sentais d'ailleurs aussi à l'aise pour donner mon opinion à un titre comme à un autre.

Dans un communiqué envoyé aux journaux ces jours derniers, M. Stewart Sutton, secrétaire général de l'Institut Vanier de la famille, a déclaré que les enquêtes projetées seront effectuées dans l'ensemble du pays. "L'Institut est un organisme national voué à l'affermissement de la vie familiale au Canada, dit-il; nos travaux s'étendent donc sur tout le territoire canadien et à toutes les familles qui l'habitent".

La première enquête projetée aura pour but de sonder l'attitude des Canadiens vis-à-vis la vie familiale.

— Il a été très intéressant, note Mme Carisse, de voir les options différentes pendant ces assises. Pour les gens qui exercent en milieu académique, la nécessité d'une recherche scientifique sérieuse s'impose d'elle-même. Pour trouver des solutions applicables à tout le Canada, il leur semble indispensable de connaître les besoins et les aspirations des familles, et de se rendre compte des similitudes et des différences selon la culture, la religion, la classe sociale, les âges, etc. Pour les gens engagés dans l'action, la priorité va d'abord à la solution de problèmes concrets, pressants, urgents.

Selon cette sociologue, on a besoin non seulement d'un sondage, mais d'une recherche sérieuse. Autrement, ce sera une autre collection de faits que l'on aura de la difficulté à interpréter. Avec les éléments dont on dispose présentement, dit-elle, on n'a pas le droit d'affirmer que la famille canadienne est en voie de dissolution, de désagrégation.

— On ne peut nier qu'il y a des changements profonds qui s'opèrent dans les relations entre les membres de la famille, dans ses ressources et son mode de vie. Toutefois, dans le bilan général des changements, je crois que les aspects positifs du changement l'emportent sur les aspects négatifs. Je souhaiterais qu'une recherche sérieuse me dise si j'ai tort ou si j'ai raison.

Parmi les autres projets de l'Institut, il y a l'établissement d'une bibliographie complète sur la famille. M. Gilles Lacroix, secrétaire général adjoint, précise que cette "bibliothèque" complète permettra à tous les Canadiens de se procurer, rapidement, sous forme de volumes ou documents, toutes les références pouvant leur être utiles sur un ou plusieurs aspects inhérents à la famille canadienne. Les informations disponibles sont, à l'heure actuelle, claires, mais encore fragmentées. Il en résulte que les renseignements détaillés sur un ou plusieurs aspects de la vie familiale sont insuffisants et leur diffusion peu ou mal répartie. Au moyen d'un index central, le sociologue, le travailleur social, l'étudiant, etc., pourra, en formulant sa demande, se prévaloir du volume de son choix et ce dans la ville ou la région où il réside.

L'Institut Vanier compte enfin parmi ses projets immédiats une enquête sur la famille à parent unique (c'est-à-dire celle dont la mère ou le père est mort, cas de séparation ou de divorce). Ces familles dont un seul parent a la responsabilité des enfants représentent entre 8 à 9 p.c. du nombre des familles au Canada.

— C'est un problème absolument ignoré, nous dit au terme de cette entrevue Mme Carisse, un problème dont il est urgent de s'occuper.

Enquête de l'Institut Vanier sur les familles séparées au Canada

OTTAWA. — L'Institut Vanier pour la famille effectuera des enquêtes spéciales concernant la vie familiale au Canada, s'attachant en particulier sur les problèmes de la famille où il n'y a qu'un seul des deux parents.

Cette nouvelle a été annoncée lors de la première réunion annuelle de l'Institut, tenue récemment à Ottawa. Plus de 100 délégués assistaient à l'assemblée.

Le secrétaire général de l'Institut, M. Stewart Sutton, a déclaré que l'enquête effectuée à travers le pays recueillera l'opinion des familles canadiennes en regard de l'existence familiale. On procédera aussi à une étude concernant l'éducation de la vie familiale.

Une bibliothèque contenant toute documentation intéressante l'Institut sera créée à l'intention des sociologues, travailleurs sociaux, étudiants ou autres personnes qui s'occupent de ces questions.

Au Congo, une femme de 26 ans devient ministre des affaires sociales

KINSHASA, Congo — La première femme membre du cabinet ministériel au Congo, Madeleine Sophie Kanza Lihau a prêté serment à titre de ministre des affaires sociales.

Cette jolie femme âgée de 26 ans, professeur d'université, a été félicitée ensuite par les représentants des associations féminines congolaises, de même que par les délégués gouvernementaux qui assistaient à la réception officielle donnée à la résidence du président Joseph D. Mobutu.

Une souscription en faveur d'une colonie de vacances pour enfants d'immigrants

Depuis douze ans, le camp Françoise Cabrini dirigé par les Soeurs de Notre-Dame du Bon-Conseil, reçoit l'été des enfants d'immigrants, sans égard à leur race ou à leur religion. Les bâtisses sont aujourd'hui désuètes et ne répondent plus aux exigences de cette oeuvre d'éducation et de formation de ces jeunes. Aussi, le camp a-t-il décidé de tendre la main au public afin de recueillir des fonds pour maintenir, développer et améliorer ce camp. L'objectif de la campagne en cours est de \$125,000.

Le camp Françoise Cabrini est situé dans les Cantons de l'Est à l'Avenir. Il a principalement pour action de faciliter l'adaptation des enfants d'immigrants à leur nouvelle patrie. Le choix se fait selon les besoins des familles. Le camp dispose d'une superficie de 60 acres de terrain où les enfants bénéficient de la vie au grand air. Le siège central de ce camp se trouve situé au 4281 avenue Western, Montréal 6. On peut envoyer directement sa contribution ou encore obtenir de plus amples renseignements en s'adressant à 933-6165.



"Si vous savez ce qui est bon pour vous..."

...vous connaissez LE PAIN Hollywood

Les fameux agents secrets des séries télévisées n'ont pas le monopole des bonnes choses. Prenez le pain Hollywood, par exemple. Pourtant exclusif, tout le monde peut se le procurer. Clair ou foncé, il contient 8 fameuses farines végétales — farines de céréales, de laitue, de carotte et d'autres provenant aussi de légumes frais. C'est ce qui lui donne sa saveur unique qui flatte le palais. Recherchez le pain Hollywood, clair ou foncé, toujours frais chez votre épicière.



GRATUITS! Régime de 7 jours et graphique des calories Hollywood. Demandez-en un exemplaire à votre épicière ou écrivez à:

Hollywood Diet Booklet
Wonder Bakeries Limited
40 Rockland Road
Mount Royal, Que.

LE PAIN HOLLYWOOD S'EST MERITÉ LE SCANDAL DE GARANTIE DE GOOD HOUSEKEEPING

© National Bakers Services Inc. HBF-10-31-6

L'ANJOU
Paradis des vins roses
vous offre trois types différents:

ROSE

Pétillant et doux
Code: 542-G 26 oz.
542-H 13 oz.
Vin de réception et de célébration. Le plus populaire de tous les vins pétillants importés.

VERRE TULIPE V 12

Tranquille et sec
Code: 542-G 26 oz.
542-H 13 oz.
Vin de table pour hors-d'œuvre, poisson et fruits de mer, viandes blanches.

MOELLEUX

Tranquille et moelleux
Code: 1908 26 oz.
542-H 13 oz.
Vin de table et d'usage de réception. Le Prince de tous les roses du monde.

Mis en bouteilles par les B.D. DeNeuville - France

Mis en bouteilles par la Coopérative de Brissac - France

Bien spécifier les Nos de Code lors de vos achats aux magasins de la R.A.Q.

Le verre "Tulipe" reproduit ci-dessus est en vente:

AU CEP D'ANJOU

Importateur-spécialiste de verres à vin de formes traditionnelles pour toutes les régions de vins de France.

470, Avenue Ogilvy, Montréal 15 — 276-1224 ou 276-1127

20.

23.

elles mènent la mode à fière allure

Lily Simon

Chaussures

...variété de toutes petites pointures choisies par Antoine

1322 Beaubien 273-6868

Inauguration d'une nouvelle distillerie à Mexico par D. C. Seagram Ltd

La plus vaste en Amérique du Sud

potins financiers

Les Bourses de Montréal, Toronto, New York, Londres et Paris étaient fermées en fin de semaine, comme de coutume, de même que les marchés du blé de Chicago et de Winnipeg, d'où l'absence de tableaux réguliers de finance dans nos pages, ce matin.

Les ralliements tardifs sur les divers marchés, canadien et américain, durant la dernière séance, nous inciteraient à croire que la résistance aux pressions devrait être bonne au début de cette semaine, particulièrement s'il s'avère vrai que Washington n'augmenterait pas les impôts sous peu — Ottawa se serait, alors, porté à en faire autant.

Le dernier bulletin de Raymond Camus Inc. laisse voir des rendements variant entre 6.50 et 7%, soit des taux conformes au loyer actuel de l'argent.

Ford Motor of Canada Ltd a vu ses ventes baisser modérément durant le dernier mois, au regard du chiffre-record obtenu pour octobre 1965. C'est un autre rapport défavorable qui incite à la prudence pour les industriels.

Comme plus de 50 p.c. des taxes des commissions scolaires du Québec n'auraient pas été perçues, cela créerait un malaise financier que le gouvernement provincial devrait s'empêcher de faire disparaître.

M. Meir Rosene, membre de la délégation israélienne aux Nations unies, parlera ce soir à

20-12 heures à l'université de Montréal.

Les actions de Canadian Western Natural Gas Co. se vendront en bourse ex-dividende mercredi de cette semaine.

C'est aussi le 9 novembre, soit donc mercredi de cette semaine que les Distilleries Melchers Limited, réuniront leurs actionnaires à l'hôtel Windsor, à 11h. a.m. pour la tenue de son assemblée annuelle.

Corporation de Gaz Naturel du Québec tiendra une conférence de presse demain à 4h, au Cercle de la Place d'Armes, sous la présidence de M. Carl H. Horne.

Des soumissions seront reçues le mercredi 9 novembre 1966 pour \$130,000,000 de bons du Trésor du gouvernement canadien, jouissance et livraison le 10 novembre 1966, dont \$110,000,000 en bons à 92 jours et \$20,000,000 à 183 jours. \$130,000,000 de bons en circulation arriveront à l'échéance le 10 novembre 1966.

Western Pacific Products Co. réunira ses actionnaires, ce matin, à l'hôtel Vancouver, dans la cité du même nom, pour la tenue de son assemblée annuelle.

M. Théo Laurin, de l'important bureau local d'assurances Laurin, Laurin & Beaudry et Dominion Insurance Agencies, est de retour à Montréal après un voyage de 3 semaines en Europe, où il a rencontré maints représentants du monde des assurances, de l'industrie et du commerce.

commentaires sur L'ACTUALITÉ FINANCIÈRE

Canadian Delhi Oil Limited achèterait l'actif de Sohio Petroleum Company

Canadian Delhi Oil Limited vient de conclure un accord, daté du 21 octobre 1966, avec Sohio Petroleum Company, couvrant l'achat de tous les actifs de la dernière entreprise au Canada, pourvu que la compagnie alloue, après le 2 janvier 1967 et, au plus tard, le 16 du même mois, des actions de son capital-actions, évaluées à \$4.13 chacune. Le premier des dix accords se rapporte aux propriétés de pétrole et de gaz naturel de Sohio Petroleum Company et il prévoit une considération de 2,579,681 actions de la compagnie. Le deuxième accord couvre l'acquisition de toutes les autres propriétés et actifs de Sohio Petroleum Company (autres que l'encasement et les valeurs mobilières) servant à la conduite de ses affaires au Canada et, cela, pour la considération de 275,000 actions environ du capital-actions de l'entreprise. Ces accords sont sujets à des décrets favorables de la part du service de l'impôt sur le revenu interne aux États-Unis. Ils doivent aussi comporter l'approbation par les actionnaires de la compagnie d'une augmentation de son capital-actions autorisée. Enfin il faut l'émission de lettres patentes supplémentaires, confirmant cette émission d'actions. Une copie de l'avis de l'assemblée générale spéciale ainsi qu'une formule de procuration ont été expédiés par la poste à tous les détenteurs d'actions de la compagnie le ou vers le 28 octobre 1966.

Grandroy Mines conclut une entente avec Campbell Chibougamau

Le 6 septembre 1966, la compagnie Grandroy Mines Limited a autorisé la compagnie Campbell Chibougamau Mines Ltd. à évaluer et déterminer le potentiel économique de ses 55 claims miniers situés dans le comté Roy au Québec. Le but plus spécifique de cette étude est de déterminer la valeur économique du minerai de cuivre localisé sur deux claims miniers de la propriété.

Si les résultats de cette étude s'avèrent positifs, la compagnie Campbell Chibougamau conclura un contrat avec la compagnie Grandroy et s'engagera à effectuer les travaux miniers et d'usage requis. La compagnie Campbell devra aussi fournir le capital nécessaire à l'achat de l'outillage, au paiement des salaires, à la mise sur pied de la production, à l'usage du minerai à sa propre usine ainsi qu'à la vente des métaux récupérés.

Les profits initiaux serviront exclusivement à rembourser la compagnie Campbell pour toutes les dépenses de capital et les dépenses antérieures à la mise en production qu'elle aura encourues au nom de la compagnie Grandroy. Les frais d'exploration et les autres frais connexes encourus au cours de la période initiale d'étude feront partie des dépenses antérieures à la production.

Les ventes d'Imbex Limitée établissent un record

M. Guy Godbout, président de Imbex Limitée, a le plaisir d'annoncer que, pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1966, la compagnie a atteint un nouveau record de ventes au montant de \$1,383,728, une augmentation de \$1,356,406 ou 13.3% sur les ventes de \$1,037,322 pour la période correspondante de l'année 1965.

Cette augmentation des ventes s'est reflétée dans les bénéfices nets qui se sont élevés à \$238,355, une augmentation de \$27,908 ou 13.3% sur les bénéfices nets de \$210,417 pour la période correspondante de l'année 1965.

Les bénéfices nets pour la période de neuf mois en 1966 représentent 32 cents sur chacune des 750,000 actions en circulation en comparaison de 28 cents pour la période correspondante de 1965.

Ces augmentations furent réalisées malgré les restrictions bancaires qui ont forcé les filiales à réduire le crédit accordé à leurs clients. L'instabilité de la main-d'œuvre aussi bien au niveau de nos fournisseurs qu'au niveau de l'industrie du camionnage a également contribué à réduire nos ventes. La direction croit sincèrement pouvoir maintenir dans la dernière partie de l'année, l'augmentation des ventes et des profits démontrée dans les premiers neuf mois.

McIntyre Porcupine Mines gagne davantage en dépit de la lourdeur de l'indice des mines d'or

L'indice des mines d'or canadiennes, compilé par la Bourse de Toronto, a touché en fin de semaine un bas niveau de 144.45 vs un sommet de 192.48, atteint au cours de cette année. Cette baisse accentuée explique le désappointement des spéculateurs canadiens, à la suite de la décision de Washington et du Fonds monétaire international, contrôle indirectement par l'Onco Sam, de ne pas réévaluer le prix de l'or, inchangé depuis 1934.

Il est incontestable que ce produit soit au même prix, alors que tout à ce jour de monter depuis 30 ans, au point qu'en stricte justice, nos autorités fédérales se virent dans l'obligation de donner des subventions aux producteurs arrières de notre pays, en compensation du maintien arbitraire du prix de l'or au niveau de \$350 l'once. Quoi qu'il en soit, il faut bien reconnaître que certains de ces producteurs font encore de bonnes affaires. Ainsi, le rapport consolidé que McIntyre Porcupine Mines Limited vient de rendre public laisse voir une production de \$11,254,132 pour les premiers 9 mois de cette année vs \$10,150,196 durant la même période l'an dernier. Compte tenu de l'aide aux mines d'or en cas d'urgence, soit \$571,000 vs \$912,806 en 1965 durant les premiers 9 mois, cette mine a réalisé un revenu net de \$8,151,533 vs \$5,418,800 en 1965, d'où l'équivalent par action de \$2.58 vs \$2.27. C'est assez pour ne pas désespérer de l'avenir des mines d'or canadiennes.

MARCEL CLEMENT

Possibilités de notre industrie chimique Selon le président de Du Pont du Canada Ltée

Les possibilités d'emploi offertes par l'industrie chimique du Canada régresseront si les recommandations de la Commission du tarif à l'article 129 sont votées par le gouvernement. C'est ce qu'a déclaré ces jours-ci M. Herbert H. Lank, président du conseil d'administration de la Canadian Chemical Producers' Association et président du conseil de Du Pont du Canada Ltée, lors de l'assemblée annuelle de l'association qui se déroule à Ottawa.

M. Lank a ajouté que si aucune restriction n'empêche l'industrie chimique de se développer le nombre des employés de ce secteur pourrait passer d'ici 1975 de 60,000 à 85,000. Inversement, a dit M. Lank, le nombre des personnes employées par l'industrie diminuera de 8,000 d'ici 1975 si les recommandations de la commission sont adoptées.

"Ainsi", a-t-il dit, "près de 35,000 emplois dépendent de la décision du gouvernement sur les lois douanières, et cette décision peut entraîner l'élimination de 8,000 des emplois offerts par l'industrie au cours de la période envisagée."

M. Lank a ajouté que l'industrie avait formé un comité chargé de présenter, au nom des fabricants de produits chimiques, des recommandations à la commission, et en particulier un barème des droits d'entrée conçu pour équilibrer la concurrence dans le domaine des produits chimiques. La Commission du tarif, a poursuivi M. Lank, a préféré recommander au ministre des finances un barème qui comporte des tarifs très inférieurs à ceux appliqués par les pays concurrents.

L'industrie chimique est tout à fait en faveur d'une libéralisation plus large des échanges, a-t-il dit, mais les fabricants canadiens doivent bénéficier sur le marché domestique de la même protection que leurs concurrents des autres pays industriels.

M. Lank a déclaré que si le gouvernement acceptait le barème proposé par la commission, le Canada se dirigerait unilatéralement vers un système de libre échange pour les produits chimiques. "Cette tendance s'accentuera encore du fait que des produits nouveaux, qui ne sont pas encore fabriqués, prendront de plus en plus d'importance et que les produits actuels, qui deviendront périmés, ne seront plus fabriqués."

Le barème proposé à l'article 129 aurait deux autres conséquences graves, ajouta M. Lank: d'une part, il entraînerait une réduction des investissements de l'industrie chimique, ceux-ci passant du niveau actuel de \$300 millions par an à environ \$150 millions; d'autre part, il contribuerait

à augmenter le déficit de la balance commerciale du Canada dans le domaine des produits chimiques; ce déficit, qui est à l'heure actuelle de \$175 millions par an, atteindrait en 1975 environ un milliard et demi de dollars.

M. Lank a expliqué qu'au cours des dernières années l'industrie chimique a vu la production de l'industrie chimique au Canada à été inférieure à celle des autres pays industriels. "Aujourd'hui", a-t-il dit, "le Canada importe près de 25% des produits chimiques qu'il consomme." Cette situation ne peut être attribuée à une baisse de la demande domestique puisque les besoins du Canada dans le domaine des produits chimiques ont augmenté plus rapidement que ceux des États-Unis.

"Le Canada possède les connaissances techniques et les richesses naturelles, il peut trouver les capitaux dont l'industrie chimique a besoin pour faire face aux demandes du marché. Et pourtant, ce secteur prend du retard parce que le Canada — à la différence des autres pays industriels — expose ses fabricants à une concurrence étrangère abusive."

"Si on lui laisse la possibilité de lutter sur un pied d'égalité avec les autres pays industriels, je suis sûr que l'industrie chimique du Canada progressera au même rythme et même plus rapidement que ses concurrents."

Record pour la General Motors du Canada Ltée

(CNW) — La compagnie General Motors du Canada a annoncé récemment que ses concessionnaires avaient vendu un total de 24,508 automobiles et camions au cours du mois d'octobre 1966. Le record précédent avait été établi en octobre 1955 avec la vente de 24,433 véhicules.

Un porte-parole de la compagnie a déclaré que les concessionnaires canadiens avaient vendu le mois dernier 21,256 automobiles de type américain et 3,252 camions. Au cours du même mois l'année dernière on avait vendu 21,099 automobiles et 3,334 camions.

Rapports financiers

Barber-Ellis of Canada Ltd., \$1.75 l'action ordinaire, le 15 décembre, inscription le 30 novembre.

Canadian Marconi Co., 5 cents, le 31 décembre, inscription le 30 novembre.

Ford Motor Co. of Canada Ltd., \$1.25, le 15 décembre, inscription le 18 novembre.

Emco Ltd., pour les neuf mois se terminant le 30 septembre 1966: \$1,280,000 soit l'équivalent de \$1.02 l'action au regard de \$932,000 ou 74 cents l'action en 1965.

Fraser Co. Ltd., pour les neuf mois se terminant le 30 septembre 1966: \$2,176,690 soit l'équivalent de 98 cents l'action au regard de \$3,312,382 ou \$1.48 l'action en 1965.

Price Co. Ltd., pour les neuf mois se terminant le 30 septembre 1966: \$8,592,000 soit l'équivalent de 89 cents l'action au regard de \$7,317,000 ou 75 cents l'action en 1965.

Proco Gas Producers Ltd., pour les neuf mois se terminant le 30 septembre 1966: \$3,185,000 soit l'équivalent de \$1.22 l'action au regard de \$3,084,000 ou \$1.19 l'action en 1965.

Proco Gas Producers Ltd., pour les neuf mois se terminant le 30 septembre 1966: \$3,185,000 soit l'équivalent de \$1.22 l'action au regard de \$3,084,000 ou \$1.19 l'action en 1965.

Pato Consolidated Gold Dredging Ltd., pour les neuf mois se terminant le 30 septembre 1966: \$375,793 soit l'équivalent de 11 cents l'action au regard de \$701,934 ou 20 cents l'action en 1965.

Robert Morse Corp. Ltd., pour les neuf mois se terminant le 30 septembre 1966: \$1,284,000 soit l'équivalent de \$1.57 l'action au regard de \$888,000 ou \$1.32 l'action en 1965.

Magna Electronics Corp. Ltd., pour l'exercice prenant fin le 31 août 1966: \$307,403 au regard de \$100,176 en 1965.

Revenue Properties Co. Ltd., pour les six mois se terminant le 30 juin 1966: \$748,000 au regard de \$720,000 en 1965.

Tru-Wall Concrete Forming Ltd., pour les trois mois se terminant le 31 août 1966: \$20,000 soit l'équivalent de 19 cents l'action au regard de \$90,000 ou 16 cents l'action en 1965.

Upper Canada Mines Ltd., 3 cents, 15 décembre, inscription le 1er décembre.

Versatile Manufacturing Ltd., 30 cents, 15 décembre, inscription le 1er décembre.

Montreal Trust Co., 13 cents l'action ordinaire, 16 janvier 1967, inscription le 30 décembre.

Les 10 industriels et les 10 mines et pétroles les plus achalandés

Voici un tableau des industriels et des 10 mines et pétroles les plus achalandés sur les Bourses de Montréal et Canadienne la semaine dernière, avec leurs changements.

INDUSTRIELS				MINES & PÉTROLES			
Valeur	Dernière Vente	de la semaine	changement	Valeur	Dernière Vente	de la semaine	changement
37,880	Nor. Ctl. Gas	12 1/2	+1	88,910	Fidelity	82	+28
37,277	Bravo	4 1/2	+1	22,500	Imperial Expl.	71	+27
37,810	C.P.R.	4 1/2	+1	214	Chapman	40	-82 1/2
37,234	Alcan	29 1/2	+1	204,500	Ruby Lake	38	-80 1/2
37,793	Shell Phone	56	+1	107,500	Caribee	43	+23
37,618	Mac/Man	25 1/2	+1	137,400	Western Tin	33	-20 1/2
35,154	Bathurst	28 1/2	+1	108,457	Rosier Expl.	23	+22
25,816	Crown Int.	18 1/2	+1	97,600	Lemieux	30	-80
20,448	Amer. Metre	2 3/4	+1 1/2	88,100	West Hill	47	-82



LA FORMATION A PIED D'OEUVRE attire de plus en plus l'attention des chefs d'entreprises pour préparer les employés à accéder à des situations plus intéressantes. Lors d'un cours spécial destiné aux instructeurs internes et organisé par British American Oil à l'école des beaux-arts de Banff, le superviseur de la formation professionnelle Stan Charlton, de Moose Jaw, donne quelques conseils au sujet des récents auxiliaires pédagogiques à Georges Pichette, de la raffinerie de la Compagnie à Montréal-Est.

L'industrie du transport aérien, active

Selon ce qui ressort de ses rapports financiers

MONTREAL. — Les états financiers de l'industrie mondiale du transport aérien pour 1965 ont été dans l'ensemble sensiblement meilleurs que les années passées, malgré les coûts croissants. C'est ce que déclare M. Knut Mammarskjöld, directeur général de l'Association internationale du transport aérien dont le siège social est à Montréal, dans son rapport annuel qu'il doit remettre lundi à Mexico, au 22e congrès général de l'Association.

La courbe ascendante commencée en 1963 et 1964 continue à progresser, a dit M. Mammarskjöld. Des estimations préliminaires montrent que les revenus totaux des compagnies aériennes enregistrées ont atteint \$8,346,000,000 en dollars américains, comparativement à \$8,112,000,000 en 1964, soit une hausse de 15,2 pour 100.

Les dépenses d'opérations se sont chiffrées par \$8,456,000,000 contre \$7,500,000,000 en 1964, une augmentation de 12,7 p.c. Ceci signifie un profit de \$890,000,000 ou 9,5 p.c. du revenu, par rapport à un profit de \$612,000,000 ou 7,5 p.c. en 1964.

La principale source de revenus en 1965 a été de nouveau le transport des passagers: \$7,350,000,000 ou 78,6 p.c. du revenu total. Suit le transport de fret avec un revenu de \$896,000,000 ou 10,7 p.c.

Par Ordre du Conseil d'Administration, PERCY AUGER, C.A., Secrétaire, QUÉBEC, Q.C., le 2 novembre 1966.

Gain moindre pour Dominion Foundries and Steel

Dominion Foundries and Steel annonce que ses bénéfices nets pour les neuf premiers mois de 1966 ont diminué, passant de \$19,898,134 à \$19,627,798 en 1965, ce qui représente respectivement \$1.26 et \$1.22 par action. Les ventes pour les neuf mois se chiffrent à \$207,048,702 en 1966 contre \$204,862,100 l'an dernier. Au cours du troisième trimestre, les bénéfices nets ont baissé, passant de \$6,825,934 ou 42 cents à \$6,467,703 ou 40 cents par action. Le rapport mentionne qu'il est probable que la demande sera plus faible au cours du quatrième trimestre, principalement dans les industries de la construction et de l'automobile.

Les avoirs en or et en dollars des E.-U., élevés au pays

OTTAWA. — Le ministre des finances, M. Mitchell Sharp, a annoncé ces jours derniers que les avoirs officiels du Canada en or et en dollars des États-Unis, comprenant les avoirs du compte du fonds des changes, du ministère des finances et de la Banque du Canada, s'élevaient à \$2,223,200,000, exprimés en dollars américains, au 31 octobre 1966.

Le chiffre correspondant au 30 septembre 1966 était de \$2,244,300,000.

La situation creditrice nette du Canada vis-à-vis du Fonds monétaire international, qui correspond à toutes fins pratiques aux réserves de change, était de \$272,100,000 au 30 octobre, comparativement à \$270,000,000 au 30 septembre.

C'est en fin de semaine qu'a eu lieu l'inauguration du plus vaste complexe de fabrication de whisky et de rhum en Amérique latine, celui de Seagram's de Mexico, une filiale de la plus importante entreprise de distillerie du monde, la Distillers Corporation - Seagrams Limited.

L'usine est aussi la première distillerie complète — depuis la production jusqu'à l'emballage — jamais construite en Amérique latine, et sa mise en service représente une étape importante dans le développement de l'économie mexicaine. Dirigée par des Mexicains, l'entreprise emploie des techniciens, de la main-d'œuvre et des matières premières mexicaines pour fabriquer ses produits.

L'usine a été implantée sur un terrain de 100 acres à Ixtapalapa, à 15 milles environ à l'est de Mexico, dans l'État de Mexico, à une altitude de 7,500 pieds.

Seagram's de Mexico, S.A. de C.V., produit du whisky, du rhum, du tequila, de l'eau-de-vie, du gin, de la vodka et des liqueurs; tous ces spiritueux de fabrication mexicaine bénéficient de la réputation exceptionnelle de qualité dont jouit depuis de nombreuses années la Distillers Corporation-Seagrams Limited partout dans le monde.

Les bâtiments de l'usine ont été réalisés dans un style campagnard mexicain par Cervantes et Fossas, et par l'architecte Miguel Cervantes. Ils ont été construits en basalte bleu extrait sur le terrain même, et la pierre a été travaillée et sculptée par des artisans de la région.

Les toitures sont en béton et forment des voûtes d'une grande beauté architecturale, qui ont de plus l'avantage d'améliorer la circulation de l'air.

CONFÉRENCIER



Monsieur Marcel Faribault, président du Trust Général du Canada, sera le conférencier invité à l'occasion du 86ième dîner-anniversaire de l'Institut des Comptables Agrés de Québec qui aura lieu le 8 novembre prochain, à l'Hôtel Reine Elizabeth. Monsieur Faribault a intitulé sa conférence: "Le fédéralisme canadien à l'épreuve".

LOUEZ une auto!

Connaissez-vous les avantages à louer une automobile?

GOYETTE INC.

Contrat de 12 ou 24 mois

Nous achetons et payons votre automobile comptant

Téléphone: 658-8723 — 861-0181

Distributeur de:

Pontiac, Buick, Acadia, Beaumont, Camions G.M.C.

REAS

les meilleurs tabacs de La Havane importés

vous les trouverez partout où on vend de fins cigares

BELVEDERES • PETIT CORONAS • CORONA GRANDES

COMPTABLES AGRÉÉS

BELZILE, HEBERT CARDINAL & CIE

Comptables agréés

ALAIN BELZILE, C.A.
JEAN-A. HEBERT, C.A.
PIERRE CARDINAL, C.A.

2345 est, Bélanger
Montréal — 729-5226

PROVOST & PROVOST

Comptables agréés

ROGER PROVOST, C.A.
Syndic Licencié

ROLAND PROVOST, C.A.

928 est, boul. St-Joseph
526-1661

VIAU & ROBIN

Comptables agréés

LUCIEN D. VIAU, C.A.
H. LIONEL ROBIN, C.A.
MARCEL IMBIEU, C.A.
ARNAUD H. VIAU, C.A.
J. SEIGNEUR, C.A.
JEAN-GUY BRASSARD, C.A.

276 ouest, rue St-Jacques
Suite 110 — 845-4194

THORNE, GUNN, HELLIWELL & CHRISTENSON

Incorporant

AIMÉ GALARNEAU & CIE

Comptables agréés

R. J. P. Dawson, C.A.
D. M. Long, C.A.
W. G. Hogg, C.A.
L. Graves, C.A.

J. D. Lewis, C.A.
D. Hogg, C.A.
E. C. Stacey, C.A.
E. G. Ward, C.A.
L. A. Wright, C.A.

2345 est, Bélanger
Montréal — 729-5226

LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT LABRADOR INC.

AVIS DE DIVIDENDES

Avis est, par les présentes, donné que les dividendes suivants ont été déclarés payables le 1er décembre 1966 aux actionnaires inscrits à la fermeture des affaires le 13ième jour de novembre 1966.

a) Un dividende trimestriel de trente-sept cents et demi (37 1/2) par action (cinquième dividende) sur les actions privilégiées, premier rang série "A" de la Compagnie d'une valeur nominale de \$25 chacune.

b) Un dividende trimestriel de dix cents (10c) par action (vingt-sixième dividende) sur les actions classées "A" de la Compagnie, en circulation, sans valeur nominale.

c) Un dividende annuel de dix-sept cents et demi (17 1/2) par action (troisième dividende) sur les actions classées "B" de la Compagnie, en circulation, sans valeur nominale.

PAR DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

D. Jacques Sauriol, Secrétaire

Montréal, le 27 octobre 1966

Samson, Bélair, Côté, Lacroix et Associés

Comptables agréés

Maurice Samson, C.A.
Jean Lacroix, C.A.
Dollard Huet, C.A.
Albert Garneau, C.A.
Renald Sylvestre, C.A.
Dennis Bell, C.A.
Raymond Gauthier, C.A.
Marcel Ducharme, C.A.
Pierre David, C.A.
Emile Maillette, C.A.
Emilien Gauthier, C.A.
Jean-Guy Jodt, C.A.
Jean-François, C.A.
C. M. Gauthier, C.A.
Yves Beaudin, C.A.
Robert Blanchette, C.A.
Jacques Tremblay, C.A.
Pierre Vermette, C.A.
Marcel Moreau, C.A.

Lucien P. Bélair, C.A.
Lionel Roussin, C.A.
Raymond Fortier, C.A.
Clément Primeau, C.A.
Pierre Levasseur, C.A.
Pierre Chouinard, C.A.
C. J. Tremblay, C.A.
Marcel Marier, C.A.
Robert Gauthier, C.A.
Marthe Gauthier, C.A.
Jean-Jacques, C.A.
Pierre Pharo, C.A.
C. M. Gauthier, C.A.
Denis Ménard, C.A.
Robert J. Jodt, C.A.
Jean-François, C.A.
Gilles Beauséjour, C.A.

Leon Côté, C.A.
Hensley Bourgoin, C.A.
Percy Auger, C.A.
Marcel Imbieu, C.A.
Vianor Forget, C.A.
Pierre Berry, C.A.
Adrien Côté, C.A.
Jean-Paul Bover, C.A.
Réal Auger, C.A.
Jean-Paul Barbeau, C.A.
Jacques Miller, C.A.
Roland Truchon, C.A.
Jean Plon, C.A.
Roland Lefebvre, C.A.
Louis Lavigne, C.A.
Jean M. Allard, C.A.
André Lussier, C.A.
Gérard Mousseau, C.A.

Paul-E. Bonnier, C.A.

Paul Gauthier, C.A.

360, rue Saint-Jacques, Montréal — 842-4691

L'information sportive

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE
 Montréal 14 Hamilton 24
 (Hamilton gagne la 2^e finale)
 Winnipeg 16 Edmonton 8
LIGUE NATIONALE
 Détroit 19 Chicago 10
 St-Louis 20 New York 17
 Cleveland 14 Pittsburgh 16
 Dallas 21 Philadelphie 24
 Minnesota 20 Green Bay 17
 Washington 16 Baltimore 27
 Los Angeles 12 San Francisco 21
LIGUE AMÉRICAINNE
 Houston 23 Oakland 28
 San Diego 14 Kansas City 24
 Denver 17 Boston 10
 Buffalo 29 Miami 0

CLASSEMENT

LIGUE CONTINENTALE									
DIVISION EST									
	G	P	N	Pp	Pt	Moy			
Toronto	9	3	0	296	227	750			
Philadelphie	8	4	0	336	296	997			
Norfolk	7	5	0	259	207	565			
Hartford	6	6	0	262	282	560			
Brooklyn	4	8	0	253	311	333			
DIVISION OUEST									
	G	P	N	Pp	Pt	Moy			
Orlando	10	3	0	467	200	833			
Charleston	8	4	0	282	236	597			
Montréal	4	6	0	352	281	569			
Richmond	2	10	0	256	339	167			
Wheeling	0	12	0	177	332	209			

Des Castors paresseux

Les Castors de Montréal ont livré un piètre match de football s'inscrivant 20 à 10 devant le Norfolk, samedi, mais néanmoins ils conservent une faible lueur d'espoir de terminer la saison sur un meilleur pied dans la ligue Continentale de football, grâce à une défaite que subissait également le Charleston.

Près de 7.000 spectateurs s'étaient dérangés pour assister au match des Castors au Stade de l'Expo, mais l'offensive de l'équipe plus que poisseuse n'a offert que bien peu d'émotions. Jim Leclair qui évoluait au poste de quart-arrière, n'a rien fait qui vaille pour conduire les siens à une victoire possible sur le Norfolk. Bon DiGravio, qui lui a succédé à la barre offensive de l'équipe, ne devait cependant pas faire mieux.

Seule la brigade défensive a tenu le coup, du moins jusqu'au quatrième quart, alors

que les visiteurs ont marqué deux touches sans riposte puis ainsi enlever les honneurs du match.

Dans la première demie du match, les Castors n'ont récolté qu'un seul premier essai. C'est Lou Bobich qui réussissait néanmoins à inscrire le club au tableau indicateur avec un placement, au premier quart. Norfolk a nivelé le compte par la suite et vogué vers la victoire. L'unique touché des Castors a été enregistré au troisième quart. Il fut l'oeuvre de Mike Haffner qui capta une passe de Jim Leclair. Bobich ajoutait le converti.

Les chances des Castors de participer aux éliminatoires sont très minimes. En outre, dans la défaite, ils ont perdu les services de l'excellent Ron Lamb qui s'est déchiré des ligaments au genou droit, au cours du match. En 12 matches cette saison, les Castors ont inscrit six victoires à leur palmarès. Ils ont encore deux joues à livrer.

SOMMAIRE	
1-Castors: Placement (Bobich)	10:34
2-Norfolk: Touché (Haffner)	2:02
3-Castors: Touché (Haffner)	2:02
4-Castors: Converti (Bobich)	
5-Norfolk: Placement (Hightower)	9:13
6-Norfolk: Touché (Hinds)	9:46
7-Norfolk: Converti (Hightower)	
8-Norfolk: Touché (Neels)	12:20
9-Norfolk: Converti (Hightower)	

CARTES PROFESSIONNELLES ET D'AFFAIRES

BREVETS D'INVENTION
 Brevets d'invention
 MARQUES DE COMMERCE
 MARION, ROBIC & ROBIC
 et associés
 Marion & Marion
 2100, rue DRUMMOND
 MONTRÉAL, 25 - 288-2152

Lisez et faites lire
 Le Devoir

ASSURANCES

EN ASSURANCES
 POUR LES CONSEILS, LE CHOIX DE VOS POLICES ET
 LA SURVEILLANCE DE VOTRE DOSSIER
 FIEZ-VOUS TOUJOURS À:

Horace Labrecque & Fils Limitée

(fondée en 1911)

1411, RUE CRÉSCENT, MONTRÉAL — Tél. 849-2371

Courtiers d'Assurance Agréés

Canadien 3, Détroit 1

Le nouveau trio Richard - Rousseau - Balon a brisé les reins des Red Wings samedi

Le Canadien a décroché une victoire de 3-1 samedi soir sur les Red Wings de Détroit devant plus de 15.000 spectateurs pour ainsi passer seuls en tête du classement de la ligue Nationale.

Robert Rousseau a dirigé le Tricolore à cette victoire en comptant un but

sans égale et leurs feintes ont complètement déjoué les hommes de Sid Abel.

Un but chanceux de Rousseau

Robert Rousseau des débuts de la 2e reprise a donné le vertige à Roger Crozier dans les filets des Wings par

donné à cœur joie. Henri n'a pas raté sa plus belle occasion de la soirée. Ayant reçu une passe de Rousseau il évita un joueur de défense, et après avoir contourné le filet de Crozier, glissa le disque dans un coin du filet, d'un angle pratiquement impossible.

Le but de Dave Balon, qui avait brisé l'égalité de 1-1 avait encore une fois été le fruit du travail de Rousseau. Ce der-

But refusé à Ullman

Au début de la période finale Norm Ullman a déjoué Lorne Worsley, mais ce but, qui aurait égalisé le compte, ne fut pas accordé par l'arbitre Vern Buffey, sous prétexte que Floyd Smith était dans la zone du gardien de buts.



A gauche, Robert Rousseau, la grande étoile du Tricolore samedi contre les Red Wings. A droite, Dave Balon (20) qui lance et compte le but vainqueur.

et en récoltant deux assistances. Henri Richard et Dave Balon ont enregistré les autres buts des vainqueurs.

Floyd Smith a marqué le seul but des Red Wings à la première période.

Un trio de holidés

Un nouveau trio avait été formé par Toe Blake à l'occasion de cette première rencontre de la saison entre ces deux équipes. Ce trio formé de Henri Richard flanqué de Robert Rousseau et de Dave Balon s'est révélé de loin le meilleur de la soirée. Ces trois athlètes ont étourdi les Wings par leur rapidité

ses feintes et ses lancers-boulets. Rousseau devait cependant déjouer Crozier d'une façon bien inattendue pour ce dernier.

À la suite d'une série de passes avec un coéquipier il s'est retrouvé derrière les filets de Crozier. Tentant de passer le disque à Henri Richard posté devant le filet, son lancer frappa la jambière de Crozier et vint choir au fond de sa cage, au grand désarroi du gardien des Wings.

Richard le magicien

La soirée durant Henri Richard a été un cauchemar pour les Red Wings qui n'étaient pas assez nombreux sur la glace pour l'empêcher de circuler à sa guise. Et Henri s'en est

nier canonna la rondelle dans la direction de Crozier qui bloqua partiellement le disque. Mais Balon arrivant en trombe derrière Rousseau prit le retour de ce lancer et ne donna aucune chance à Crozier de se remettre de ses émotions.

L'arbitre Vern Buffey a décerné 10 punitions, dont six aux Wings, mais aucune de ces punitions ne fut dommageable et les deux équipes s'en tirèrent sans conséquences désastreuses.

PREMIERE PERIODE	
1-Détroit: Smith (3e), (Ullman, Bergman)	13:43
Punitions: McCord (1:07), Wall (10:10).	
Lancers par Détroit 12, Canadien 8.	
DEUXIEME PERIODE	
2-Montréal: Rousseau, (4e) (Laperrière, Balon)	4:50
3-Montréal: Balon, (1er) (Rousseau)	18:06
Punitions: Wall (11:05), Bergman (13:10), G. Tremblay (18:59).	
Lancers par Détroit 6, Canadien 16.	
TROISIEME PERIODE	
4-Montréal: Richard, (2e) (Rousseau, J. C. Tremblay)	1:54
Punitions: Ferguson (3:26), Mahovich (4:28), Talbot (4:28), Rochefort (7:36), Smith (8:50).	
Lancers par Détroit 13 (30), Canadien 8 (32)	

La samba du Brésil

LAUREL (Maryland) — Le pur-sang Folio, inscription du Brésil dans la course internationale de Laurel le 11 novembre prochain a été soumis à une séance d'entraînement spéciale hier. En effet, ce pur-sang n'est habitué qu'à l'ancienne barrière de départ.

Hier le jockey de Folio l'a conduit à plusieurs reprises derrière les portes mécaniques de départ de la piste de Laurel, faisant ouvrir les portes et simulant un départ — éclair. Puis ensuite le jockey a fait faire quelques tours de piste à sa monture et recommença deux autres fois en ramenant Folio derrière les portes mécaniques.

Il y aura une autre séance d'entraînement aujourd'hui afin que cette noble bête s'habitue au progrès et apprenne à reconnaître l'œil magique qui ouvre les portes à tous ses caprices de coursier fringant. L'autre pur-sang qui a étudié le parcours avec soin a été le représentant de la Russie Aniline. Le représentant canadien George Royal s'est contenté pour sa part de regarder dédaigneusement la piste sans s'y engager.

Honneur au Canadien

Les Canadiens de Montréal furent investis officiellement du titre d'ambassadeurs de l'Exposition Universelle de 1967, samedi soir dans la métropole, au cours d'une brève cérémonie qui eut le Forum comme théâtre. Le commissaire adjoint de l'Expo 67, M. Robert Shaw, a présenté un ensemble de mailles de voyage au capitaine de l'équipe, Jean Béliveau. Ces valises portaient l'écusson de l'Expo et celui des Canadiens.

Les Ours domptés!

Les Ours de Montréal-Nord de la ligue de football senior ont subi l'élimination, samedi à Toronto, au compte de 43 à 7. Les Argonauts de East York ont ainsi remporté le championnat senior de football de l'est du Canada. La grande vedette des Argonauts fut sans conteste Napiorkowski, avec trois touchés. L'unique touché des Montréalais fut l'oeuvre de Smith, au premier quart.

R. Emerson vainqueur

BRISBANE — L'Australien Roy Emerson a remporté hier la finale du simple messieurs des championnats internationaux de tennis du Queensland en battant son compatriote Fred Stolle en 5 sets, 4-6, 6-3, 6-4, 3-6 et 6-2, à Brisbane.

Voici les résultats des autres finales: simple dames — Lesley Turner (Australie) bat Kerry Melville (Australie) 6-0, 6-8 et 6-4; double mixte — Lesley Turner/Owen Davidson (Australie) battent Judy Tegart/Jim McManus (Australie/E.-U.) 6-4 et 9-7.

Les E-U mènent 2-1 devant le Brésil

PORTO ALEGRE. — Les États-Unis ont pris une avance de 2-1 dans leur série de demi-finale interzone de coupe Davis contre le Brésil en raison de leur victoire d'hier dans le double.

Les deux pays avaient divisé les honneurs des simples de la première journée, samedi, lorsque Edson Mandarino prenait la mesure de Cliff Richey en quatre sets de 5-7, 6-3, 7-5 et 6-3 et que Dennis Ralston l'emportait sur Tomas Koch en sets consécutifs de 6-4, 6-4 et 6-0.

Hier les États-Unis ont gagné le double alors que le duo de Dennis Ralston et Arthur Ashe a battu celui de Koch et Mandarino au compte de 7-5, 6-4, 4-6 et 6-2.

La série se continuera aujourd'hui avec les deux derniers simples opposant Tomas Koch, du Brésil, à Cliff Richey,

des États-Unis et Dennis Ralston à Edson Mandarino.

Le choix de Richey aux dépens de Arthur Ashe, par le capitaine McCall, samedi, lui a coûté le premier simple de la série.

McCall prétendait que Richey était en meilleure condition physique que Ashe et c'est ce qui l'a décidé à le faire jouer. Malheureusement, par une chaleur de plus de 100 degrés, Richey a souffert de crampes aux jambes dès le troisième set et n'a pu afficher qu'un semblant de résistance au Brésilien.

Le gagnant de cette série doit rencontrer le gagnant de la série Allemagne-Inde plus tard au cours du mois. L'ultime gagnant de cette série interzone devra faire face aux Australiens, détenteurs actuels de la coupe Davis.

Les résultats à Blue Bonnets

SAMEDI		DIMANCHE	
PREMIERE PERIODE		PREMIERE PERIODE	
1-Wisconsin George	10:30 3:50 3:30	4-Bridell Volo	8:30 5:50 3:30
2-Wisconsin Great	7:30 3:30 3:30	5-Ridder Dares	7:40 4:50 3:30
3-Baton Colby	2:30 2:30 2:30	6-Burner Mir	4:40 4:40 4:40
DEUXIEME PERIODE		DEUXIEME PERIODE	
1-Sir Abbe Ace	7:40 3:50 3:00	1-St James Street	2:40 2:40 2:50
2-Dan Dee Direct	3:40 2:50 3:40	2-Admiral Herbert	2:40 2:40 2:50
3-Cuney's Bud	2:40 2:40 2:40	3-Frosty Helen	2:40 2:40 2:40
4-Mike Rainbow	2:40 2:40 2:40	4-Chief Moore	2:40 2:40 2:40
TROISIEME PERIODE		TROISIEME PERIODE	
1-Romola Adios	7:40 4:50 2:40	4-Well Away	10:00 5:00 4:00
2-Alain Drummond	7:40 4:50 2:40	5-Coppersmith	5:20 4:50 4:00
3-Mike Rainbow	4:40 2:40 2:40	6-Chief Moore	4:40 4:40 4:40
QUATRIEME PERIODE		QUATRIEME PERIODE	
4-Rod Rex	33:00 13:30 8:50	1-Missidman	8:00 5:50 3:50
5-Golden Spark	21:40 8:70 4:90	2-Dainty Brooke	10:50 3:30 2:70
6-Mr J. Scott	2:00 2:00 2:00	3-Johns Joy	2:00 2:00 2:00
7-Quinella	4:55:00 2:00 2:00	4-Quinella	4:55:00 2:00 2:00
CINQUIEME PERIODE		CINQUIEME PERIODE	
1-Mac's Mary	14:10 6:40 4:30	4-Meadow Zealand	6:30 2:50 3:40
2-Duchess Chief	6:40 4:30 3:30	5-Harry	3:50 3:50 3:50
3-Dora Harmony	2:00 2:00 2:00	6-Sandy Elkington	2:00 2:00 2:00
SIXIEME PERIODE		SIXIEME PERIODE	
1-Prime Adam	18:30 9:00 8:50	4-Adios Watts	2:40 2:70 2:30
2-Ry Creed	18:30 7:10 5:10	5-Marie Handy	2:40 2:40 2:40
3-Banjo Pick	5:70 5:70 5:70	6-Belle Wilson	2:40 2:40 2:40
SEPTIEME PERIODE		SEPTIEME PERIODE	
1-W. T. Dowling	8:30 3:30 3:10	5-Awol	5:50 3:30 3:50
2-Cherry Freeze	5:70 4:20 4:20	6-Will Diamond	12:00 5:70 3:30
3-Mac's Mary	5:70 4:20 4:20	7-Scotty Newport	2:40 2:40 2:40
HUITIEME PERIODE		HUITIEME PERIODE	
4-Cour de L'Am	7:40 4:00 3:30	1A-Ack Ack	8:00 5:10 2:70
5-Bill Bay Leah	3:70 3:30 3:30	2-Timely Knight	3:00 5:10 2:70
6-Ideal Direct	5:30 5:30 5:30	3-Baron Adios	2:40 2:40 2:40
NEUVIEME PERIODE		NEUVIEME PERIODE	
1-Meteorite II	3:30 2:40 3:30	4-Duchess Gay	6:40 4:30 3:00
2-Mr Boots	3:30 3:30 3:30	5-Little Kitty Clay	14:00 5:30 2:30
DIXIEME PERIODE		DIXIEME PERIODE	
1-Jet Adios	3:70 2:40 2:30	6-Princess Stars	5:40 4:10 2:30
2-Tourneville	3:30 3:30 3:30	7-Mary Volo 8	2:00 2:00 2:00
3-Ideal Time	2:00 2:00 2:00	8-Success Canada	2:00 2:00 2:00
4-Ideal Time	2:00 2:00 2:00	9-Quinella	4:55:00 2:00 2:00



Le premier Salon des sports d'hiver qui se tient depuis vendredi soir dernier au centre sportif Paul-Sauvé, dans la métropole, fait voir de nombreuses nouveautés. Le Père Noël y est même présent. Il est arrivé vendredi après-midi à Dorval, depuis Cornwallis, son quartier général situé à 500 milles à l'intérieur du cercle polaire. Le bon Père nous est arrivé sur les ailes de Nordair. Il est accueilli sur la vignette par M. J.-C. Léger, assistant au président de Nordair, et M. André St-Arnaud, l'un des organisateurs du Salon des sports. Une hôtesse assiste à la scène.

Toronto sort de sa léthargie et gagne 3-1

TORONTO — Les Maple Leafs de Toronto de l'instructeur Punch Imlach se sont installés samedi soir au second rang du classement du circuit Campbell, sur un pied d'égalité avec les Hawks de Chicago, grâce à une victoire de 3 à 1 sur les Rangers de New York.

C'est un but de Larry Jeffery, marqué au cours d'un jeu de puissance qui a permis aux Leafs de triompher des Rangers. L'unique but des Rangers a été l'oeuvre de Bob Nevin qui déjoua Terry Sawchuk sur un lancer de punition. Il s'agissait du premier lancer de punition accordé dans la ligue Nationale au cours des deux dernières saisons.

Chez les Leafs, Brian Conacher et Dave Keon furent les autres marqueurs. Plus de 15.000 spectateurs s'étaient rendus voir les Leafs remporter cette jouée qui mettait fin à une série de trois jouées nulles. Mais dans la victoire, les Leafs ont perdu les services de Frank Mahovich pour une période indéfinie, celui-ci ayant été blessé lorsqu'il fut atteint par un disque au-dessus de l'oeil.

Le gardien des Rangers, Ed Giacomin, a néanmoins malgré la défaite connu une bonne soirée dans les filets. Il a exécuté 33 arrêts alors que son adversaire Terry Sawchuk voyait son travail limité à 23 arrêts.

Les Gaulois l'emportent

ST-HYACINTHE — Les Gaulois de St-Hyacinthe ont infligé un revers de 3 à 1 aux Castors de Sherbrooke de l'instructeur Georges Roy, hier après-midi dans une jouée régulière de la Ligue de hockey Provinciale senior.

Par cette victoire, les Gaulois ont consolidé leur emprise en seconde position du classement de la ligue, à six points des représentants de Drummondville au premier rang. Drummondville a triomphé hier après-midi également au compte de 5 à 2 aux dépens du Victoriaville.

SOMMAIRE

PREMIERE PERIODE	
Aucun but	
Punitions: Cardin 1:19, Cartier 6:36, Lévesque 7:02, Nadeau 10:34, Lévesque 14:11, Nadeau 17:12	
DEUXIEME PERIODE	
1-St-Hyacinthe: Vincent	1:17
Punitions: Nadeau 3:03, Drouin 3:18, Black 4:26, Passette 4:26, Guéneau 8:34, Nadeau 19:25	
TROISIEME PERIODE	
2-St-Hyacinthe: Renaud	1:04
3-St-Hyacinthe: Black	13:37
4-Sherbrooke: Guilbeau	19:06
Punitions: Nadeau et Roy 1:58, Lévesque 2:53, Morin 3:08, Nadeau 3:30, Cardin 14:33, Duchesne 18:12	
ARRÊTS	
ATBRY: Sherbrooke 28	
PAYETTE: St-Hyacinthe 29	
Assistance: 2.900	

T.-Rivières bat Dr'ville

TROIS-RIVIERES — Les Maple Leafs de Trois-Rivières ont vaincu les Rangers de Drummondville 6-3 hier dans une jouée de la ligue Junior A du Québec.

Gordon Nielson a dirigé l'offensive des vainqueurs avec deux buts tandis que Jean-Marie Nicol, Louis Deveau, Michel Boisvert et René Robert complétaient leur total.

Denis Laliberté y est aussi allé de deux buts au profit des vaincus, dont l'autre compteur a été Michel Parizeau.

Les Leafs en finale

Les Maple Leafs de Notre-Dame-de-Grâce ont atteint la finale de la Petite coupe Grey samedi en battant les Bisons de Brantford au compte de 51-0 pour s'assurer d'un cinquième championnat consécutif de l'Est du Canada.

Les Maple Leafs ont, par suite de ce succès, enlevé les honneurs du trophée Doug Smill. Ils affronteront maintenant les Rams de Regina lors de la classique de la Petite coupe Grey, rencontre qui aura lieu vendredi le 11 novembre prochain à Saskatoon.

Notre-Dame-de-Grâce n'a pas laissé le temps de souffler à ses adversaires en prenant une avance de 20-0 dès le premier quart.

Tom Dye a marqué le premier touché des vainqueurs en exécutant une course de neuf verges. Stan Schreiber a enregistré le second après une course de 56 verges sur une passe de Rip Ripstein. Les deux convertis ont été réussis par Pierre St-Amour. Rip Ripstein, quart-arrière contribua à son tour au pointage des siens en comblant de la ligne de trois verges.

Les Leafs ont porté le compte à 30-0 en réussissant un placement

L'information hockey

Blanchi 6 à 0 par Crozier, le Canadien glisse au 2e rang!

DETROIT — Norm Ullman et Pete Mahovich ont réussi deux buts rapides au début de la première période et par la suite les Red Wings ont dominé constamment pour finalement triompher 6 à 0 des Canadiens de Montréal à l'Olympia, hier soir.

C'était le premier blanchissage de cette saison de Roger Crozier. Les Red Wings ont fait voir beaucoup de vitesse et de savoir-faire autour des buts que gardait Lorne Worsley. Ils ont dominé dans tous les départements hier soir et le Canadien s'est heurté à une défensive alerte et un gardien brillant. Roger Crozier a aidé sa propre cause en exécutant quelques arrêts sensationnels aux dépens des Canadiens.

Buts rapides
Le premier but de Ullman dans la joute fut marqué sur un retour de lancer de Bob Wall qui venait de frapper un poteau.

33 secondes plus tard, Pete Mahovich captait une passe de Murray Hall et glissait le disque sous le gardien Worsley pour ce second but du match. Par la suite, Bruce MacGregor, Andy Bathgate, Murray Hall et Gordie Howe (2e) trompèrent également la vigilance de Worsley pour assurer le blanchissage de Crozier.

L'arbitre a eu fort à faire au cours de ce match alors que des altercations éclatèrent entre John Ferguson et Norm Ullman, Floyd Smith et Jean Béliveau et Ullman et Ted Harris. Mahovich et Harper en vinrent également aux gros mots.

Enfin, l'arbitre infligea une punition de match à Gary Bergman après que celui-ci eut tenté de blesser Claude Provost avec son bâton. Bergman devra déboursier une amende automatique de \$100 et voir son cas étudié par le président

Clarence Campbell avant de pouvoir revenir au jeu, selon les règlements de la ligue. La défaite coûte le premier rang aux Canadiens.

Geoffrion a compté

NEW YORK — Un but de Dave Keon en dernière période a permis hier soir aux Maple Leafs de Toronto de faire partie nulle 3 à 3 contre les Rangers de New York. C'était la cinquième partie nulle des Leafs depuis le début de la saison.

Brian Conacher, une recrue, avait précédemment marqué son quatrième but de la saison (tous contre les Rangers) en comptant un jeu magnifique de George Armstrong.

Billy Hicke avait brisé une égalité de 1 à 1 au cours de la seconde période en déjouant Bruce Gamble. Un peu plus tard, Bernard Geoffrion avait porté le résultat 3 à 1 en faveur des Rangers en prenant également Gamble en défaut. Mais les Leafs sont venus de l'arrière avec les buts de Conacher et Keon.

SOMMAIRE PREMIERE PERIODE
1-New York: Nevin (2) 5:32
Punitions: Baur 13:40, Hadfield 18:38

DEUXIEME PERIODE
2-Toronto: Selby (1) 1:47
(Shack, Pulford) 1:47
3-New York: Hicke (1) 11:39
(Baur, Auld)

DEUXIEME PERIODE
4-New York: Geoffrion (1) 15:40
(Hicke, Kurtenbach) 15:40
Punitions: Baur 5:34

DEUXIEME PERIODE
5-Toronto: Conacher (4) 8:14
(Armstrong, Keon) 8:14
6-Toronto: Keon (2) 18:34
(Horton)

LANCERS PAR:
TORONTO 4 7 9-20
NEW YORK 19 11 10-40

Hershey 15 Buffalo 6

BUFFALO — Wayne Rivers a marqué trois buts et récolté quatre assistances pendant que ses coéquipiers Roger DeJordy, Michel Harvey et Chuck Hamilton enfilèrent également deux buts chacun, alors que les Bears de Hershey triomphaient 15 à 6 des Bisons de Buffalo, dans une joute régulière de la Ligue américaine de hockey.

SOMMAIRE PREMIERE PERIODE
1-Hershey: Rivers (1) 1:16
(Gilbert, Ford) 1:16
2-Hershey: Clive (1) 1:35
(Nykouk, Keller) 1:35
3-Hershey: Gilbert (1) 4:38
(Horsvold, Ubrico) 4:38
4-Hershey: Rivers (2) 12:09
(DeJordy, Nykouk) 12:09
Punitions: Rivers 1:09

DEUXIEME PERIODE
5-Hershey: Rivers (1) 1:33
(Gilbert, Horsvold) 1:33
6-Hershey: Rivers (1) 3:14
(Auld) 3:14
7-Buffalo: Larkin (1) 5:39
(Smith, Richardson) 5:39
8-Buffalo: Lafreniere (1) 12:49
(Hannigan, Carter) 12:49
9-Hershey: Rivers (1) 14:16
(Keller, Ubrico) 14:16
10-Hershey: Rivers (1) 16:04
(Stankiewicz) 16:04
11-Buffalo: Hannigan (1) 17:05
(Carter, Dea) 17:05
12-Hershey: Ubrico (1) 17:58
(Rivers, Gilbert) 17:58
Punitions: Keller 6:06, Lanyon 19:30

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

Moe Norman au 3e rang

MONTERREY, Mexique. — Bob McCallister a calé un coup roulé de 21 pouces hier en l'emportant par un coup sur son compatriote Dudley Wyson dans le 22e omnium mexicain. Sa dernière tournée de 67, cinq sous la normale, lui a procuré un total de 278.

Moe Norman, de Kitchener, a pris le troisième rang avec un total de 280 grâce à une dernière de 67.

Bob Ross, qui menait après trois rondes, a fini sur un pied d'égalité avec Sam Carmichael à 283.

SOMMAIRE PREMIERE PERIODE
1-New York: Nevin (2) 5:32
Punitions: Baur 13:40, Hadfield 18:38

DEUXIEME PERIODE
2-Toronto: Selby (1) 1:47
(Shack, Pulford) 1:47
3-New York: Hicke (1) 11:39
(Baur, Auld)

DEUXIEME PERIODE
4-New York: Geoffrion (1) 15:40
(Hicke, Kurtenbach) 15:40
Punitions: Baur 5:34

DEUXIEME PERIODE
5-Toronto: Conacher (4) 8:14
(Armstrong, Keon) 8:14
6-Toronto: Keon (2) 18:34
(Horton)

LANCERS PAR:
TORONTO 4 7 9-20
NEW YORK 19 11 10-40

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LANCERS PAR:
CHADWICK 10 14 9-33
BOSTON 14 7 8-39

DEUXIEME PERIODE
13-Buffalo: Ouellette (1) 1:07
(Taylor, Walsh) 1:07
14-Hershey: DeJordy (1) 1:40
(Nykouk, Clive) 1:40
15-Buffalo: Wilson (1) 7:25
(Carter, Dea) 7:25
16-Hershey: DeJordy (1) 7:35
(Clive, Yanowski) 7:35
17-Hershey: Hamilton (1) 12:37
(Rivers, Ubrico) 12:37
18-Hershey: Hamilton (1) 12:57
(Rivers, Ubrico) 12:57
19-Hershey: Nykouk (1) 13:02
(Clive, DeJordy) 13:02
20-Hershey: Stankiewicz (1) 15:44
(Harvey, Keller) 15:44
21-Buffalo: Carter (1) 17:32
(Larkin, Smith) 17:32
Punitions: Rodgers 5:18, Ford 6:15, Lafreniere 11:11, Lanyon 19:30

LAN

La crise est conjurée à l'OUA et Sékou Touré est attendu demain au sommet

ADDIS ABEBA — Le président Sékou Touré est attendu mardi à Addis Abeba pour participer au "sommet" panafricain, apprend-on de source informée dans les couloirs de l'Africa Hall.

Les travaux du sommet commenceront cependant lundi à 7 h, indique-t-on de même source.

L'OUA a surmonté la crise la plus grave survenue depuis sa création en 1963.

L'arrestation, samedi dernier, de la délégation guinéenne à la conférence ministérielle de l'OUA, au moment où l'avion américain qui la transportait faisait escale à Accra, avait provoqué une profonde fissure dans l'Afrique indépendante et suscité de très vives réactions au sein de l'OUA. Le conseil des ministres de l'Organisation panafricaine s'était ouvert dans une atmosphère de crise sans précédent. Plusieurs délégations exigeaient une condamnation solennelle et sans équivoque de l'action du Ghana, qualifiée de "piraterie". La majorité toutefois a estimé qu'une telle prise de position rendrait plus difficile la solution de la crise et c'est sous son influence que le conseil devait décider de dépêcher à Accra et Conakry une mission de conciliation chargée d'une double

tâche: obtenir la libération des otages et améliorer les relations entre les deux capitales.

L'OUA refusait ainsi de prendre position. A la satisfaction de nombreuses délégations, elle jouait son rôle d'organisme de conciliation et refusait d'être une "tribune de propagande".

Plusieurs pays, tels que l'Algérie, le RAU, la Somalie, la Tanzanie et le Soudan, étaient toutefois décidés à "aller jusqu'au bout" pour obtenir la libération du ministre des affaires étrangères de Guinée, M. Beavogui Lansana, et de ses compagnons ou, à défaut, la condamnation du Ghana. Ces pays ont en effet demandé et obtenu l'ajournement des travaux de la conférence des chefs d'Etat aussitôt après son ouverture. Ils ont menacé de se retirer du "sommet" si satisfaction ne leur était pas donnée: l'OUA était ainsi menacée d'éclatement.

La tentative de la dernière chance, la désignation d'un comité des sages, comprenant l'empereur d'Ethiopie et les présidents Nasser et Tubman, chargé d'obtenir la libération des "otages", guinéens évita le pire.

Comment voteront les Noirs?

WASHINGTON — Le vote que les électeurs de race noire émettront demain reste l'un des mystères de la consultation populaire américaine pour le renouvellement du tiers du Sénat, de l'ensemble de la Chambre des représentants, de nombreux postes de gouverneurs d'Etats et d'assemblées législatives d'Etats.

Personne n'est en mesure d'évaluer, en premier lieu, le nombre des Noirs qui, à la suite des lois anti-ségrégationnistes votées par le Congrès sont parvenus à se faire inscrire sur les listes électorales. Le parti démocrate avance le chiffre de six millions. Mais on citait déjà ce chiffre il y a deux ans. Il semble avoir été largement dépassé depuis. Dans les seuls Etats du Sud, on évalue à près de 3 millions le

nombre d'électeurs noirs inscrits.

La seconde question est de savoir comment vont voter les Noirs du Sud. Quoique traditionnellement démocrates, il est difficile d'imaginer qu'ils puissent apporter en bloc leurs suffrages à madame Lurleen Wallace pour le poste de gouverneur d'Alabama, ou qu'ils appuient l'archi-ségrégationniste Maddox en Georgie ou même que, dans le Maryland ils votent en faveur de M. George Mahoney, adversaire irréductible de l'égalité raciale dans le logement des citoyens.

Les candidats républicains pourraient bénéficier des voix noires, à moins que, pour ne pas abandonner leur allégeance de toujours au parti démocrate, les Noirs ne préfèrent s'abstenir.

L'homme qui refusa de brûler Paris est décédé

BADEN BADEN — Le général Dietrich von Choltitz, dernier commandant en chef de Paris occupé, est décédé dans la nuit de vendredi à samedi à Baden Baden, à l'âge de 71 ans, des suites d'une longue maladie.

Le général von Choltitz avait refusé d'exécuter les ordres de Hitler exigeant une destruction totale de Paris.

Il a eu un regain de célébrité dans les derniers moments de sa vie grâce au film "Paris brûle-t-il?" dont la première allemande a eu lieu il y a une semaine dans 60 villes d'Allemagne fédérale. (Ce film est tiré d'un ouvrage de Dominique Lapierre et Larry Collins).

Le général von Choltitz doit à Paris de ne pas mourir obscurément. Hobeau Silesien, officier de carrière qui, dès 1941, avait été chargé de commandements importants dans l'armée forgée par Hitler, il était commandant du "Gross Paris" à la veille de la libération de la capitale de la France.

Pour l'histoire, encore que ce point soit souvent controversé, il restera l'homme qui refusa d'obéir aux instructions d'Hitler, ordonnant que Paris soit défendu par les Allemands jusqu'à la dernière pierre et de toute façon détruit s'il y avait un ordre de retraite.

Coincidence: von Choltitz est mort quelques jours seulement après la sortie sur les écrans européens du film "Paris brûle-t-il?" qui retrace les principaux épisodes de la libération de Paris et où son personnage est interprété par Gert Frobe.

"En épargnant Paris et ses monuments historiques, j'ai agi comme le dictait ma conscience de soldat. Un officier digne de ce nom aurait agi comme moi", a écrit von Choltitz dans ses mémoires. Mais peut-être dirait-on un jour que c'est von Choltitz qui doit une certaine réputation à Paris plus que Paris ne lui doit.

Anniversaire de la Révolution d'octobre

Attaques modérées contre les E.-U. et dénonciation de la politique de Pékin

MOSCOU — La réunion solennelle organisée au Palais des Congrès du Kremlin à Moscou à l'occasion du 49e anniversaire de la révolution d'octobre, s'est ouverte en présence des dirigeants soviétiques, de leurs invités étrangers et de 6.000 Moscovites spécialement convoqués pour la cérémonie, annonce Radio-Moscou.

C'est le maire de Moscou, M. Vladimir Promyslov, qui ouvre la séance. Après l'exécution de l'hymne soviétique, il salue les invités étrangers venus à Moscou et donne la parole pour présenter le rapport traditionnel à M. Arvide Pelche, membre du bureau politique du parti communiste soviétique et président du comité de contrôle du comité central du parti.

Les Etats-Unis

"Que valent les déclarations des dirigeants américains, qui disent vouloir améliorer leurs relations avec l'URSS mais qui poursuivent leur agression contre un pays socialiste?" a demandé M. Arvide Pelche, membre du Politburo du P.C. soviétique, dans son rapport.

Après avoir affirmé que l'U.R.S.S. accordera au peuple vietnamien l'aide nécessaire pour repousser l'"agression américaine", M. Pelche a vivement attaqué les dirigeants chinois, qu'il a rendus responsables de "la division des rangs des combattants contre l'impérialisme", ce qui ne peut, a-t-il dit, que servir les intérêts de l'ennemi commun.

Au sujet de l'Europe, M. Pelche a déclaré que l'URSS était pour une atténuation de la tension née "de la politique ouest-allemande de revanche que soutiennent les milieux dirigeants américains". Il a donné comme exemples de la politique de coexistence pacifique de l'URSS "la grande modification de ses relations avec la France", et le développement de ses relations avec l'Italie, le Japon, le Canada, la Finlande, l'Afghanistan, la Turquie et l'Iran. "L'URSS, a-t-il dit, est pour la coopération dans tous les domaines entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, et pour la dissolution des blocs militaires, mais tant qu'un système de sécurité efficace n'aura pas été créé, nous continuerons de renforcer l'organisation défensive du traité de Varsovie".

M. Pelche a proposé, d'autre part, "une conférence de tous les pays européens pour discuter des propositions déjà existantes et de celles qui pourraient être soumises à cette conférence", en vue du règlement des questions européennes en suspens.

Le parti communiste, a dit encore M. Pelche se guide sur la parole de Lénine selon laquelle le communisme se démontre dans la pratique. "Nous n'avons aucune intention d'imposer notre régime à d'autres et nous rejetons les théories d'exportation ou d'importation de la révolution", a-t-il dit.

En Chine

Evoquant le problème chinois, l'orateur a déclaré:

"Ce qui se passe actuellement en Chine sous le nom de ce qu'on appelle 'la révolution culturelle' n'a rien de commun ni avec la révolution, ni avec la culture, ni avec le marxisme ni avec la politique du socialisme. Telle est la juste appréciation des événements en Chine, contenue dans les déclarations et décisions des organismes dirigeants des partis communistes, fidèles aux principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien", a consacré à la Chine.

Le chargé d'affaires de la république populaire de Chine, M. Chan Deh-Chun, et son adjoint ont quitté la salle du Palais des Congrès au moment où M. Pelche, dans son discours, a attaqué la Chine, l'accusant notamment d'avoir rendu "un immense service à l'impérialisme américain".

M. Pelche a regretté que la Chine "repousse toute proposition du parti communiste de l'URSS et des autres partis frères en vue d'une action commune contre l'agression des Etats-Unis au Vietnam, justifiant ce refus par une prétendue collusion entre l'URSS et l'impérialisme américain". "L'action qui consiste à diviser les rangs des combattants contre l'impérialisme constitue un grand service rendu à l'ennemi commun, l'impérialisme américain et la réaction mondiale. La lourde responsabilité d'une telle action incombe entièrement à la direction du parti communiste chinois", a souligné M. Pelche.

M. JOHNSON:

"La situation financière est satisfaisante"

JOHNSON CITY — Le président Johnson a déclaré samedi que la situation financière du gouvernement fédéral était très satisfaisante. Il a ajouté que les revenus fournis cette année par les impôts fédéraux excéderont les prévisions. Il a précisé qu'ils pourraient passer de 111 milliards de dollars à 116 milliards ou même plus et aller dépasser les prévisions budgétaires de près de 7 milliards de dollars. Le président a enfin déclaré que ces milliards supplémentaires compenseraient l'augmentation des taux d'intérêt et que le gouvernement ne serait donc pas obligé de rechercher des liquidités.

Le président Johnson a fait ces déclarations à son ranch texan juste après que M. McNamara eut présenté un rapport optimiste sur la situation au Vietnam (dont on trouve un résumé à la page 1).

M. George Brown fera une visite officielle à Moscou

LONDRES — M. George Brown, ministre britannique des affaires étrangères, se rendra à Moscou les 22 et 23 novembre en visite non officielle, a annoncé samedi le Foreign Office.

On précise de source autorisée que cette visite ne remplace pas le séjour officiel que M. Brown doit faire dans le capitale soviétique au début de l'année prochaine, mais elle permettra aux chefs des diplomates soviétiques et britanniques de procéder à l'examen préalable d'un certain nombre de questions tant générales que bilatérales.

Parmi les questions qui seront vraisemblablement évoquées figurent notamment:

- 1) La non-prolifération des armes nucléaires;
- 2) Un traité éventuel sur l'interdiction des essais nucléaires souterrains;
- 3) Le Vietnam;
- 4) La sécurité européenne;
- 5) L'ensemble des relations est-ouest;
- 6) Un accord éventuel sur l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique.

Au cours des entretiens que M. Brown a eus avec M. Andrei Gromyko à New York les

8 et 11 octobre derniers, l'intérêt que présenteraient des consultations plus étroites entre les deux ministres des affaires étrangères était apparu, indique-t-on à Whitehall. M. Gromyko avait alors invité son collègue britannique à se rendre à Moscou en visite officielle mais, depuis, la souplesse qui s'est dessinée dans les relations est-ouest a montré que les deux hommes politiques avaient tout intérêt à procéder à une rencontre plus tôt que prévu.

Parmi les signes de détente on mentionne à Whitehall le récent accord intervenu entre l'URSS et les Etats-Unis dans le domaine de l'aviation civile.

On tient à préciser dans les milieux autorisés qu'aucun "développement important" n'est à l'origine des conversations anglo-soviétiques qui auront lieu les 22 et 23 novembre. Il serait nettement prématuré, souligne-t-on, d'en attendre, par exemple, une prochaine remise en activité de la co-présidence des accords de Genève. Le problème vietnamien, ajoute-t-on, ne pourra être résolu que par des discussions patientes entre toutes les parties intéressées.

Le voyage à Moscou de M. Brown, qui semble avoir motivé la visite de l'ambassadeur soviétique au Foreign Office, M. Michel Smirnovsky, le 3 novembre, a été décidé samedi matin, après consultations avec le gouvernement de Washington, indique-t-on à Whitehall.

M. Brown, qui a effectué une visite à Berlin en fin de semaine, a déclaré à cette occasion: "Ma visite a pour but de prouver que le gouvernement britannique, qu'il soit travailliste ou conservateur, considère et continuera de considérer que la protection de Berlin-Ouest est une de ses tâches primordiales et fondamentales. Je tiens à souligner que nous continuerons à jouer pleinement notre rôle pour le maintien de la liberté de Berlin-Ouest jusqu'au jour où l'Allemagne, exerçant ses droits fondamentaux à l'autodétermination, choisira elle-même librement la forme de gouvernement qu'elle souhaite aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Notre but ainsi que celui des autres gouvernements alliés et de vos leaders démocratiques est de parvenir à une réunification de l'Allemagne par les moyens pacifiques dans le cadre d'un arrangement général européen", a-t-il précisé.

La réponse de Smith a été transmise à Londres: elle contient des propositions pour mettre fin au conflit

SALISBURY — La réponse rhodésienne aux "ultimes propositions" britanniques pour un règlement négocié de la crise rhodésienne, transmise à Londres vendredi, "contient des propositions fermes et précises pour mettre fin au conflit", déclare M. Ian Smith, dans une interview au "Sunday Mail" publiée dimanche.

"Les propositions rhodésiennes ont été très élaborées. Elles n'ont rien de vague", précise M. Smith qui ajoute que les deux parties ont laissé une marge de manœuvre dans leurs suggestions.

LONDRES. — La teneur de la réponse de M. Ian Smith aux propositions "finales" du

gouvernement britannique en vue d'établir la légalité constitutionnelle en Rhodésie, a été communiquée à M. Harold Wilson, qui se trouve à Bradford d'où il a regagné la capitale dimanche soir.

M. Herbert Bowden, ministre des relations avec le Commonwealth, étudie actuellement la communication du premier ministre "rebelle" de Rhodésie, et il s'en entretiendra sans doute avec le chef du gouvernement britannique avant qu'elle ne soit discutée en conseil de cabinet dès le début de la semaine.

Entre-temps, un mutisme complet est observé à Whitehall sur la réponse de M. Ian Smith.

Nous sommes au premier rang dans le domaine du transport.

Parce que nous savons quand et comment prendre la route.

Nous, du Canadien Pacifique, avons commencé en affaires avec le chemin de fer. C'est notre principale voie d'exploitation, mais nous aimons bien en explorer de nouvelles pour vous.

Nos camions roulent sur les autoroutes du pays jour et nuit, transportant vos marchandises là où vous les voulez.

Nos remorques frigorifiques conservent votre viande et vos aliments congelés aussi frais que dans votre congélateur.

Nous offrons le service rail-route, grâce auquel les remorques de nos

camions sont transférées sur des wagons spéciaux pour assurer le transport rapide et ininterrompu de vos marchandises.

Quant à notre chemin de fer, il dessert le pays au complet. Comment conservons-nous le premier rang dans le domaine du transport, quand l'industrie est si bien coordonnée de nos jours? En innovant sans cesse.

Pour ce qui est de l'expédition de vos marchandises, nous aimons bien que vous nous fassiez entièrement confiance.

Canadien Pacifique

À votre service de mille et une façons.

